



# Banque Royale du Canada |

## Deuxième trimestre de 2017



### Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2017

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

**TORONTO, le 25 mai 2017** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 809 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2017, en hausse de 236 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à un an plus tôt. Nos résultats reflètent les bénéfices élevés des secteurs Marchés des Capitaux, Services aux investisseurs et de trésorerie et Gestion de patrimoine ainsi qu'un bénéfice solide dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Notre capitalisation demeure par ailleurs favorable, grâce à un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (ratio CET1) de 10,6 %.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a reculé de 218 millions de dollars, ou 7 %. Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris Solutions Corporation (Moneris) comptabilisée au trimestre précédent, qui était de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le bénéfice net est demeuré relativement inchangé<sup>(1)</sup>, alors que le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,02 \$. La qualité du crédit est restée élevée, notre ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances étant de 0,23 %.

« RBC a enregistré un excellent deuxième trimestre, déclarant un bénéfice de 2,8 milliards de dollars, témoignage de la forte croissance de la plupart de nos secteurs et de notre gestion prudente des risques. Je suis très satisfait de la performance que nous avons enregistrée au premier semestre de l'exercice, malgré un contexte d'exploitation incertain. Notre solide position de capital nous a permis de racheter plus de 30 millions d'actions ordinaires depuis le début de l'exercice, » a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. « L'innovation est au centre de la stratégie de RBC, et nous continuons d'investir en créant une banque relationnelle à l'ère numérique afin de mieux répondre aux besoins de nos clients, tout en assurant une croissance durable du bénéfice. »

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

- Bénéfice net de 2 809 millions de dollars (en hausse de 9 % par rapport à 2 573 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,85 \$ (en hausse de 0,19 \$, ou 11 %, par rapport à 1,66 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires<sup>(2)</sup> de 17,2 % (en hausse de 100 points de base (p.b.) par rapport à 16,2 %)
- Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires de 10,6 % (en hausse de 30 p.b. par rapport à 10,3 %)

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

- Bénéfice net de 2 809 millions de dollars (en baisse de 7 % par rapport à 3 027 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,85 \$ (en baisse de 0,12 \$, ou 6 %, par rapport à 1,97 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,2 % (en baisse de 80 p.b. par rapport à 18,0 %)
- Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires de 10,6 % (en baisse de 40 p.b. par rapport à 11,0 %)

#### Cumul annuel pour 2017 par rapport au cumul annuel pour 2016

- Bénéfice net de 5 836 millions de dollars (en hausse de 16 % par rapport à 5 020 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 3,82 \$ (en hausse de 0,57 \$, ou 18 %, par rapport à 3,25 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,7 % (en hausse de 190 p.b. par rapport à 15,8 %)

#### Résultats excluant l'élément précisé<sup>(1)</sup> du premier trimestre : Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

- Bénéfice net de 2 809 millions de dollars (en légère baisse par rapport à 2 815 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,85 \$ (en hausse de 0,02 \$, ou 1 %, par rapport à 1,83 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,2 % (en hausse de 50 p.b. par rapport à 16,7 %)

#### Résultats excluant l'élément précisé<sup>(1)</sup> du premier trimestre : Cumul annuel pour 2017 par rapport au cumul annuel pour 2016

- Bénéfice net de 5 624 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 5 020 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 3,68 \$ (en hausse de 0,43 \$, ou 13 %, par rapport à 3,25 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,0 % (en hausse de 120 p.b. par rapport à 15,8 %)

L'élément précisé comprend notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris à Vantiv, Inc. comptabilisée au premier trimestre de 2017, qui était de 212 millions de dollars (avant et après impôt).

<sup>1</sup> Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2017.

<sup>2</sup> Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu de PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2017.

#### Table des matières

<b>1</b>	<b>Faits saillants du deuxième trimestre</b>		
<b>2</b>	<b>Rapport de gestion</b>	13	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR
<b>2</b>	<b>Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</b>	17	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises
<b>2</b>	<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	20	Gestion de patrimoine
2	À propos de la Banque Royale du Canada	22	Assurances
3	Faits saillants financiers et autres	23	Services aux investisseurs et de trésorerie
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	24	Marchés des Capitaux
		25	Services de soutien généraux
<b>7</b>	<b>Principaux événements de 2017</b>	<b>26</b>	<b>Résultats par secteur géographique</b>
<b>7</b>	<b>Rendement financier</b>	<b>27</b>	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>
7	Vue d'ensemble	<b>29</b>	<b>Situation financière</b>
<b>13</b>	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	29	Bilans résumés
13	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	30	Arrangements hors bilan
		<b>33</b>	<b>Gestion du risque</b>
		33	Risque de crédit
		40	Risque de marché
		47	Risque de liquidité et risque de financement
		<b>55</b>	<b>Gestion des fonds propres</b>
		<b>60</b>	<b>Information financière supplémentaire</b>
		<b>61</b>	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
		61	Faits nouveaux en matière de réglementation
		61	Contrôles et procédures
		<b>61</b>	<b>Transactions entre parties liées</b>
		<b>62</b>	<b>Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</b>
		<b>63</b>	<b>États financiers intermédiaires résumés (non audité)</b>
		<b>69</b>	<b>Notes annexes (non audité)</b>
		<b>86</b>	<b>Renseignements à l'intention des actionnaires</b>

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2017 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2017. Le présent rapport de gestion, daté du 24 mai 2017, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2017 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2016. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2016, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicables au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2017, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu des autres risques de notre rapport annuel 2016 et à la rubrique Gestion du risque du rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2017, l'incertitude mondiale, le vote sur le Brexit visant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, la faiblesse des cours du pétrole et du gaz, le cyber-risque, la lutte contre le blanchiment d'argent, l'exposition à des secteurs plus volatils, l'innovation technologique et les nouveaux venus en technologie financière, la complexité grandissante de la réglementation, la gestion de données, les litiges et les pénalités administratives, les activités et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, et le risque environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2017 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2016, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2017. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2016, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2017.

### Vue d'ensemble et perspectives

#### À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est, selon la capitalisation boursière, la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services aux investisseurs ainsi que des services liés aux marchés des capitaux. Nous comptons quelque 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 35 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Total des revenus	10 310 \$	9 546 \$	9 526 \$	19 856 \$	18 885 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	302	294	460	596	870
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 090	183	988	1 273	1 817
Frais autres que d'intérêt	5 229	5 215	4 887	10 444	9 847
Bénéfice avant impôt	3 689	3 854	3 191	7 543	6 351
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 809 \$</b>	<b>3 027 \$</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>5 836 \$</b>	<b>5 020 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 360 \$	1 592 \$	1 297 \$	2 952 \$	2 587 \$
Gestion de patrimoine	431	430	386	861	689
Assurances	166	134	177	300	308
Services aux investisseurs et de trésorerie	193	214	139	407	282
Marchés des Capitaux	668	662	583	1 330	1 153
Services de soutien généraux	(9)	(5)	(9)	(14)	1
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 809 \$</b>	<b>3 027 \$</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>5 836 \$</b>	<b>5 020 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	1,86 \$	1,98 \$	1,67 \$	3,84 \$	3,26 \$
– dilué	1,85	1,97	1,66	3,82	3,25
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	17,2 %	18,0 %	16,2 %	17,7 %	15,8 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	64 800	64 650	62 400	64 700	61 950
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (3)	1,73 %	1,73 %	1,70 %	1,73 %	1,71 %
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,22 %	0,36 %	0,22 %	0,33 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,22 %	0,32 %	0,22 %	0,31 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations (4)	0,59 %	0,66 %	0,71 %	0,59 %	0,71 %
Ratio de liquidité à court terme (5)	123 %	123 %	133 %	123 %	133 %
<b>Ratios de fonds propres et de levier</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (6)	10,6 %	11,0 %	10,3 %	10,6 %	10,3 %
Ratio de fonds propres de première catégorie (6)	12,0 %	12,6 %	11,9 %	12,0 %	11,9 %
Ratio du total des fonds propres (6)	14,1 %	14,7 %	14,0 %	14,1 %	14,0 %
Ratio de levier (6)	4,3 %	4,4 %	4,2 %	4,3 %	4,2 %
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)</b>					
Total de l'actif	1 202 919 \$	1 161 766 \$	1 150 357 \$	1 202 919 \$	1 150 357 \$
Valeurs mobilières	219 405	224 827	224 371	219 405	224 371
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	532 262	522 010	508 194	532 262	508 194
Actifs liés aux dérivés	100 763	97 419	115 298	100 763	115 298
Dépôts	785 583	757 512	741 454	785 583	741 454
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	65 858	64 853	60 825	65 858	60 825
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	471 176	443 940	437 148	471 176	437 148
Biens sous gestion	614 600	584 100	544 900	614 600	544 900
Biens administrés (8), (9)	5 314 500	4 934 600	4 670 000	5 314 500	4 670 000
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 468 015	1 484 262	1 487 346	1 476 273	1 486 871
– moyenne diluée	1 475 562	1 492 350	1 495 609	1 484 332	1 495 245
– à la fin de la période	1 457 291	1 475 540	1 488 219	1 457 291	1 488 219
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,87 \$	0,83 \$	0,81 \$	1,70 \$	1,60 \$
Rendement de l'action (10)	3,6 %	3,8 %	4,5 %	3,70 %	4,5 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (11)	93,47 \$	93,56 \$	77,92 \$	93,47 \$	77,92 \$
Capitalisation boursière (TSX) (11)	136 213	138 052	115 962	136 213	115 962
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	75 281	75 459	76 300	75 281	76 300
Nombre de succursales	1 401	1 415	1 427	1 401	1 427
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 893	4 902	4 898	4 893	4 898
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (12)	0,746 \$	0,752 \$	0,768 \$	0,749 \$	0,748 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,733 \$	0,769 \$	0,797 \$	0,733 \$	0,797 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs. Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (4) Le montant brut des prêts douteux comprend un montant de 331 millions de dollars (348 millions de dollars au 31 janvier 2017) lié au portefeuille de prêts dépréciés acquis (PDA) obtenu dans le cadre de l'acquisition de City National Corporation (City National). L'acquisition de ces PDA a fait croître de 6 points de base le ratio du montant brut des prêts douteux du deuxième trimestre de 2017 (6 points au 31 janvier 2017). Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.
- (5) Le ratio de liquidité à court terme se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité de l'accord de Bâle III. Depuis le premier trimestre de 2017, le BSIF exige que le ratio de liquidité à court terme soit présenté en fonction de la moyenne des positions quotidiennes au cours du trimestre. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et risque de financement.
- (6) Les ratios de fonds propres et de levier présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ». Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés se chiffrant respectivement à 18,9 milliards de dollars et 9,8 milliards de dollars (18,7 milliards de dollars et 8,4 milliards de dollars au 31 janvier 2017; 19,8 milliards de dollars et 9,9 milliards de dollars au 30 avril 2016).
- (9) Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.
- (10) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (11) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (12) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données en date du 24 mai 2017

Les prédictions et les prévisions économiques présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Canada

L'économie canadienne est censée avoir progressé d'environ 3,8 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil, l'activité économique récente ne cessant de surpasser nos prévisions. Le secteur de la fabrication et le secteur minier ont été propulsés par la croissance des volumes de ventes et une remontée des prix des marchandises. Le taux de chômage a reculé à 6,5 % en avril, contre 6,7 % en mars, et la croissance de l'emploi au Canada a été anormalement élevée, quoique la hausse des salaires a été modérée. Les ventes du secteur de détail ont également contribué à la croissance, la confiance des consommateurs continuant de s'améliorer et les taux d'intérêt demeurant faibles. En avril, les mises en chantier ont chuté à 214 000 unités annualisées, en baisse par rapport à 254 000 en mars, où un des plus hauts niveaux depuis septembre 2007 avait été enregistré. Le nombre élevé d'achats de maisons depuis le début de l'année coïncide avec des ventes de maisons oscillant près des sommets et la croissance rapide du prix des maisons. Les récents indicateurs économiques ont dépassé les attentes. Cependant, la Banque du Canada est restée neutre quant à sa politique monétaire et a maintenu son taux de financement à un jour à 0,5 % en avril 2017, précisant que l'incertitude croissante émanant d'éventuels changements aux politiques américaines ne lui permettait pas encore de conclure que la croissance se poursuivra.

Nous nous attendons à une croissance de l'économie canadienne de l'ordre de 2,4 % au cours de l'année civile 2017, un taux supérieur à notre estimation de 1,8 % au 23 février 2017. Après l'élan dans la dernière partie de 2016, nous prévoyons que les mesures de relance budgétaires, l'accroissement des dépenses de consommation et des investissements des entreprises ainsi qu'un marché du travail solide continueront de stimuler la croissance. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne son taux de financement à un jour à 0,5 % tout au long de 2017 et commence à relever les taux au deuxième trimestre de 2018, lorsque l'économie atteindra sa pleine capacité.

### États-Unis

La croissance aux États-Unis a ralenti au premier trimestre civil de 2017, affichant un taux de 0,7 %<sup>1</sup>, contre 2,1 %<sup>1</sup> au trimestre précédent, soit la pire performance depuis 2014. Cette baisse s'explique par une diminution des investissements dans les stocks et la diminution des dépenses de consommation, celle-ci devant cependant être temporaire puisque les ménages ont été favorisés par une hausse des salaires, une forte croissance du taux d'emploi, une confiance soutenue des consommateurs, une accumulation d'actifs découlant de l'amélioration des marchés boursiers et l'augmentation du prix des maisons, ainsi que par les faibles taux d'intérêt. En avril, le taux de chômage a chuté à 4,4 %, se rapprochant du niveau le plus bas en dix ans. En outre, les investissements des entreprises se sont améliorés, notamment grâce à une expansion du secteur de l'énergie, le pétrole devant se vendre à nouveau à plus de 50 \$ US le baril. Les niveaux de confiance des entreprises ont aussi augmenté par suite de l'annonce de baisses d'impôts des entreprises et d'assouplissements des exigences réglementaires de la part de l'Administration américaine dans le cadre des changements de politiques proposés. L'amélioration de la conjoncture a amené la Réserve fédérale américaine (la « Fed ») à rehausser sa fourchette de fonds cible de 25 points de base, la faisant passer à 0,75 %-1,00 % en mars et maintenant les mêmes taux dans son annonce de mai 2017.

Nous nous attendons à une croissance de l'économie américaine de l'ordre de 2,1 % au cours de l'année civile 2017, un taux légèrement inférieur à notre estimation de 2,3 % au 23 février 2017. Les ménages continuent de compter sur la croissance des salaires, le faible taux de chômage et l'amélioration de la confiance. Par ailleurs, les entreprises ont connu un regain de confiance du fait d'éventuelles politiques budgétaires favorables qui devraient comporter des baisses d'impôt des entreprises. La forte croissance et l'amélioration de la conjoncture nous portent à croire que d'autres mesures de relance seront retirées. Ainsi, nous prévoyons une nouvelle hausse des taux aussi tôt qu'en juin 2017.

### Europe

L'économie de la zone euro s'est accrue de 0,5 % au premier trimestre civil de 2017, tout comme au trimestre précédent. La relance de l'Europe reste forte, et les risques nationaux ont diminué, en raison de l'affaiblissement des incertitudes et risques politiques. Les mesures de relance monétaire et l'amélioration des marchés du travail ont favorisé l'activité économique, et la confiance en général à l'égard de l'économie demeure forte. Le taux de chômage a atteint son plus bas niveau depuis janvier 2009, s'établissant à 9,5 % en mars, contre 9,6 % en décembre 2016. Bien que les perspectives s'améliorent, la Banque centrale européenne (BCE) ne compte pas retirer ses programmes de relance puisque l'inflation sous-jacente est encore bien en deçà de son taux cible. En avril, la BCE a maintenu son programme d'achat d'actif mensuel à 60 milliards d'euros et a indiqué que les achats se poursuivraient jusqu'à la fin de l'année, ou même après, si cela s'avérait nécessaire.

Nous nous attendons à une croissance de l'économie européenne de l'ordre de 1,6 % au cours de l'année civile 2017, soit un taux supérieur à notre estimation de 1,5 % au 23 février 2017. Les pressions inflationnistes à la baisse et les risques à la baisse persistants ont amené la BCE à maintenir son taux de dépôt à (0,4) %. D'ici à ce que la lumière soit faite sur les inquiétudes concernant l'inflation, nous nous attendons à ce que la BCE maintienne son taux de dépôt actuel et poursuive son programme de rachat d'actifs jusqu'à la fin de l'année, comme prévu.

### Marchés financiers

Les risques politiques ont été un catalyseur important de la volatilité des marchés financiers au cours du trimestre puisque les différends au sujet des échanges commerciaux ont généré des tensions entre le Canada et les États-Unis et que les négociations du Brexit viennent de débuter. Ces dernières risquent en effet de susciter la controverse, les négociateurs du Royaume-Uni et de l'Union

européenne ayant des opinions divergentes sur certaines questions fondamentales. Par ailleurs, les marchés boursiers continuent de se remettre des revers subis au cours de l'exercice précédent, notamment dans le secteur de l'énergie, alors que les marchés obligataires américains ont enregistré une compression des écarts de taux pendant le trimestre. Toutefois, les inquiétudes récentes concernant les stocks excédentaires ont entraîné une nouvelle volatilité des prix du pétrole, ceux-ci demeurant néanmoins bien au-delà des faibles niveaux atteints au cours de l'exercice précédent. Les divergences entre les politiques monétaires mondiales persistent du fait que la majorité des banques centrales ont misé sur une baisse des taux d'intérêt pour stimuler l'économie, alors que la Fed aux États-Unis qui, se rapprochant de ses objectifs d'inflation et d'emploi, a mis fin à ses aménagements monétaires en annonçant une nouvelle hausse des taux d'intérêt en mars et deux autres en 2017. Au cours du trimestre, les rendements obligataires américains ont rebondi en prévision d'une intensification de l'activité économique et d'une réduction des mesures de relance monétaires. Ils se sont toutefois rapidement repliés, car la confiance a chuté en raison des inquiétudes concernant les politiques publiques américaines.

Les facteurs macroéconomiques défavorables dont il est question plus haut, notamment le risque d'une plus grande incertitude ou instabilité du marché financier en raison des politiques proposées par l'Administration américaine et les négociations du Brexit, la volatilité des prix de l'énergie et le degré élevé d'incertitude économique mondiale, pourraient faire changer nos perspectives et nos résultats pour l'exercice 2017 et les périodes à venir. Ces pressions persistantes risquent d'entraîner une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de gros et de détail et d'avoir des répercussions sur la situation commerciale et la conjoncture économique des régions où nous exerçons nos activités.

### **Contexte réglementaire**

Nous continuons de surveiller l'actualité réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer notre conformité aux nouvelles exigences et d'atténuer les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier qu'elles pourraient avoir. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois ou de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Comme nous le mentionnons plus loin, les récents événements politiques, notamment la nouvelle administration présidentielle aux États-Unis et les négociations du Brexit, ont causé une incertitude quant à la mise en œuvre, au champ d'application et au calendrier des réformes réglementaires.

#### ***Réforme réglementaire et fiscale aux États-Unis***

Le 3 février 2017, le président des États-Unis a signé un décret ordonnant que le secrétaire du Trésor effectue un réexamen de la conformité de la réglementation financière fédérale aux « principes fondamentaux » de la réglementation du système financier formulés dans le décret. Les recommandations du secrétaire du Trésor sont attendues au début de juin. Le rapport peut mener à des réformes de la réglementation financière, dont certaines pourraient avoir une incidence positive pour les institutions financières. La portée et le calendrier de ces réformes ne sont pas encore connus et il est possible qu'aucune d'elles ne soit mise en œuvre ou qu'une fois mises en œuvre, elles aient l'effet contraire sur nous. Diverses déclarations et propositions émanant de l'Administration américaine et de membres clés du Congrès annoncent en outre le soutien renouvelé à des mesures qui pourraient alléger plutôt qu'alléger le fardeau réglementaire des grandes institutions financières.

L'Administration a proposé des mesures visant à réformer le code fiscal aux États-Unis en abaissant les taux d'imposition des particuliers et des sociétés et en éliminant ou en révisant certaines dispositions fiscales, ce qui élargirait l'assiette fiscale pour les sociétés assujetties à l'impôt aux États-Unis. L'issue de ces propositions pourrait être favorable pour nos activités aux États-Unis du fait de l'abaissement des taux d'imposition fédéraux, mais défavorable en ce qui concerne le traitement fiscal de placements et d'activités en particulier, notamment la dette municipale, les dérivés et les intérêts sur la dette, sur lesquels ces mesures auraient une incidence négative.

#### ***Réformes mondiales du marché des dérivés hors cote***

Les règles sur les dépôts de garantie en vigueur dans le monde représentent un changement fondamental dans la façon dont se négocient les dérivés hors cote non compensés centralement. L'obligation d'échanger des dépôts de garantie entrera en vigueur progressivement jusqu'en 2020. Le 1<sup>er</sup> septembre 2016, nous avons commencé à échanger des marges initiales et des marges sur variation sur des dérivés bilatéraux hors cote avec les contreparties les plus importantes, conformément aux règles des instances prudentielles aux États-Unis. Nous avons commencé à échanger des marges initiales et des marges sur variation avec nos contreparties les plus importantes de l'Union européenne le 6 février 2017, ainsi que des marges sur variation avec la plupart des autres contreparties le 1<sup>er</sup> mars 2017. Les autorités de réglementation aux États-Unis, dans l'Union européenne et au Canada prévoient un report de la date limite du 1<sup>er</sup> mars 2017 en ce qui concerne certaines contreparties, et donnant aux opérateurs de swaps jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2017 pour échanger des marges sur variation et poursuivre les opérations avec des contreparties qui ne représentent pas un risque important. À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017, nous serons tenus d'échanger des marges initiales avec la prochaine catégorie d'intervenants du marché à l'échelle mondiale.

Le 19 janvier 2017, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont adopté le *Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale*, qui exige pour les contreparties canadiennes, la compensation de dérivés hors cote désignés dans le cadre d'opérations conclues avec certaines autres contreparties. Depuis le 4 avril 2017, nous sommes tenus de compenser les opérations avec d'autres membres d'une chambre de compensation concernée, en tant que membre d'une chambre de compensation réglementée. À compter du 4 octobre 2017, l'obligation de compensation s'étendra à toutes les autres contreparties concernées, ce qui pourrait inclure nos sociétés liées ayant des dérivés hors cote en cours qui excèdent, en fin de mois, un montant prescrit.

Le 4 avril 2017, l'ACVM a publié le projet de *Règlement 93-101 sur la conduite commerciale en dérivés*. Le projet de règlement impose une norme de conduite commerciale aux courtiers et aux conseillers en dérivés qui concluent des opérations sur dérivés hors cote avec des parties aux dérivés.

Le 28 septembre 2016, la Commodity Futures Trading Commission a élargi les catégories de dérivés hors cote devant faire l'objet d'une compensation centrale, y compris notamment les swaps de taux d'intérêt fixe-variable et les swaps indexés sur les taux à un

jour libellés en dollars canadiens. L'obligation de compensation des classes élargies a pris effet le 10 avril 2017. Les obligations de compensation s'appliqueront à Hong Kong et à Singapour à compter de la seconde moitié de 2017.

### **Normes fiduciaires uniformes**

Le 6 avril 2016, le ministère du Travail des États-Unis a publié une règle définitive établissant une norme fiduciaire uniforme à l'intention des prestataires de services-conseils en placements et de services connexes en ce qui concerne les régimes de retraite américains et les titulaires de comptes d'épargne-retraite individuels, règle qui entrera en vigueur le 10 avril 2017. Dans sa forme actuelle, la règle présente des difficultés de fonctionnement importantes pour notre groupe américain de Gestion de patrimoine et sa clientèle, mais n'a pas d'incidence significative sur celui-ci ni sur notre résultat global. Le 3 février 2017, le président des États-Unis a demandé au ministère du Travail d'examiner la règle afin de déterminer si elle nuit à la capacité des Américains à accéder à l'information sur la retraite et aux conseils financiers. L'avis présidentiel enjoint également le secrétaire du Travail d'abroger ou de résilier la règle du ministère du Travail concernant les fiducies, s'il y a lieu, afin de s'assurer qu'elle est conforme à la loi en vigueur. Le 7 avril 2017, le ministère du Travail a reporté de 60 jours la date d'applicabilité de la règle, soit au 9 juin 2017, afin d'allouer le temps nécessaire pour en faire l'examen et envisager des modifications possibles à la règle. Nous continuons de nous préparer en vue de notre conformité à la règle, dans sa forme actuelle, d'ici le 9 juin 2017, dans l'attente, comme d'autres entreprises, du résultat de l'examen entrepris par le ministère du Travail, qui pourrait avoir des répercussions sur la substance et sur le calendrier de notre préparation aux fins de conformité. La *Securities Industry and Financial Markets Association*, association dont nous sommes membres, a demandé que le ministère du Travail reporte de 180 jours la date d'applicabilité afin qu'il ait le temps de mener et de terminer son examen de la règle concernant les fiducies. Plus de 100 membres du Congrès ont vivement recommandé au secrétaire du Travail de retarder l'ensemble de la règle pour une période supplémentaire afin de s'assurer qu'elle n'entre pas en vigueur (en totalité ou en partie) pendant que l'examen est en cours. Il reste des incertitudes sur la question de savoir si la règle sera modifiée et, le cas échéant, dans quelle mesure elle le sera.

### **Exigences en matière de fonds propres réglementaires et exigences connexes**

En 2015 et 2016, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (« CBCB ») a publié des consultations sur un certain nombre de propositions en vue de réformer la façon dont les banques calculent, évaluent et présentent leurs fonds propres réglementaires et les risques correspondants, y compris l'utilisation de leurs propres modèles internes de gestion des risques. Le 3 janvier 2017, le CBCB a annoncé un retard dans la finalisation des révisions proposées et nous prévoyons qu'elles subiront d'autres modifications. Par conséquent, l'incidence sur nos ratios de fonds propres réglementaires dépendra des normes définitives adoptées par le CBCB et de la façon dont ces normes seront mises en œuvre par le Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »). Le CBCB a préalablement indiqué qu'il s'attend à ce que cette proposition ait un effet relativement modeste sur le capital et le levier de la plupart des banques lorsqu'elle sera publiée dans sa version définitive.

En janvier 2016, le CBCB a finalisé le cadre *Fundamental Review of the Trading Book* (FRTB), qui est un cadre révisé aux fins du calcul des fonds propres pour couvrir le risque de marché. L'objectif du FRTB est de réviser le cadre en ce qui concerne les grandes banques actives à l'échelle internationale, afin d'y inclure ce qui suit : i) révision de la ligne de démarcation entre le portefeuille de négociation et le portefeuille bancaire; ii) révision de l'approche des notations internes pour calculer le risque de marché; iii) révision de l'approche standardisée pour l'évaluation du risque de marché; iv) changement du modèle de valeur à risque pour une mesure du risque en fonction de la perte attendue en situation de crise ; v) prise en compte du risque d'illiquidité du marché. Comme pour d'autres entreprises qui pourraient être touchées de façon similaire, la règle se traduira par d'importantes modifications à nos systèmes et méthodes de calcul des fonds propres pour couvrir le risque de marché et pourrait accroître le niveau d'actif pondéré en fonction des risques nécessaire pour couvrir le risque de marché que nous devons détenir.

En ce qui concerne l'évaluation des liquidités, le CBCB a publié, en octobre 2014, sa norme définitive sur le *Ratio de liquidité à long terme* (le « NSFR ») qui exige que les banques utilisent des sources suffisamment stables pour financer leurs activités. Le NSFR a pour objet de réduire le risque de financement structurel en exigeant que les banques disposent de ressources financières suffisantes pour financer leurs activités moyennant un recours moins important au financement venant à échéance dans un an. Le 6 mars 2017, le BSIF a annoncé qu'il imposerait aux banques canadiennes de se mettre en conformité avec les exigences du NSFR d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Notre société de portefeuille intermédiaire américaine est assujettie à l'examen et à l'analyse détaillés des fonds propres (*Comprehensive Capital Analysis and Review* (CCAR)), soit l'évaluation annuelle par la Fed des processus de planification du capital et de l'adéquation des fonds propres des plus grandes sociétés de portefeuille bancaires en importance établies aux États-Unis et des sociétés de portefeuille intermédiaires américaines des banques étrangères dont l'actif consolidé est supérieur à 50 milliards de dollars américains. Dans le cadre du CCAR, la Fed examine également les mesures prévues en matière de gestion des fonds propres, comme le paiement de dividendes, les rachats d'actions et les émissions. En 2017, notre société de portefeuille intermédiaire américaine a commencé à être assujettie au CARR. Pour les déclarations dans le cadre du CCAR exigibles en 2017, la Fed a annoncé qu'elle ne publierait pas son évaluation des mesures visant les fonds propres prévues à l'endroit des sociétés de portefeuille intermédiaires américaines qui, comme la nôtre, participent au CARR pour la première fois. Pour ces sociétés de portefeuille intermédiaires américaines, les publications commenceront pour les déclarations dans le cadre du CARR en 2018. Nous avons engagé, et continuerons d'engager, des frais liés à l'obligation de conformité à ces nouvelles exigences aux États-Unis, lesquelles ne devraient pas avoir de grandes conséquences sur notre résultat global.

### **Réforme réglementaire au Royaume-Uni et en Europe**

La directive concernant les marchés d'instruments financiers II et le règlement concernant les marchés financiers II (directive MIF II et règlement MIF) entreront en vigueur en janvier 2018 et auront une incidence importante en matière de technologie et de procédure pour certaines entités de RBC exerçant des activités dans l'Union européenne, puisque les réformes comprennent des changements en ce qui a trait à la transparence avant et après les activités de négociation, à la structure du marché, à la présentation des transactions, à la négociation algorithmique et aux règles de conduite des activités. Contrairement au système, qui s'applique

essentiellement aux titres de capitaux propres, la directive MIF II et le règlement MIF s'étendent aussi aux produits à revenu fixe et aux produits semblables à des titres de participation.

À compter de janvier 2018, la présentation d'indices de référence deviendra une activité réglementée en vertu de la réglementation sur les indices de référence, selon laquelle les fournisseurs d'indices devront obtenir une autorisation préalable et être supervisés à l'échelle nationale ainsi qu'à l'échelle de l'Union européenne. La réglementation prévoit de nouvelles obligations pour nous en tant qu'administrateur, utilisateur et contributeur des indices de référence. Les administrateurs doivent, par exemple, éviter les conflits d'intérêts, et les calculs des indices de référence, de même que les données sous-jacentes, devront être transparents.

La règle générale sur la protection des données entre en vigueur en mai 2018 et prévoit de nouvelles obligations qui s'appliqueront à l'échelle internationale aux entités qui contrôlent ou traitent des données sur des citoyens de l'Union européenne. Ces obligations comprennent des exigences relatives à la notification des violations, à la nomination d'un responsable de la protection des données compétent et expérimenté, à des règles plus strictes sur l'obtention du consentement visant le traitement des données et à un renforcement important des obligations en matière de communication, de conformité et de documentation de l'information.

Une notification en bonne et due forme de l'intention du Royaume-Uni de se retirer de l'Union européenne en vertu de l'article 50 du traité de Lisbonne a été donnée le 29 mars 2017, ce qui a ouvert une période de négociation de deux ans visant à établir les conditions de retrait. Le Royaume-Uni demeurera un État membre de l'Union européenne assujéti à toutes les lois de l'Union européenne jusqu'à l'aboutissement de ces négociations ou à la fin de la période de négociation.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2016 et du rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2017, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2017.

## Principaux événements de 2017

### Services de gestion de patrimoine dans les Antilles

Le 12 mai 2017, nous avons mené à terme la vente annoncée de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Partners Group. Pour un complément d'information, voir la note 15 de nos états financiers résumés.

### Vente des activités américaines de Moneris Solutions Corporation

Le 10 novembre 2016, notre coentreprise de traitement des opérations de paiement formée avec la Banque de Montréal, Moneris Solutions Corporation (Moneris), a conclu une convention d'achat-vente dans le but de vendre à Vantiv, Inc. ses activités américaines. La transaction a été conclue le 21 décembre 2016. Par conséquent, nous avons comptabilisé notre quote-part du profit, qui se chiffrait à 212 millions de dollars (avant et après impôt), au poste Revenus autres que d'intérêt – Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées. Pour un complément d'information, voir la note 6 de nos états financiers résumés.

## Rendement financier

### Vue d'ensemble

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est établi à 2 809 millions de dollars, en hausse de 236 millions, ou 9 %, par rapport à un an plus tôt. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,85 \$, en hausse de 0,19 \$, ou 11 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 17,2 %, en hausse de 100 points de base par rapport à 16,2 % il y a un an. Notre ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspond à 10,6 %, en hausse de 30 points de base par rapport à un an plus tôt.

Nos résultats reflètent les bénéfices élevés des secteurs Marchés des Capitaux, Services aux investisseurs et de trésorerie et Gestion de patrimoine, ainsi qu'un bénéfice solide du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, en partie neutralisés par une baisse des résultats du secteur Assurances.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont accrues en raison essentiellement des résultats à la hausse dans les secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, ce qui rend compte de l'accroissement des activités des clients attribuable à l'amélioration des conditions du marché et à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des coûts, qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, ainsi que par les résultats à la baisse du secteur Autres et par l'augmentation du taux d'imposition effectif.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie s'est accru essentiellement en raison de l'augmentation des résultats de la gestion du financement et des liquidités, reflétant la volatilité des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le resserrement des écarts de taux.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont augmenté surtout en raison de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, sur lesquels les marchés boursiers favorables ont eu un effet positif, ainsi que d'une hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des volumes et de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs ainsi que par une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont augmenté, grâce à une croissance des volumes de 7 %, en partie neutralisée par un resserrement des écarts de taux, à une augmentation des revenus tirés des services tarifés et à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada. Ces facteurs ont été en partie annulés par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice du secteur Assurances a diminué, en raison essentiellement de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile finalisée en juillet 2016. De plus, l'exercice précédent rendait compte d'une économie d'impôt. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une hausse des profits générés sur les placements et par une amélioration de la sinistralité pour les secteurs Assurances – Canada et Assurances – International.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017**

Le bénéfice net a diminué de 218 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 2 809 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a fléchi de 0,12 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 80 points de base, ayant été de 18,0 % au trimestre précédent. Notre ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires est en baisse de 40 points de base.

Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris comptabilisée au trimestre précédent, qui est un élément précisé décrit plus loin, le bénéfice net a reculé de 6 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, le bénéfice dilué par action a affiché une hausse de 0,02 \$, ou 1 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est accru de 50 points de base. Le bénéfice dilué par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont été touchés favorablement par nos rachats d'actions au cours du trimestre considéré. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Nos résultats reflètent avant tout la diminution des revenus nets tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, essentiellement en Europe et aux États-Unis, et l'incidence négative liée au fait que le trimestre compte quelques jours de moins. Ont également contribué à la diminution, la baisse des revenus de transaction pour le secteur Gestion de patrimoine et la diminution des résultats tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, de même que celle des résultats de l'exécution d'opérations de change en regard des hauts niveaux atteints au dernier trimestre au sein du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Ces facteurs ont été en grande partie compensés par l'augmentation des activités d'origination de prêts et de titres de participation ainsi que des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux aux États-Unis essentiellement, la hausse des profits liés aux placements dans le secteur Assurances, les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité et la hausse du bénéfice attribuable à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a grimpé de 816 millions de dollars, ou 16 %, pour s'établir à 5 836 millions de dollars par rapport à l'an passé. Le bénéfice dilué par action du semestre de 3,82 \$ s'est accru de 0,57 \$, ou 18 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,7 % est en hausse de 190 points de base.

Exclusion faite de notre quote-part du profit de la vente au trimestre précédent indiquée plus loin, le bénéfice net a augmenté de 604 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à un an plus tôt, et le bénéfice dilué par action a affiché une hausse de 0,43 \$, ou 13 %. Nos résultats reflètent la hausse du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et de trésorerie, annulée en partie par une baisse des résultats du secteur Assurances.

Compte non tenu de l'élément précisé ci-dessus, le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté essentiellement en raison de la croissance de 6 % des volumes, contrebalancée en partie par le resserrement des écarts de taux, l'augmentation des revenus tirés des services tarifés et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont accrus en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des résultats à la hausse dans les secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché plus favorables. Ces facteurs ont été en partie atténués par la hausse de la rémunération variable du fait de l'amélioration des résultats, les résultats à la baisse du secteur Autres et l'augmentation du taux d'imposition effectif.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont augmenté en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, sur lesquels les conditions de marché favorables ont eu un effet positif, ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêt et de l'incidence des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, et par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont augmenté en grande partie en raison de la hausse du bénéfice découlant des activités de financement et de gestion des liquidités, qui rend compte de la volatilité du marché et du resserrement des écarts de taux, ainsi que des résultats accrus générés sur les exécutions d'opérations de change, en raison d'une augmentation des activités des clients.

Le bénéfice généré par le secteur Assurances a reculé, en raison surtout de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile. De plus, le résultat de l'exercice précédent comprenait une économie d'impôt. Ces facteurs ont été en partie compensés par une amélioration de la sinistralité et par une hausse des profits liés aux placements.

### **Élément précisé**

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 et le semestre clos le 30 avril 2017, notre quote-part du profit de 212 millions de dollars (avant et après impôt) tiré de la vente des activités américaines de Moneris a influé sur nos résultats. Les résultats excluant cet

élément précisé sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Incidence du change

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis au taux de change moyen pour la période.

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2017 par rapport au T2 2016	T2 2017 par rapport au T1 2017	T2 2017 par rapport au T2 2016
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	40 \$	40 \$	(164)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	(2)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(13)	4	(57)
Frais autres que d'intérêt	14	23	(133)
Impôt sur le résultat	8	6	2
Bénéfice net	30	7	26
<b>Incidence sur le bénéfice par action</b>			
De base	0,02 \$	0,01 \$	0,02 \$
Dilué	0,02	0,01	0,02

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Dollar américain	0,746	0,752	0,768	0,749	0,748
Livre sterling	0,590	0,603	0,537	0,597	0,516
Euro	0,696	0,707	0,684	0,701	0,680

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

### Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Revenu d'intérêt	6 491 \$	6 459 \$	6 001 \$	12 950 \$	12 057 \$
Frais d'intérêt	2 293	2 135	1 976	4 428	3 836
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>4 198 \$</b>	<b>4 324 \$</b>	<b>4 025 \$</b>	<b>8 522 \$</b>	<b>8 221 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs)</b>	<b>1,73 %</b>	<b>1,73 %</b>	<b>1,70 %</b>	<b>1,73 %</b>	<b>1,71 %</b>
Services de placement (1)	2 267 \$	2 272 \$	2 086 \$	4 539 \$	4 226 \$
Activités d'assurance (2)	1 448	497	1 351	1 945	2 510
Activités de négociation	181	263	181	444	271
Services bancaires (3)	1 272	1 257	1 344	2 529	2 436
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	590	468	469	1 058	843
Autres (4)	354	465	70	819	378
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>6 112 \$</b>	<b>5 222 \$</b>	<b>5 501 \$</b>	<b>11 334 \$</b>	<b>10 664 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>10 310 \$</b>	<b>9 546 \$</b>	<b>9 526 \$</b>	<b>19 856 \$</b>	<b>18 885 \$</b>
<b>Information supplémentaire</b>					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	631 \$	669 \$	597 \$	1 300 \$	1 235 \$
Revenus autres que d'intérêt	181	263	181	444	271
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>812 \$</b>	<b>932 \$</b>	<b>778 \$</b>	<b>1 744 \$</b>	<b>1 506 \$</b>

- (1) Comprend les commissions de courtage en valeurs mobilières, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, les revenus de placement et les honoraires. Les revenus de placement reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les revenus sur cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total des revenus a augmenté de 784 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à un an plus tôt. Pour le trimestre écoulé, l'incidence du change a fait monter le total des revenus de 40 millions de dollars

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 173 millions de dollars, ou 4 %, par suite surtout de la croissance des volumes au sein des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ainsi que de l'incidence des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la réduction des écarts de taux au Canada.

La marge nette d'intérêt au augmenté de 3 points de base par rapport à il y a un an, reflétant l'incidence des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis au sein du secteur Gestion de patrimoine; contrebalancée en partie par une baisse de notre portefeuille de prêts dépréciés acquis à rendement élevé toujours dans le secteur Gestion de patrimoine et par la faiblesse soutenue des taux d'intérêt et la compression des écarts de taux pour le secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 181 millions de dollars, ou 9 %, reflétant l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable à l'appréciation du capital et aux ventes nettes, ainsi que la hausse des revenus tirés des services tarifés des Services bancaires canadiens, attribuable surtout à l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont augmenté de 97 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, facteurs qui ont tous deux été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et à la croissance des activités du secteur Assurances – Canada. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la baisse des primes rendant compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt sont restés inchangés par rapport à l'exercice précédent. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus d'activités de négociation comptabilisés en revenu net d'intérêt et en revenus autres que d'intérêt, s'est établi à 812 millions de dollars, en hausse de 34 millions de dollars, ou 4 %, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation en Europe et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, essentiellement au Canada et en Europe.

Les revenus tirés des services bancaires ont fléchi de 72 millions de dollars, ou 5 %, les revenus de l'exercice précédent comportant l'incidence du change visant certains titres disponibles à la vente, laquelle avait été compensée dans les Autres revenus. Ce facteur a été atténué par l'augmentation des syndications de prêts ainsi que des activités de fusion et d'acquisition aux États-Unis au trimestre considéré.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 121 millions de dollars, ou 26 %, rendant surtout compte de l'augmentation des activités d'origination de prêts et de titres de participation surtout aux États-Unis, et de l'incidence du change.

Les autres revenus ont augmenté de 284 millions de dollars par rapport à un an plus tôt, les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2016 rendant compte de la variation de la juste valeur de certains dérivés utilisés afin de couvrir la valeur économique des titres disponibles à la vente susmentionnés. La hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion de liquidités au trimestre considéré, reflétant la volatilité des marchés et le resserrement des écarts de taux, a par ailleurs contribué à la croissance.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017**

Le total des revenus a augmenté de 764 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris comptabilisée au trimestre précédent de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le total des revenus s'est accru de 976 millions, ou 10 %, reflétant essentiellement la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que la croissance des activités d'origination de prêts et de titres de participation ainsi que des activités de prêts essentiellement aux États-Unis. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, la baisse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités ainsi que la réduction des revenus tirés de l'exécution d'opérations de change.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)**

Le total des revenus a augmenté de 971 millions de dollars, ou 5 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris comptabilisée au trimestre précédent susmentionnée, le total des revenus de 19 644 millions de dollars a affiché une hausse de 759 millions de dollars, ou 4 %, reflétant la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, sur lesquels les conditions de marché favorable ont eu un effet positif, la hausse du revenu net d'intérêt résultant de la croissance des volumes dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens, ainsi que l'incidence des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis. Ont également contribué à l'augmentation, l'accroissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation essentiellement aux États-Unis, la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, reflétant la volatilité du marché et le resserrement des écarts de taux. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que la baisse des primes rendant compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile. De plus, l'écart de change a fait baisser les revenus de 164 millions de dollars.

Les revenus excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

#### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 302 millions de dollars a diminué de 158 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à il y a un an, et le ratio correspondant de 23 points de base s'est amélioré de 13 points de base, en raison essentiellement de la baisse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux

entreprises, partiellement neutralisée par la hausse des dotations du secteur Gestion de patrimoine. En outre, au deuxième trimestre de 2016, une hausse de 50 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances avait été comptabilisée à l'égard de prêts non encore désignés comme douteux.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio correspondant de 23 points de base s'est amélioré de 1 point de base, en raison essentiellement de la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 596 millions de dollars a baissé de 274 millions de dollars, ou 31 %, et le ratio correspondant s'est accru de 11 points de base par rapport à il y a un an pour se fixer à 22 points, en raison essentiellement de la baisse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, en partie atténuée par la hausse des dotations du secteur Gestion de patrimoine. De plus, pour la période correspondante de l'exercice précédent, une augmentation de 50 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances avait été comptabilisée à l'égard de prêts non encore désignés comme douteux.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

### Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de 1 090 millions de dollars ont augmenté de 102 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à il y a un an, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance ainsi qu'à l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui toutes deux ont été en grande partie compensées dans les revenus, et à la croissance des activités. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, la hausse des profits liés aux placements et l'amélioration de la sinistralité dans les secteurs Assurances – Canada et Assurances – International.

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 907 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus.

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de 1 273 millions de dollars ont diminué de 544 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les revenus, de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, et d'une diminution des coûts nets liés aux sinistres des activités d'assurance internationales. Ces facteurs ont été atténués en partie par une hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance attribuable à l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les revenus.

### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Salaires	1 449 \$	1 441 \$	1 445 \$	2 890 \$	2 937 \$
Rémunération variable	1 229	1 215	1 046	2 444	2 120
Avantages du personnel et conservation du personnel	465	468	430	933	894
Rémunération fondée sur des actions	98	139	93	237	139
Ressources humaines	3 241 \$	3 263 \$	3 014 \$	6 504 \$	6 090 \$
Matériel	344	356	358	700	714
Frais d'occupation	404	399	382	803	775
Communications	241	221	224	462	427
Honoraires	265	255	247	520	487
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	251	252	229	503	463
Autres	483	469	433	952	891
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>5 229 \$</b>	<b>5 215 \$</b>	<b>4 887 \$</b>	<b>10 444 \$</b>	<b>9 847 \$</b>
<b>Ratio d'efficience <sup>(1)</sup></b>	<b>50,7 %</b>	<b>54,6 %</b>	<b>51,3 %</b>	<b>52,6 %</b>	<b>52,1 %</b>
<b>Ratio d'efficience ajusté <sup>(2)</sup></b>	<b>52,6 %</b>	<b>53,1 %</b>	<b>52,5 %</b>	<b>52,9 %</b>	<b>52,9 %</b>

(1) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, et notre quote-part du profit comptabilisé au premier trimestre de 2017 tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt). Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 342 millions de dollars, ou 7 %, par suite surtout de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, de la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, de la hausse des frais juridiques et des indemnités de départ, et de l'écart de change de 14 millions de dollars. Ces facteurs ont été en partie compensés par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 50,7 %, en baisse de 60 points de base par rapport à 51,3 % un an auparavant. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,6 % a grimpé de 10 points de base par rapport à 52,5 % au trimestre correspondant de 2016 du fait de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, de l'augmentation des frais juridiques et des indemnités de départ et de l'accroissement des coûts liés à la conformité et à la réglementation. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, notamment la réduction des effectifs.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 14 millions de dollars, résultat qui tient surtout à l'augmentation des frais juridiques et des indemnités de départ, à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et à la hausse de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux découlant de l'amélioration des résultats. De plus, le trimestre précédent tenait compte d'un recouvrement sur litiges pour le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'incidence, quoique négative, du fait que le trimestre compte quelques jours de moins ainsi que par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité de 50,7 % a diminué de 390 points de base par rapport à 54,6 % au trimestre dernier. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris comptabilisée au trimestre dernier mentionnée plus haut, notre ratio d'efficacité a reculé de 50 points de base par rapport au dernier trimestre, essentiellement en raison des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 597 millions de dollars, ou 6 %, par suite surtout de la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, ainsi que des frais juridiques et des indemnités de départ. Ont aussi contribué à cette augmentation, une perte de valeur des propriétés détenues en vue de la vente et l'augmentation des coûts liés au personnel des Services bancaires dans les Antilles. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'écart de change de 133 millions de dollars et par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 52,6 %, en hausse de 50 points de base par rapport à 52,1 % un an auparavant. Exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris mentionnée plus haut, notre ratio d'efficacité de 52,9 % est resté le même que pour le premier semestre de 2016.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et les éléments précisés indiqués plus haut sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>880 \$</b>	<b>827 \$</b>	<b>618 \$</b>	<b>1 707 \$</b>	<b>1 331 \$</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>3 689 \$</b>	<b>3 854 \$</b>	<b>3 191 \$</b>	<b>7 543 \$</b>	<b>6 351 \$</b>
Taux d'imposition canadien prévu par la loi <sup>(1)</sup>	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(1,9)%	(3,5)%	(2,3)%	(2,7)%	(1,9)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(2,1)%	(2,1)%	(3,9)%	(2,1)%	(3,9)%
Modification du taux d'imposition	– %	(0,2)%	– %	(0,1)%	– %
Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non comptabilisés antérieurement	– %	– %	(0,8)%	– %	(0,4)%
Autres	1,4 %	0,8 %	(0,1)%	1,0 %	0,7 %
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>23,9 %</b>	<b>21,5 %</b>	<b>19,4 %</b>	<b>22,6 %</b>	<b>21,0 %</b>

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

La charge d'impôt a augmenté de 262 millions de dollars, ou 42 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif a augmenté de 450 points de base pour s'établir à 23,9 % en raison de la diminution du revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt et de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé. De plus, le résultat du secteur Assurances pour l'exercice précédent tenait compte d'une économie d'impôt.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

La charge d'impôt a augmenté de 53 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en dépit de la baisse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif est passé de 21,5 % à 23,9 %, en hausse de 240 points de base. Compte non tenu de notre quote-part du profit comptabilisé au trimestre précédent tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le taux d'imposition effectif de 23,9 % a augmenté de 120 points de base en raison de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a augmenté de 376 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à il y a un an, et le taux d'imposition effectif de 22,6 % a augmenté de 160 points de base. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris susmentionnée, le taux d'imposition effectif de 23,3 % a grimpé de 230 points de base par rapport à un an plus tôt, en raison d'une baisse du revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt et d'une économie d'impôt dans le secteur Assurances de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif excluant les éléments précisés ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pratiquement pas changé depuis le 31 octobre 2016. Pour plus de détails sur l'attribution du capital, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

### Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

#### Mesures de rendement

##### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2016.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016	
	le 30 avril 2017							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 338 \$	415 \$	164 \$	188 \$	646 \$	(27)\$	2 724 \$	2 940 \$	2 486 \$		
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(1), (2)</sup>	19 550	13 700	1 600	3 150	18 700	8 100	64 800	64 650	62 400		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(3)</sup>	28,0 %	12,4 %	41,5 %	24,6 %	14,2 %	n.s.	17,2 %	18,0 %	16,2 %		

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2016
	le 30 avril 2017							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 905 \$	829 \$	296 \$	398 \$	1 286 \$	(50)\$	5 664 \$	4 852 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19 450	13 550	1 600	3 250	18 900	7 950	64 700	61 950
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,1 %	12,3 %	37,6 %	24,9 %	13,7 %	n.s.	17,7 %	15,8 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons accru notre taux d'attribution du capital en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de fonds propres réglementaires.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

### Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et le semestre clos 30 avril 2017 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2017, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

#### Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux propres, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons révisé notre coût des capitaux propres, le faisant passer de 9 % en 2016, à 8,5 %, surtout en raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau ci-après présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016
	le 30 avril 2017								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net	1 360 \$	431 \$	166 \$	193 \$	668 \$	(9)\$	2 809 \$	3 027 \$	2 573 \$
Ajouter : participations ne donnant pas le contrôle	1	–	–	(1)	–	(8)	(8)	(12)	(13)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	3	44	–	4	–	–	51	56	52
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 364 \$	475 \$	166 \$	196 \$	668 \$	(17)\$	2 852 \$	3 071 \$	2 612 \$
Moins : charge de capital	429	300	35	69	410	177	1 420	1 460	1 455
Bénéfice (perte) économique	935 \$	175 \$	131 \$	127 \$	258 \$	(194)\$	1 432 \$	1 611 \$	1 157 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2016
	le 30 avril 2017							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net	2 952 \$	861 \$	300 \$	407 \$	1 330 \$	(14)\$	5 836 \$	5 020 \$
Ajouter : participations ne donnant pas le contrôle	(2)	–	–	(1)	–	(17)	(20)	(34)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	6	93	–	8	–	–	107	108
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	2 956 \$	954 \$	300 \$	414 \$	1 330 \$	(31)\$	5 923 \$	5 094 \$
Moins : charge de capital	866	603	70	144	842	355	2 880	2 906
Bénéfice (perte) économique	2 090 \$	351 \$	230 \$	270 \$	488 \$	(386)\$	3 043 \$	2 188 \$

### Résultats excluant l'élément précisé

Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour la période considérée. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 et le semestre clos le 30 avril 2017, les éléments précisés suivants ont influé sur nos résultats :

- Notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de notre coentreprise de traitement des opérations de paiement Moneris Solutions Corporation (Moneris) à Vantiv, Inc., qui s'est élevée à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et qui a été comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Les tableaux suivants présentent les calculs de nos résultats et mesures par secteur consolidés excluant cet élément précisé :

### Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)			Pour le semestre clos (1)		
	le 31 janvier 2017			le 30 avril 2017		
	Données présentées	Élément exclu Profit lié à la vente de Moneris (2)	Données ajustées	Données présentées	Élément exclu Profit lié à la vente de Moneris (2)	Données ajustées
<b>Activités poursuivies</b>						
Total des revenus	9 546 \$	(212)\$	9 334 \$	19 856 \$	(212)\$	19 644 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	294	–	294	596	–	596
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	183	–	183	1 273	–	1 273
Frais autres que d'intérêt	5 215	–	5 215	10 444	–	10 444
Bénéfice net avant impôt	3 854 \$	(212)\$	3 642 \$	7 543 \$	(212)\$	7 331 \$
Impôt sur le résultat	827	–	827	1 707	–	1 707
<b>Bénéfice net</b>	3 027 \$	(212)\$	2 815 \$	5 836 \$	(212)\$	5 624 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 940 \$	(212)\$	2 728 \$	5 664 \$	(212)\$	5 452 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 484 262		1 484 262	1 476 273		1 476 273
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,98 \$	(0,14)\$	1,84 \$	3,84 \$	(0,14)\$	3,70 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 492 350		1 492 350	1 484 332		1 484 332
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,97 \$	(0,14)\$	1,83 \$	3,82 \$	(0,14)\$	3,68 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	64 650 \$		64 650 \$	64 700 \$		64 700 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	18,0 %		16,7 %	17,7 %		17,0 %
Taux d'imposition effectif	21,5 %		22,7 %	22,6 %		23,3 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016 ni pour le semestre clos le 30 avril 2016.

(2) Tient compte du change.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	Pour le trimestre clos (1)			Pour le semestre clos (1)		
	le 31 janvier 2017			le 30 avril 2017		
	Élément exclu			Élément exclu		
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Données présentées	Profit lié à la vente de Moneris (2)	Données ajustées	Données présentées	Profit lié à la vente de Moneris (2)	Données ajustées
<b>Total des revenus</b>	4 030 \$	(212)\$	3 818 \$	7 780 \$	(212)\$	7 568 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	249	–	249	511	–	511
Frais autres que d'intérêt	1 723	–	1 723	3 384	–	3 384
Bénéfice net avant impôt	2 058 \$	(212)\$	1 846 \$	3 885 \$	(212)\$	3 673 \$
<b>Bénéfice net</b>	1 592 \$	(212)\$	1 380 \$	2 952 \$	(212)\$	2 740 \$
<b>Principaux soldes et autres informations</b>						
Frais autres que d'intérêt	1 723 \$	– \$	1 723 \$	3 384 \$	– \$	3 384 \$
Total des revenus	4 030	(212)	3 818	7 780	(212)	7 568
Ratio d'efficacité	42,8 %		45,1 %	43,5 %		44,7 %
Taux de croissance des revenus	9,4 %		3,7 %	6,3 %		3,4 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	2,8 %		2,8 %	2,9 %		2,9 %
Levier d'exploitation	6,6 %		0,9 %	3,4 %		0,5 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016 ni pour le semestre clos le 30 avril 2016.

(2) Tient compte du change.

## Services bancaires canadiens

	Pour le trimestre clos (1)			Pour le semestre clos (1)		
	le 31 janvier 2017			le 30 avril 2017		
	Élément exclu			Élément exclu		
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Données présentées	Profit lié à la vente de Moneris (2)	Données ajustées	Données présentées	Profit lié à la vente de Moneris (2)	Données ajustées
<b>Total des revenus</b>	3 778 \$	(212)\$	3 566 \$	7 288 \$	(212)\$	7 076 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	250	–	250	506	–	506
Frais autres que d'intérêt	1 514	–	1 514	2 993	–	2 993
Bénéfice net avant impôt	2 014 \$	(212)\$	1 802 \$	3 789 \$	(212)\$	3 577 \$
<b>Bénéfice net</b>	1 546 \$	(212)\$	1 334 \$	2 862 \$	(212)\$	2 650 \$
<b>Principaux soldes et autres informations</b>						
Frais autres que d'intérêt	1 514 \$	– \$	1 514 \$	2 993 \$	– \$	2 993 \$
Total des revenus	3 778	(212)	3 566	7 288	(212)	7 076
Ratio d'efficacité	40,1 %		42,5 %	41,1 %		42,3 %
Taux de croissance des revenus	10,4 %		4,2 %	7,1 %		4,0 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	1,3 %		1,3 %	2,2 %		2,2 %
Levier d'exploitation	9,1 %		2,9 %	4,9 %		1,8 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016 ni pour le semestre clos le 30 avril 2016.

(2) Tient compte du change.

*Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances et de l'élément précisé*

Notre ratio d'efficacité reflète la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus du trimestre clos le 31 janvier 2017 et du semestre clos le 30 avril 2017 reflètent en outre l'élément précisé mentionné ci-dessus.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'élément précisé :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par actions et les pourcentages)	Pour les trimestres clos									
	le 30 avril 2017			le 31 janvier 2017				le 30 avril 2016		
	Éléments exclus			Éléments exclus				Éléments exclus		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Profit lié à la vente de Moneris	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées
<b>Activités poursuivies</b>										
Total des revenus	10 310 \$	(369)\$	9 941 \$	9 546 \$	481 \$	(212)\$	9 815 \$	9 526 \$	(225)\$	9 301 \$
Frais autres que d'intérêt	5 229	–	5 229	5 215	–	–	5 215	4 887	–	4 887
Ratio d'efficacité	50,7 %		52,6 %	54,6 %			53,1 %	51,3 %		52,5 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par actions et les pourcentages)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2017				le 30 avril 2016			
	Éléments exclus				Éléments exclus			
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Profit lié à la vente de Moneris	Données ajustées	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	Données ajustées	
<b>Activités poursuivies</b>								
Total des revenus	19 856 \$	112 \$	(212)\$	19 756 \$	18 885 \$	(262)\$		18 623 \$
Frais autres que d'intérêt	10 444	–	–	10 444	9 847	–		9 847
Ratio d'efficacité	52,6 %			52,9 %	52,1 %			52,9 %

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Revenu net d'intérêt	2 597 \$	2 649 \$	2 527 \$	5 246 \$	5 099 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 153	1 381	1 107	2 534	2 218
<b>Total des revenus</b>	<b>3 750</b>	<b>4 030</b>	<b>3 634</b>	<b>7 780</b>	<b>7 317</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	262	249	279	511	563
Frais autres que d'intérêt	1 661	1 723	1 614	3 384	3 290
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 827</b>	<b>2 058</b>	<b>1 741</b>	<b>3 885</b>	<b>3 464</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 360 \$</b>	<b>1 592 \$</b>	<b>1 297 \$</b>	<b>2 952 \$</b>	<b>2 587 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Services bancaires canadiens	3 510 \$	3 778 \$	3 380 \$	7 288 \$	6 802 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	240	252	254	492	515
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,0 %	32,1 %	27,8 %	30,1 %	27,3 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,67 %	2,66 %	2,69 %	2,66 %	2,68 %
Ratio d'efficacité (2)	44,3 %	42,8 %	44,4 %	43,5 %	45,0 %
Ratio d'efficacité ajusté (2), (3)	s.o.	45,1 %	s.o.	44,7 %	s.o.
Levier d'exploitation	0,3 %	6,6 %	4,9 %	3,4 %	2,6 %
Levier d'exploitation ajusté (3)	s.o.	0,9 %	s.o.	0,5 %	s.o.
Taux d'imposition effectif	25,6 %	22,6 %	25,5 %	24,0 %	25,3 %
Moyenne du total des actifs productifs	398 900 \$	395 500 \$	382 200 \$	397 200 \$	382 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations	398 200	394 600	380 600	396 400	380 500
Moyenne des dépôts	342 400	336 700	314 600	339 500	314 600
Biens administrés (4)	258 100	245 000	228 000	258 100	228 000
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,25 %	0,30 %	0,26 %	0,30 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures ont été ajustées en excluant notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) qui avait été comptabilisée pour le premier trimestre de 2017. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,9 milliards et 9,8 milliards de dollars, respectivement, au 30 avril 2017 (18,7 milliards et 8,4 milliards de dollars au 31 janvier 2017; 19,8 milliards et 9,9 milliards de dollars au 30 avril 2016).

s.o. sans objet

## Rendement financier

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 63 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 7 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, de la croissance des revenus tirés des services tarifés et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 116 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt.

Les revenus des Services bancaires canadiens ont augmenté de 130 millions de dollars, ou 4 %, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 7 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, de la croissance des revenus tirés des services tarifés attribuable à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement et de l'augmentation des revenus sur cartes.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont reculé de 14 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la baisse des profits de change et des revenus tirés des services tarifés.

La marge nette d'intérêt a reculé de 2 points de base, en raison surtout de la faiblesse soutenue des taux d'intérêt et de la compression des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 17 millions de dollars, ou 6 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est amélioré de 3 points de base, en raison de la baisse de la dotation relative à nos portefeuilles de prêts canadiens. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 47 millions de dollars, ou 3 %, surtout en raison de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités, reflétant la hausse des coûts liés au personnel et l'augmentation des dépenses liées aux technologies au Canada. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017**

Le bénéfice net a diminué de 232 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit comptabilisé au trimestre précédent tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le bénéfice net a fléchi de 20 millions, ou 1 %, reflétant essentiellement l'incidence néfaste d'un nombre moindre de jours dans le trimestre et une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été compensés en partie par la croissance des volumes au Canada et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

La marge nette d'intérêt a affiché une hausse de 1 point de base.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 365 millions de dollars, ou 14 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris dont il a déjà été question, le bénéfice net s'est accru de 153 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement d'une croissance des volumes de 6 % annulée en partie par la réduction des écarts de taux, de la hausse des revenus tirés des services tarifés au Canada et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 463 millions de dollars, ou 6 %. Exclusion faite de notre quote-part du profit dont il a déjà été question, les revenus ont augmenté de 251 millions de dollars, ou 3 %, hausse essentiellement attribuable à la croissance des volumes de 6 % dans la majorité des secteurs au Canada, croissance qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, et à la croissance des revenus tirés des services tarifés découlant de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement et à l'augmentation des revenus sur cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée a diminué de 52 millions de dollars, ou 9 %, et le ratio correspondant s'est amélioré de 4 points de base en raison principalement d'une diminution des dotations dans les portefeuilles de prêts du Canada ainsi que de recouvrements plus élevés et d'une diminution des dotations dans les portefeuilles antillais. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 94 millions de dollars, ou 3 %, en regard de l'an passé surtout en raison de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités, reflétant la hausse des coûts liés au personnel et l'augmentation des dépenses liées aux technologies. Une perte de valeur des propriétés détenues en vue de la vente dans les Antilles a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Les résultats excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Revenu net d'intérêt	2 435 \$	2 488 \$	2 367 \$	4 923 \$	4 770 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 075	1 290	1 013	2 365	2 032
<b>Total des revenus</b>	<b>3 510</b>	<b>3 778</b>	<b>3 380</b>	<b>7 288</b>	<b>6 802</b>
Dotations à la provision pour pertes sur créances	256	250	273	506	539
Frais autres que d'intérêt	1 479	1 514	1 434	2 993	2 929
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 775</b>	<b>2 014</b>	<b>1 673</b>	<b>3 789</b>	<b>3 334</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 316 \$</b>	<b>1 546 \$</b>	<b>1 241 \$</b>	<b>2 862 \$</b>	<b>2 472 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Services financiers aux particuliers	1 966 \$	2 015 \$	1 908 \$	3 981 \$	3 840 \$
Services financiers aux entreprises	812	820	773	1 632	1 565
Solutions cartes et paiements	732	943	699	1 675	1 397
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,9 %	37,8 %	32,9 %	35,4 %	32,3 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,62 %	2,61 %	2,64 %	2,61 %	2,63 %
Ratio d'efficacité (2)	42,1 %	40,1 %	42,4 %	41,1 %	43,1 %
Ratio d'efficacité ajusté (2), (3)	s.o.	42,5 %	s.o.	42,3 %	s.o.
Levier d'exploitation	0,7 %	9,1 %	3,6 %	4,9 %	1,9 %
Levier d'exploitation ajusté (3)	s.o.	2,9 %	s.o.	1,8 %	s.o.
Taux d'imposition effectif	25,9 %	23,2 %	25,8 %	24,5 %	25,9 %
Moyenne du total des actifs productifs	381 400 \$	378 400 \$	364 900 \$	379 900 \$	364 600 \$
Moyenne des prêts et acceptations	388 800	385 300	371 300	387 100	370 900
Moyenne des dépôts	323 300	318 400	296 200	320 800	295 800
Biens administrés (4)	249 200	236 700	218 800	249 200	218 800
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,26 %	0,30 %	0,26 %	0,29 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures ont été ajustées en excluant notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) qui avait été comptabilisée pour le premier trimestre de 2017. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,9 milliards et 9,8 milliards de dollars, respectivement, au 30 avril 2017 (18,7 milliards et 8,4 milliards de dollars au 31 janvier 2017; 19,8 milliards et 9,9 milliards de dollars au 30 avril 2016).

## Rendement financier

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 75 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent rendant surtout compte de la croissance des volumes de 7 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, de la croissance des revenus tirés des services tarifés et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 130 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à un an plus tôt.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 58 millions de dollars, ou 3 %, surtout en raison de la croissance de 4 % du volume, annulée en partie par une réduction des écarts de taux. L'accroissement des revenus tirés des services tarifés principalement attribuable à l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement a également contribué à la hausse des revenus.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 39 millions de dollars, ou 5 %, hausse qui tient surtout à la croissance des volumes de 13 %, annulée en partie par la réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 33 millions de dollars, ou 5 %, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus sur cartes et des soldes de prêts. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence de la vente des activités américaines de Moneris.

La marge nette d'intérêt a reculé de 2 points de base, en raison surtout de la faiblesse continue des taux d'intérêt et de la compression des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 17 millions de dollars, le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'étant amélioré de 3 points de base, ce qui tient principalement à la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers et à la baisse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Ces facteurs ont été atténués par des dotations à la provision pour pertes sur créances plus élevées dans notre portefeuille de prêts commerciaux. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 45 millions de dollars, ou 3 %, surtout en raison de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités, notamment la hausse des coûts liés au personnel et l'augmentation des dépenses liées aux technologies. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

**Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017**

Le bénéfice net a accusé un recul de 230 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) qui avait été comptabilisée pour le trimestre précédent, le bénéfice net a fléchi de 18 millions de dollars, ou 1 %, reflétant essentiellement l'incidence néfaste d'un nombre moindre de jours dans le trimestre et une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été compensés en partie par la croissance des volumes et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

La marge nette d'intérêt a affiché une hausse de 1 point de base.

**Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 390 millions de dollars, ou 16 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris dont il a déjà été question, le bénéfice net s'est accru de 178 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement d'une croissance des volumes de 6 % annulée en partie par la réduction des écarts de taux, et en raison de la hausse des revenus tirés des services tarifés et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 486 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à un an plus tôt. Exclusion faite de notre quote-part du profit dont il a déjà été question, les revenus ont augmenté de 274 millions de dollars, ou 4 %, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 6 % dans la plupart des secteurs, qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, de la croissance des revenus tirés des services tarifés attribuable à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement et de l'augmentation des revenus sur cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 33 millions de dollars, ou 6 %, et le ratio correspondant s'est amélioré de 3 points de base en raison principalement d'une diminution des dotations dans les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 64 millions de dollars, ou 2 %, surtout en raison de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités, notamment l'augmentation des dépenses liées aux technologies. Ce facteur a été compensé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Les résultats excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

**Gestion de patrimoine**

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	546 \$	541 \$	466 \$	1 087 \$	935 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 371	1 351	1 232	2 722	2 502
Revenus tirés des transactions et autres revenus	510	539	482	1 049	830
<b>Total des revenus</b>	<b>2 427</b>	<b>2 431</b>	<b>2 180</b>	<b>4 858</b>	<b>4 267</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	15	13	7	28	12
Frais autres que d'intérêt	1 838	1 855	1 670	3 693	3 348
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>574</b>	<b>563</b>	<b>503</b>	<b>1 137</b>	<b>907</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>431 \$</b>	<b>430 \$</b>	<b>386 \$</b>	<b>861 \$</b>	<b>689 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Gestion de patrimoine – Canada	676 \$	698 \$	601 \$	1 374 \$	1 196 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 192	1 170	1 038	2 362	1 978
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	888	881	798	1 769	1 483
Gestion de patrimoine – International	98	96	108	194	221
Gestion mondiale d'actifs	461	467	433	928	872
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,4 %	12,2 %	11,6 %	12,3 %	10,2 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,99 %	2,82 %	2,88 %	2,90 %	2,84 %
Marge avant impôt (2)	23,7 %	23,2 %	23,1 %	23,4 %	21,3 %
Nombre de conseillers (3)	4 817	4 797	4 695	4 817	4 695
Moyenne du total des actifs productifs	74 800 \$	76 200 \$	65 700 \$	75 500 \$	66 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations	52 000	50 800	47 900	51 400	48 700
Moyenne des dépôts	94 800	95 100	82 200	95 000	82 600
Biens administrés (4), (5)	931 200	879 000	810 900	931 200	810 900
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (4)	427 100	395 000	362 600	427 100	362 600
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US) (4)	312 900	303 500	288 900	312 900	288 900
Biens sous gestion (4)	608 700	578 600	539 700	608 700	539 700
Moyenne des biens administrés (5)	916 400	884 900	823 100	900 400	838 100
Moyenne des biens sous gestion	599 500	580 100	543 500	589 700	552 500

### Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2017 par rapport au T2 2016	T2 2017 par rapport au T1 2017	T2 2017 par rapport au T2 2016
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	24 \$	14 \$	(43)\$
Frais autres que d'intérêt	16	11	(45)
Bénéfice net	6	1	2
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(1)%	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	10 %	(2)%	16 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	2 %	(2)%	3 %

- (1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.
- (2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (3) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.
- (4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (5) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

### Rendement financier

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 45 millions de dollars, ou 12 %, en raison surtout de l'augmentation du bénéfice attribuable à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui ont bénéficié de marchés boursiers favorables et de la hausse du revenu net d'intérêt résultant de la croissance des volumes et de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 247 millions de dollars, ou 11 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 75 millions de dollars, ou 12 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète une appréciation du capital et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 154 millions de dollars, ou 15 %. En dollars américains, les revenus se sont accrus de 90 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout de la croissance des volumes et de l'augmentation des taux d'intérêt aux États-Unis ainsi que de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète une appréciation du capital et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont régressé de 10 millions de dollars, ou 9 %, par suite surtout de l'incidence du change.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 28 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations liées au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 168 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et à l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités.

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le bénéfice net est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, la hausse du bénéfice résultant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ayant été annulée par la baisse des revenus de transaction.

#### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 172 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, lesquels actifs ont profité de marchés boursiers favorables, et aussi en raison de la croissance des volumes et de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 591 millions de dollars, ou 14 %, du fait surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital, de l'augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à la croissance des volumes et à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et d'un accroissement des revenus de transaction.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 16 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations à la provision liées au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 345 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et à l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités.

## Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	879 \$	749 \$	837 \$	1 628 \$	1 713 \$
Revenus de placement (1)	527	(353)	390	174	552
Honoraires	42	101	124	143	245
<b>Total des revenus</b>	<b>1 448</b>	<b>497</b>	<b>1 351</b>	<b>1 945</b>	<b>2 510</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 021	130	933	1 151	1 701
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	69	53	55	122	116
Frais autres que d'intérêt	140	140	157	280	317
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>218</b>	<b>174</b>	<b>206</b>	<b>392</b>	<b>376</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>166 \$</b>	<b>134 \$</b>	<b>177 \$</b>	<b>300 \$</b>	<b>308 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Assurances – Canada	978 \$	20 \$	894 \$	998 \$	1 641 \$
Assurances – International	470	477	457	947	869
<b>Principaux soldes et autres informations</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	41,5 %	33,7 %	44,3 %	37,6 %	38,3 %
Primes et dépôts (2)	1 008 \$	1 003 \$	1 184 \$	2 011 \$	2 398 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	369	(481)	225	(112)	262

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en livres sterling (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2017 par rapport au T2 2016	T2 2017 par rapport au T1 2017	T2 2017 par rapport au T2 2016
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	(15)\$	6 \$	(59)\$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(13)	–	(57)
Frais autres que d'intérêt	–	4	–
Bénéfice net	(3)	2	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(1)%	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	10 %	(2)%	16 %

(1) Les revenus de placement peuvent être exposés à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat, et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risqué, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

## Rendement financier

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a reculé de 11 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile. De plus, le résultat de la période correspondante de l'exercice précédent rendait compte d'une économie d'impôt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse des profits liés aux placements et par l'amélioration de la sinistralité des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International.

Le total des revenus a augmenté de 97 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Assurances – Canada se sont accrus de 84 millions de dollars, ou 9 %, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et de la croissance des activités. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des primes résultant de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile.

Les revenus du secteur Assurances – International ont augmenté de 13 millions de dollars, ou 3 %, principalement en raison de l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été annulé en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, qui a été compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et par l'incidence du change.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 102 millions de dollars, ou 10 %, rendant surtout compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, toutes deux compensées en grande partie dans les revenus, et de la croissance des activités. Ces facteurs ont été annulés partiellement par l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile, la hausse des profits liés aux placements et l'amélioration de la sinistralité dans les secteurs Assurances – Canada et Assurances – International.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 17 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile et aux avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficacité.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le bénéfice net a augmenté de 32 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des profits liés aux placements.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a reculé de 8 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile. De plus, le résultat de la période correspondante de l'exercice précédent rendait compte d'une économie d'impôt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'amélioration de la sinistralité et la hausse des profits liés aux placements.

Le total des revenus a diminué de 565 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à il y a un an, écart qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et à la baisse des primes rendant compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et par la hausse des profits liés aux placements.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 544 millions de dollars, ou 30 %, surtout à cause de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus, de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile et de la baisse des coûts nets liés aux sinistres, particulièrement dans le secteur Assurances – International. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par la hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance attribuable à l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 37 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient principalement à la réduction des coûts reflétant l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile et les avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficacité.

### Services aux investisseurs et de trésorerie

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	173 \$	237 \$	190 \$	410 \$	416 \$
Revenus autres que d'intérêt	435	394	350	829	674
<b>Total des revenus</b>	<b>608</b>	<b>631</b>	<b>540</b>	<b>1 239</b>	<b>1 090</b>
Frais autres que d'intérêt	355	350	352	705	713
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>253</b>	<b>281</b>	<b>188</b>	<b>534</b>	<b>377</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>193 \$</b>	<b>214 \$</b>	<b>139 \$</b>	<b>407 \$</b>	<b>282 \$</b>
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24,6 %	25,1 %	16,5 %	24,9 %	16,2 %
Moyenne des dépôts	127 900 \$	128 500 \$	138 100 \$	128 200 \$	145 000 \$
Dépôts des clients	52 900	52 500	53 900	52 700	53 700
Dépôts liés au financement de gros	75 000	76 000	84 200	75 500	91 300
Biens administrés (1)	4 111 400	3 797 000	3 617 700	4 111 400	3 617 700
Moyenne des biens administrés	3 978 100	3 774 100	3 627 000	3 874 400	3 747 000

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 54 millions de dollars, ou 39 %, par suite surtout d'une hausse du résultat des activités de financement et de gestion de liquidités rendant compte de la volatilité des taux de change et d'intérêt et du rétrécissement des écarts de taux.

Le total des revenus s'est accru de 68 millions de dollars, ou 13 %, principalement en raison d'une hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion de liquidités qui reflète la volatilité des marchés et le rétrécissement des écarts de taux, de même que l'augmentation des revenus tirés de l'exécution d'opérations de change attribuable à une intensification des activités des clients.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 3 millions de dollars, ou 1 %, reflétant principalement l'accroissement des investissements en technologie, atténué surtout par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le bénéfice net a reculé de 21 millions de dollars, ou 10 %, surtout à cause d'une baisse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités et une diminution des résultats tirés de l'exécution d'opérations de change par rapport aux résultats élevés du trimestre précédent.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 125 millions de dollars, ou 44 %, principalement en raison d'une hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités rendant compte de la volatilité des marchés et du rétrécissement des écarts de taux, de même que l'amélioration des résultats tirés de l'exécution d'opérations de change attribuable à une intensification des activités des clients.

Le total des revenus a grimpé de 149 millions de dollars, ou 14 %, principalement en raison des mêmes facteurs qui ont influé sur le bénéfice net.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 8 millions de dollars, ou 1 %, en raison de l'écart de change de 22 millions de dollars et des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Ces facteurs ont été atténués par l'accroissement des investissements en technologie.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016	30 avril 2017	30 avril 2016
Revenu net d'intérêt (1)	922 \$	947 \$	993 \$	1 869 \$	2 055 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 195	1 124	997	2 319	1 915
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>2 117</b>	<b>2 071</b>	<b>1 990</b>	<b>4 188</b>	<b>3 970</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	24	32	123	56	243
Frais autres que d'intérêt	1 173	1 125	1 080	2 298	2 155
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>920</b>	<b>914</b>	<b>787</b>	<b>1 834</b>	<b>1 572</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>668 \$</b>	<b>662 \$</b>	<b>583 \$</b>	<b>1 330 \$</b>	<b>1 153 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 020 \$	936 \$	892 \$	1 956 \$	1 762 \$
Marchés mondiaux	1 162	1 194	1 125	2 356	2 235
Autres	(65)	(59)	(27)	(124)	(27)
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,2 %	13,3 %	12,1 %	13,7 %	12,2 %
Moyenne du total de l'actif	499 600 \$	493 600 \$	502 600 \$	496 500 \$	510 800 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	95 000	98 900	100 700	96 900	104 800
Moyenne des prêts et acceptations	83 600	83 800	89 600	83 700	89 700
Moyenne des dépôts	59 900	58 700	62 200	59 300	62 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,12 %	0,15 %	0,56 %	0,13 %	0,54 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2017 par rapport au T2 2016	T2 2017 par rapport au T1 2017	T2 2017 par rapport au T2 2016
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	34 \$	14 \$	(31) \$
Frais autres que d'intérêt	9	7	(43)
Bénéfice net	19	5	13
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(1)%	- %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	10 %	(2)%	16 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	2 %	(2)%	3 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2017 s'élève à 97 millions de dollars (119 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2017; 203 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2016). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 85 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de l'augmentation des résultats des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, reflétant l'accroissement des activités des clients découlant de conditions de marché plus favorables, et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts qui reflète essentiellement la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs, les résultats à la baisse dans le secteur Autres et un taux d'imposition effectif supérieur. Pour plus de détails sur le taux d'imposition effectif, se reporter à la rubrique Rendement financier.

Le total des revenus a augmenté de 127 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus tirés du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 128 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de l'accroissement des activités de syndication de prêts et de fusion et d'acquisition aux États-Unis. L'accroissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation tout particulièrement aux États-Unis et l'incidence du change ont également joué un rôle important dans l'augmentation.

Les revenus de la division Marchés mondiaux se sont accrus de 37 millions de dollars, ou 3 %, surtout en raison de l'intensification des activités d'origination de prêts et de titres de participation aux États-Unis, d'un profit résultant de la cession d'une partie de nos actions sur une bourse de dérivés et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe surtout au Canada et en Europe.

Les autres revenus ont diminué de 38 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 24 millions de dollars est en baisse de 99 millions de dollars, ou 80 %, en raison essentiellement d'un repli des provisions dans le secteur pétrolier et gazier. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 93 millions de dollars, ou 9 %, par suite surtout de l'accroissement de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la hausse des coûts de conformité à la réglementation.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le bénéfice net s'est accru de 6 millions de dollars, ou 1 %, du fait surtout de l'accroissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation essentiellement aux États-Unis ainsi que de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de devises, de titres de participation et de marchandises principalement au Canada. La hausse des revenus tirés des prêts, majoritairement aux États-Unis, et l'intensification des activités de fusion et d'acquisition surtout en Europe et au Canada ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par une diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 177 millions de dollars, ou 15 %, en raison de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux reflétant l'accroissement des activités des clients découlant de conditions de marché plus favorables. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs, les résultats à la baisse dans le secteur Autres et un taux d'imposition effectif supérieur.

Le total des revenus a augmenté de 218 millions de dollars, ou 5 %, principalement du fait de l'augmentation des activités de syndication de prêts surtout aux États-Unis et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions. Cette augmentation résulte aussi de l'intensification des activités d'origination d'émissions d'actions et de titres d'emprunt essentiellement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de marchandises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 56 millions de dollars est en baisse de 187 millions de dollars par rapport à un an plus tôt, en raison essentiellement des recouvrements et de la baisse de la dotation dans le secteur pétrolier et gazier, ces facteurs étant annulés en partie par une dotation relative à un compte dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 143 millions de dollars, ou 7 %, par suite surtout de l'accroissement de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et de la hausse des coûts de conformité à la réglementation.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(40)\$	(50)\$	(151)\$	(90)\$	(284)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	–	(64)	(18)	(64)	15
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(40)</b>	<b>(114)</b>	<b>(169)</b>	<b>(154)</b>	<b>(269)</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	–	51	1	52
Frais autres que d'intérêt	62	22	14	84	24
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)</b>	<b>(103)</b>	<b>(136)</b>	<b>(234)</b>	<b>(239)</b>	<b>(345)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(94)	(131)	(225)	(225)	(346)
<b>Bénéfice net (perte nette) (2)</b>	<b>(9)\$</b>	<b>(5)\$</b>	<b>(9)\$</b>	<b>(14)\$</b>	<b>1 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net (perte nette) reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 30 avril 2017 correspond à 8 millions de dollars (9 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2017; 9 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2016).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative de la période n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2017 s'est établi à 97 millions de dollars, contre 119 millions au trimestre précédent et 203 millions il y a un an. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

## Deuxième trimestre de 2017

La perte nette s'est élevée à 9 millions de dollars, les activités de gestion d'actifs et de passifs ayant été plus que contrebalancées par la hausse des frais juridiques et des indemnités de départ.

## Premier trimestre de 2017

La perte nette s'était élevée à 5 millions de dollars.

## Deuxième trimestre de 2016

La perte nette avait été de 9 millions de dollars, en raison surtout d'une augmentation de 50 millions de dollars (37 millions après impôt) de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux, qui avait été grandement compensée par les activités de gestion d'actifs et de passifs.

## Deuxième trimestre de 2017 (résultats semestriels)

La perte nette s'est élevée à 14 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des frais juridiques et des indemnités de départ, neutralisée en partie par les activités de gestion d'actifs et de passifs.

## Deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le bénéfice net avait atteint 1 million de dollars, ce qui reflétait surtout les activités de gestion d'actifs et de passifs, facteurs qui avaient été essentiellement annulés par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné ci-dessus.

### Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les catégories suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont essentiellement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques liés à la dégradation de la conjoncture économique ainsi que les perspectives de croissance liées à l'amélioration de cette conjoncture. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2017			le 31 janvier 2017			le 30 avril 2016 (2)			le 30 avril 2017			le 30 avril 2016 (2)		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
<b>Total des revenus</b>	6 334 \$	2 337 \$	1 639 \$	5 554 \$	2 259 \$	1 733 \$	5 880 \$	2 040 \$	1 606 \$	11 888 \$	4 596 \$	3 372 \$	11 647 \$	4 039 \$	3 199 \$
<b>Bénéfice net</b>	2 040 \$	404 \$	365 \$	2 232 \$	363 \$	432 \$	1 949 \$	331 \$	293 \$	4 272 \$	767 \$	797 \$	3 737 \$	689 \$	594 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 91 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt, par suite surtout de la croissance des volumes et de la hausse des revenus tirés des services tarifés du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la hausse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, sur lesquels les marchés boursiers favorables ont eu un effet positif. La période correspondante de l'exercice précédent faisait également état d'une hausse de 50 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard de prêts non encore désignés comme douteux. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux et par une augmentation des coûts liés à la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 73 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'accroissement des activités de syndication de prêts, des activités de fusion et d'acquisition et des activités d'origination de prêts et de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, sur lesquels les marchés boursiers favorables ont eu un effet positif. La croissance des volumes et l'effet de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ont aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la rémunération variable attribuable aux résultats supérieurs dans le secteur Marchés des Capitaux. De plus, la période correspondante de l'exercice précédent tenait compte d'une économie d'impôt pour le secteur Assurances.

Le bénéfice net des autres pays a progressé de 72 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à un an auparavant, ce qui s'explique principalement par une hausse du résultat des activités de financement et de gestion des liquidités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, qui reflète la volatilité des taux d'intérêt et de change, le resserrement des écarts de taux, la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans le secteur Marchés des Capitaux, l'accroissement des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le bénéfice net au Canada a fléchi de 192 millions de dollars, ou 9 %, car le trimestre précédent tenait compte de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt). La hausse des activités de fusion et d'acquisition et des activités d'origination de prêts du secteur Marchés des Capitaux et les profits liés aux placements du secteur Assurances ont été contrebalancés dans une large mesure par l'augmentation des coûts du secteur Marchés des Capitaux, attribuable à la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. De plus, le trimestre précédent tenait compte d'un recouvrement sur litiges pour le secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 41 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'accroissement des activités d'origination de prêts et de titres de participation ainsi que de l'amélioration des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux, et d'une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par une baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net des autres pays a diminué de 67 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par l'incidence du change et par la baisse des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été en partie compensés par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises ainsi que par l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition dans le secteur Marchés des Capitaux.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada s'est accru de 535 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la croissance des volumes, en partie neutralisée par le rétrécissement des écarts, des revenus tirés des services tarifés au sein des Services bancaires canadiens et de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, sur lesquels les marchés boursiers favorables ont eu un effet positif. Notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) a également contribué à la hausse. La réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la diminution des revenus tirés des activités de négociation au sein des Marchés des Capitaux. La période correspondante de l'exercice précédent faisait également état d'une hausse de 50 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard de prêts non encore désignés comme douteux.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 78 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'accroissement de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans le secteur Gestion de patrimoine, sur lesquels les marchés boursiers favorables ont eu un effet positif, de la croissance des volumes et de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Ont aussi contribué à cette progression, la croissance des activités de syndication de prêts et d'origination de prêts et de titres de participation dans le secteur Marchés des Capitaux ainsi que la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et une hausse du taux d'imposition effectif. De plus, pour la période correspondante de l'exercice précédent, le résultat du secteur Assurances tenait compte d'une économie d'impôt.

Le bénéfice net des autres pays a augmenté de 203 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation et par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, par la hausse des résultats des activités de financement et de gestion des liquidités dans le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, reflétant la volatilité des taux de change et des taux d'intérêt, et par l'amélioration de la sinistralité et la hausse des profits liés aux placements dans le secteur Assurances.

### Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

### Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2017		2016				2015	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	4 198 \$	4 324 \$	4 187 \$	4 123 \$	4 025 \$	4 196 \$	3 800 \$	3 783 \$
Revenus autres que d'intérêt	6 112	5 222	5 078	6 132	5 501	5 163	4 219	5 045
<b>Total des revenus</b>	<b>10 310 \$</b>	<b>9 546 \$</b>	<b>9 265 \$</b>	<b>10 255 \$</b>	<b>9 526 \$</b>	<b>9 359 \$</b>	<b>8 019 \$</b>	<b>8 828 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	302	294	358	318	460	410	275	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 090	183	397	1 210	988	829	292	656
Frais autres que d'intérêt	5 229	5 215	5 198	5 091	4 887	4 960	4 647	4 635
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>3 689 \$</b>	<b>3 854 \$</b>	<b>3 312 \$</b>	<b>3 636 \$</b>	<b>3 191 \$</b>	<b>3 160 \$</b>	<b>2 805 \$</b>	<b>3 267 \$</b>
Impôt sur le résultat	880	827	769	741	618	713	212	792
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 809 \$</b>	<b>3 027 \$</b>	<b>2 543 \$</b>	<b>2 895 \$</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 593 \$</b>	<b>2 475 \$</b>
Bénéfice par action – de base	1,86 \$	1,98 \$	1,66 \$	1,88 \$	1,67 \$	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$
– dilué	1,85	1,97	1,65	1,88	1,66	1,58	1,74	1,66
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteur</b>								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 360 \$	1 592 \$	1 275 \$	1 322 \$	1 297 \$	1 290 \$	1 270 \$	1 281 \$
Gestion de patrimoine	431	430	396	388	386	303	255	285
Assurances	166	134	228	364	177	131	225	173
Services aux investisseurs et de trésorerie	193	214	174	157	139	143	88	167
Marchés des Capitaux	668	662	482	635	583	570	555	545
Services de soutien généraux	(9)	(5)	(12)	29	(9)	10	200	24
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 809 \$</b>	<b>3 027 \$</b>	<b>2 543 \$</b>	<b>2 895 \$</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 593 \$</b>	<b>2 475 \$</b>
Taux d'imposition effectif	23,9 %	21,5 %	23,2 %	20,4 %	19,4 %	22,6 %	7,6 %	24,2 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,746 \$	0,752 \$	0,757 \$	0,768 \$	0,768 \$	0,728 \$	0,758 \$	0,789 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

## Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ralentissent, ce qui peut faire baisser les résultats liés à nos activités sur les marchés des capitaux ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

## Éléments précisés s'étant répercutés sur nos résultats consolidés

- Pour le premier trimestre de 2017, nos résultats tiennent compte de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt).
- Pour le troisième trimestre de 2016, nos résultats tiennent compte d'un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc.

## Analyse des tendances

D'une manière générale, l'économie canadienne a progressé au cours de la période, enregistrant une croissance depuis le deuxième trimestre civil de 2016 grâce au secteur de la fabrication et au secteur minier qui, après avoir subi les contrecoups d'un arrêt temporaire de la production de pétrole dans la région en mai 2016 causé par les feux de forêt en Alberta, ont été propulsés par la montée des prix du pétrole et les résultats positifs du secteur de l'énergie. L'économie américaine a aussi connu une expansion durant la période, stimulée par la hausse des salaires des ménages, une forte croissance du taux d'emploi, une confiance soutenue des consommateurs et une accumulation d'actifs découlant de l'amélioration des marchés boursiers et de l'augmentation du prix des maisons. L'amélioration de la conjoncture a amené la Fed à relever, en mars 2017, sa fourchette de fonds cible pour la deuxième fois de la période. Les marchés mondiaux ont été stimulés par une reprise depuis le début de 2017, les marchés boursiers continuant de se remettre des creux atteints en 2016, tout particulièrement dans le secteur de l'énergie. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Les bénéficiaires ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Ils ont été portés par la croissance des volumes, annulée en partie par le rétrécissement des écarts de taux, et par la hausse des revenus tirés des services tarifés au sein des Services bancaires canadiens. La croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans le secteur Gestion de patrimoine (essentiellement attribuable à une forte appréciation du capital et aux ventes nettes élevées) et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis sont autant de facteurs qui ont contribué à la croissance des bénéficiaires au cours de la période. Les résultats de l'entreprise acquise City National sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine depuis le premier trimestre de 2016 et ont affiché une tendance haussière depuis l'acquisition. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont affiché une certaine progression au cours de la période, stimulés par une hausse des résultats des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, attribuable à l'intensification des activités des clients et à une amélioration de la conjoncture. La baisse au quatrième trimestre de 2016 s'explique surtout par une diminution des revenus tirés des activités de négociation, principalement aux États-Unis et en Europe, et une réduction des activités d'origination de titres de participation au Canada. Le profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC a eu une incidence sur les résultats de notre secteur Assurances au troisième trimestre de 2016. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont eu tendance à croître au cours de la période, profitant de la hausse des bénéfices tirés des activités de financement et de gestion de liquidités depuis le premier trimestre de 2016, par suite d'un resserrement des écarts de taux et des fluctuations favorables des taux d'intérêt et des taux de change.

Dans l'ensemble, les revenus ont augmenté au cours de la période, reflétant la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens. Le premier trimestre de 2017 a bénéficié du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris, dont il a déjà été question. Les produits tirés de la Gestion de patrimoine ont, de façon générale, été à la hausse, principalement en raison de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'intégration de City National qui s'est traduite par une hausse du revenu net d'intérêt, reflétant la croissance des volumes et l'incidence d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis depuis le premier trimestre de 2017. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, a en général affiché une tendance haussière, reflet de la stabilisation des écarts de taux depuis le premier trimestre de 2016, ce qui a donné lieu à des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe au cours de la période. L'incidence du change, traduisant la dépréciation du dollar canadien en général, a aussi contribué à l'augmentation des revenus au cours de la période. Les revenus du secteur Assurances ont surtout subi les effets de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et qui ont profité du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC au troisième trimestre de 2016, tel qu'il est mentionné plus haut.

La qualité du crédit de nos portefeuilles est demeurée stable en général durant la période. Une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances avait été comptabilisée au cours des deux premiers trimestres de 2016 à l'égard des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens, surtout à cause de la faiblesse soutenue du prix du pétrole. La dotation à la provision pour pertes sur créances du premier trimestre de 2017 était en baisse du fait des recouvrements dans nos portefeuilles Marchés des Capitaux et Services bancaires dans les Antilles.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de la croissance des activités et ont été touchés par les ajustements apportés aux provisions techniques et par les coûts liés aux sinistres au cours de la période.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités et de l'intégration de City National depuis le premier trimestre de 2016. Au cours de la période, les frais autres que d'intérêt ont aussi augmenté à cause des coûts de conformité, des dépenses liées aux technologies, de la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux ainsi que d'une perte de valeur des propriétés détenues en vue de la vente au premier trimestre de 2017 et de l'augmentation des coûts liés au personnel des Services bancaires dans les Antilles. L'incidence du change a également contribué à la hausse.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéfices variables provenant de sources fiscalement avantageuses, soit principalement les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a de façon générale été touché par la hausse du bénéfice avant impôt de la période, par l'augmentation des bénéfices dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et par des ajustements fiscaux nets favorables.

## Situation financière

### Bilans résumés

Le tableau ci-après illustre notre bilan résumé :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2017	31 janvier 2017	31 octobre 2016	30 avril 2016
<b>Actif (1)</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	30 518 \$	25 363 \$	14 929 \$	14 845 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	25 875	22 380	27 851	29 229
Valeurs mobilières	219 405	224 827	236 093	224 371
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	216 931	197 285	186 302	184 825
Prêts				
Prêts de détail	374 168	370 161	369 470	359 863
Prêts de gros	160 352	154 088	154 369	150 602
Provision pour pertes sur prêts	(2 258)	(2 239)	(2 235)	(2 271)
Actifs nets des fonds distincts	1 096	1 021	981	882
Autres – Dérivés	100 763	97 419	118 944	115 298
– Autres	76 069	71 461	73 554	72 713
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 202 919 \$</b>	<b>1 161 766 \$</b>	<b>1 180 258 \$</b>	<b>1 150 357 \$</b>
<b>Passif (1)</b>				
Dépôts	785 583 \$	757 512 \$	757 589 \$	741 454 \$
Passif au titre des fonds distincts	1 096	1 021	981	882
Autres – Dérivés	99 031	95 646	116 550	116 479
– Autres	234 395	225 949	223 764	213 852
Débitures subordonnées	9 646	9 487	9 762	9 564
<b>Total du passif</b>	<b>1 129 751</b>	<b>1 089 615</b>	<b>1 108 646</b>	<b>1 082 231</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>72 570</b>	<b>71 566</b>	<b>71 017</b>	<b>67 538</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	598	585	595	588
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>73 168</b>	<b>72 151</b>	<b>71 612</b>	<b>68 126</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 202 919 \$</b>	<b>1 161 766 \$</b>	<b>1 180 258 \$</b>	<b>1 150 357 \$</b>

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total de l'actif a monté de 53 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt. L'incidence du change a augmenté le total de l'actif de 19 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont affiché une hausse de 16 milliards de dollars, en raison de notre gestion du risque de liquidité et de financement.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont diminué de 3 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement la diminution des dépôts à des banques centrales en partie compensée par l'incidence du change.

Les valeurs mobilières ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport à un an auparavant, une baisse attribuable surtout à une réduction des positions liées aux activités de négociation de titres de participation et à une diminution des titres d'emprunt de gouvernements, partiellement compensée par l'incidence du change et par une augmentation des positions en titres d'emprunt de sociétés, qui reflète notre gestion du risque de liquidité et de financement.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont augmenté de 32 milliards de dollars, ou 17 %, variation qui tient essentiellement à une intensification des activités des clients et des entreprises, atténuée par une compensation financière plus importante et par l'incidence du change.

Les prêts ont augmenté de 24 milliards de dollars, ou 5 %, variation qui est attribuable surtout à la croissance soutenue des volumes de prêts hypothécaires résidentiels au Canada par suite de l'accroissement des activités des clients, à l'incidence du change et à la hausse des prêts de gros attribuable à la croissance des activités.

Les actifs dérivés ont baissé de 15 milliards de dollars, ou 13 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change à terme et à l'incidence du change. Ces facteurs ont été en partie atténués par une hausse de la juste valeur des swaps simultanés de taux et de devises et une compensation financière plus faible.

Les autres actifs ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse des exigences relatives aux garanties en espèces et l'incidence du change.

Le total du passif a augmenté de 48 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à un an plus tôt. L'écart de change a fait monter le total du passif de 19 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 44 milliards de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de l'incidence du change et de la croissance des dépôts d'entreprises, des dépôts de banques et des dépôts de détail reflétant essentiellement la demande accrue des clients. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des émissions de billets à terme fixe, lesquelles dépendent des besoins en financement.

Les passifs dérivés ont baissé de 17 milliards de dollars, ou 15 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change à terme et à l'incidence du change. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une hausse de la juste valeur des swaps simultanés de taux et de devises et une baisse de la compensation financière.

Les autres passifs ont augmenté de 21 milliards de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, reflétant essentiellement l'intensification des activités des clients en partie atténuée par une hausse de la compensation financière, ainsi que de l'incidence du change, en partie neutralisée par la diminution des obligations liées aux titres vendus à découvert.

Le total des capitaux propres a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017**

Le total de l'actif a augmenté de 41 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'un écart de change de 32 milliards de dollars, de la hausse des actifs achetés en vertu de conventions de revente du fait de l'intensification des activités des clients et d'une baisse de la compensation financière, ainsi que de la croissance des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros en raison de l'accroissement des activités des clients. L'augmentation de la trésorerie et des montants à recevoir de banques, attribuable à notre gestion du risque de liquidité et de financement, et l'accroissement des dépôts productifs d'intérêts auprès des banques attribuable à la hausse des dépôts à des banques centrales ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par une baisse des titres d'emprunt d'entités gouvernementales aux États-Unis attribuable à l'activité des entreprises.

Le total du passif a augmenté de 40 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'un écart de change de 32 milliards de dollars, de l'augmentation des dépôts de banques, reflétant une hausse des dépôts de banques centrales, et une croissance des dépôts d'entreprises et de détail découlant de l'augmentation de la demande des clients.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016**

Le total de l'actif a augmenté de 23 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la hausse des actifs achetés en vertu de conventions de revente du fait d'une intensification des activités des clients et de l'augmentation de la trésorerie et des montants à recevoir de banques, reflétant notre gestion du risque de financement et de liquidité. L'augmentation résulte aussi d'un écart de change de 11 milliards de dollars, de la croissance soutenue des volumes de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de la hausse des prêts de gros attribuable à la croissance des activités des entreprises. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des positions liées aux activités de négociation de titres de participation et par la baisse des actifs dérivés attribuable essentiellement à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change.

Le total du passif a augmenté de 21 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation des obligations liées aux conventions de rachat rendant compte essentiellement de nos activités et à l'accroissement des dépôts de banques attribuable à la hausse des dépôts de banques centrales. Ont également contribué à l'augmentation, la croissance des dépôts des entreprises et des dépôts de détail attribuable à la demande accrue des clients et à un écart de change de 11 milliards de dollars. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une diminution des passifs dérivés pour les raisons indiquées plus haut relativement aux actifs dérivés et par une diminution des obligations liées aux titres vendus à découvert.

### **Arrangements hors bilan**

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 50 à 53 de notre rapport annuel 2016.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons également, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, elle pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

## Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (Programme des titres hypothécaires LNH), qui ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 6 et 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

Les prêts hypothécaires commerciaux titrisés sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Au cours du trimestre écoulé, nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial (néant au 31 janvier 2017; néant au 30 avril 2016). Les liens que nous avons conservés avec les actifs transférés se limitent à la prestation de services de gestion pour certains prêts hypothécaires commerciaux sous-jacents vendus. Au 30 avril 2017, l'encours des prêts hypothécaires commerciaux titrisés pour lesquels nous continuons d'assurer les services de gestion se montait à 1,1 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 janvier 2017; 0,9 milliard au 30 avril 2016).

## Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers de nos clients, et nous créons des produits de placement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et retitrisation nécessite, notamment, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre, et confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation au moins une fois par an. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

### *Conduits multicédants gérés par RBC*

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 30 avril 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 42,6 milliards de dollars (39,7 milliards au 31 janvier 2017; 39,2 milliards au 30 avril 2016), et il avait trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies à ces conduits.

Au 30 avril 2017, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissions se chiffrait à 42,6 milliards de dollars (39,7 milliards au 31 janvier 2017; 39,2 milliards au 30 avril 2016), et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissions se chiffrait à 2,4 milliards de dollars (2,3 milliards au 31 janvier 2017; 2,4 milliards au 30 avril 2016). Les fluctuations reflètent l'accélération des activités de titrisation et l'incidence du change.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'établissait à 394 millions de dollars, en hausse de 15 millions de dollars par rapport au trimestre précédent en raison de l'incidence du change et en baisse de 322 millions par rapport à il y a un an en raison surtout des remboursements de capital, contrebalancés en partie par l'incidence du change. Au 30 avril 2017, le total de l'actif des conduits multicédants s'élevait à 41,8 milliards de dollars (38,9 milliards au 31 janvier 2017; 38,4 milliards au 30 avril 2016). La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement des augmentations des prêts automobiles et crédit-bail automobile, du financement au secteur des transports et des cartes de crédit. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable à des augmentations des prêts automobiles et crédit-bail automobile, des cartes de crédit, du financement au secteur des transports et du financement des stocks des concessionnaires, qui ont été compensées par une baisse des titres adossés à des actifs.

Au 30 avril 2017, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'élevait à 27,8 milliards de dollars (25,8 milliards au 31 janvier 2017; 26,4 milliards au 30 avril 2016). Une tranche de 70 % (66 % au 31 janvier 2017; 67 % au 30 avril 2016) de l'ensemble de ce PCAA avait obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui ont évalué le PCAA, et la tranche restante du papier commercial avait obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation.

En octobre 2014, les organismes de réglementation fédéraux américains ont adopté des règlements visant l'application des règles de conservation des risques de crédit prescrites dans l'article 15G de la loi *Securities Exchange Act of 1934* (ajouté en vertu de l'article 941 de la loi Dodd-Frank) à l'égard des titres adossés à des actifs (les « règles de conservation des risques ») en vigueur pour la Banque le 24 décembre 2016. Afin de respecter les règles de conservation des risques, chaque jour entre le 24 décembre 2016 et le 30 avril 2017, nous avons détenu du PCAA des conduits multicédants américains gérés par RBC, dont le montant était équivalent à au moins 5 % du total du montant de capital du PCAA alors en cours et de toutes les avances au titre de la convention de prêt sous forme de liquidités. Au 30 avril 2017, la juste valeur du PCAA détenu s'élevait à 1,2 milliard de dollars (1,1 milliard au 31 janvier 2017; néant au 30 avril 2016). Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente, dans nos bilans consolidés.

Nous achetons également le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 30 avril 2017, la juste valeur de nos placements s'élevait à 6 millions de dollars, en baisse de

1 million de dollars par rapport à la clôture du trimestre précédent et de 5 millions par rapport à il y a un an. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

#### *Entités de financement structuré*

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 604 millions de dollars au 30 avril 2017 (530 millions au 31 janvier 2017; 520 millions au 30 avril 2016). Les augmentations par rapport au trimestre précédent et à un an plus tôt du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'expliquent principalement par l'achat de titres à enchères et par l'incidence du change.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales dans lesquelles nous détenons des participations, mais que nous ne consolidons pas du fait que les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations sont détenus par des tiers. Au 30 avril 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 2,0 milliards de dollars (1,6 milliard au 31 janvier 2017; 1,1 milliard au 30 avril 2016). L'augmentation, par rapport au dernier trimestre et à l'exercice précédent, du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique principalement par l'ajout de nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 30 avril 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés, qui était lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 950 millions de dollars (242 millions au 31 janvier 2017; 563 millions au 30 avril 2016). La hausse par rapport au dernier trimestre et à l'exercice précédent du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à l'augmentation de l'encours des facilités de financement.

#### *Fonds de placement*

Nous investissons dans des fonds de couverture surtout pour offrir aux clients l'exposition qu'ils souhaitent avoir à des fonds référencés. Lorsque nous investissons dans les fonds référencés, l'exposition aux fonds est simultanément transférée aux clients au moyen de transactions sur dérivés. Notre risque de perte maximal dans les fonds référencés se limite à nos placements dans les fonds. Au 30 avril 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés se chiffrait à 3,1 milliards de dollars (3,0 milliards au 31 janvier 2017; 2,6 milliards au 30 avril 2016). L'augmentation du risque de perte maximal en regard du dernier trimestre et de l'exercice précédent s'explique principalement par une intensification de l'activité des fonds.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Ces fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et investissent dans des portefeuilles d'obligations exonérées d'impôt. Au 30 avril 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fonds s'élevait à 283 millions de dollars (271 millions au 31 janvier 2017; 714 millions au 30 avril 2016). L'augmentation du risque de perte maximal en regard du dernier trimestre s'explique principalement par une hausse des engagements conclus au cours de la période. La diminution du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport à l'exercice précédent résulte principalement d'une diminution des engagements conclus pendant la période.

#### *Entités de titrisation de tiers*

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation non consolidées mises en place par des tiers, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 30 avril 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 7,0 milliards de dollars (7,8 milliards au 31 janvier 2017; 9,6 milliards au 30 avril 2016). La diminution du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport au trimestre dernier et à il y a un an est attribuable aux remboursements et à l'amortissement annulé en partie par de nouveaux placement et l'incidence du change.

#### **Garanties, engagement envers la clientèle de détail et engagements commerciaux**

Nous fournissons à nos clients des garanties et des engagements qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'établissait à 363,4 milliards de dollars au 30 avril 2017 (338,5 milliards au 31 janvier 2017; 330,6 milliards au 30 avril 2016). L'augmentation par rapport au trimestre précédent tient principalement à l'accroissement des engagements de crédit dans les autres engagements liés au crédit, à la croissance des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres, à la hausse des engagements de financement liés aux facilités de garantie de liquidités ainsi qu'à l'incidence du change. La hausse par rapport à l'exercice précédent est attribuable essentiellement à la croissance des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres, à l'accroissement des engagements de crédit dans les autres engagements liés au crédit et à l'incidence du change. Se reporter à la rubrique Risque de liquidité et risque de financement et à la note 26 des états financiers consolidés annuels audités de 2016 pour de plus amples renseignements sur nos garanties et engagements.

## Gestion du risque

## Risque de crédit

## Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur géographique

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2017	31 octobre 2016
	30 avril 2017								
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)			
En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)							
<b>Par portefeuille</b>									
Prêts hypothécaires résidentiels	259 973 \$	979 \$	203 \$	– \$	– \$	261 155 \$	258 281 \$	256 275 \$	
Prêts aux particuliers	92 950	85 365	248	–	–	178 563	176 088	176 138	
Prêts sur cartes de crédit	17 417	24 528	–	–	–	41 945	45 232	41 699	
Prêts aux petites entreprises (5)	3 828	7 195	6	–	–	11 029	10 168	10 071	
<b>Prêts de détail</b>	<b>374 168 \$</b>	<b>118 067 \$</b>	<b>457 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>492 692 \$</b>	<b>489 769 \$</b>	<b>484 183 \$</b>	
Prêt aux entreprises (5)									
Exploitations agricoles	6 921 \$	1 249 \$	73 \$	– \$	100 \$	8 343 \$	8 217 \$	8 008 \$	
Industrie automobile	8 456	5 828	367	–	547	15 198	14 654	14 128	
Biens de consommation	10 530	9 418	682	–	553	21 183	19 385	20 921	
Énergie									
Pétrole et gaz	5 977	10 790	1 729	–	1 320	19 816	19 663	19 860	
Services publics	6 003	15 161	3 280	–	1 445	25 889	25 140	26 618	
Produits financiers	8 163	2 656	394	680	577	12 470	11 596	13 015	
Produits forestiers	1 101	576	80	–	17	1 774	1 776	1 772	
Services de santé	7 392	4 529	1 825	–	586	14 332	14 227	14 001	
Sociétés de portefeuille et investissements	8 533	2 310	647	–	223	11 713	10 794	10 381	
Produits industriels	5 598	7 756	497	–	764	14 615	14 007	14 443	
Mines et métaux	1 404	3 767	1 124	–	191	6 486	6 134	6 374	
Services financiers non bancaires	10 169	14 413	16 219	320 712	43 697	405 210	353 807	328 500	
Autres services	15 557	8 256	4 458	965	659	29 895	36 798	34 414	
Immobilier et secteurs connexes	42 987	11 506	1 767	3	524	56 787	56 163	53 984	
Technologie et médias	9 606	13 083	715	91	1 874	25 369	26 193	28 952	
Transport et environnement	6 981	5 791	3 405	–	1 409	17 586	14 872	15 693	
Autres secteurs	4 411	25	2 797	1 673	557	9 463	17 001	15 568	
Organismes souverains (5)	10 766	11 511	107 980	39 173	13 850	183 280	157 379	157 596	
Banques (5)	4 296	1 532	128 885	106 153	24 679	265 545	264 018	252 983	
<b>Prêts de gros</b>	<b>174 851 \$</b>	<b>130 157 \$</b>	<b>276 924 \$</b>	<b>469 450 \$</b>	<b>93 572 \$</b>	<b>1 144 954 \$</b>	<b>1 071 824 \$</b>	<b>1 037 211 \$</b>	
<b>Risque total</b>	<b>549 019 \$</b>	<b>248 224 \$</b>	<b>277 381 \$</b>	<b>469 450 \$</b>	<b>93 572 \$</b>	<b>1 637 646 \$</b>	<b>1 561 593 \$</b>	<b>1 521 394 \$</b>	
<b>Par secteur géographique (6)</b>									
Canada	437 109 \$	155 940 \$	94 184 \$	68 256 \$	27 683 \$	783 172 \$	771 356 \$	767 638 \$	
États-Unis	80 687	68 874	73 329	257 099	14 549	494 538	457 052	449 729	
Europe	14 708	17 705	89 530	97 884	44 737	264 564	238 082	224 840	
Autres pays	16 515	5 705	20 338	46 211	6 603	95 372	95 103	79 187	
<b>Risque total</b>	<b>549 019 \$</b>	<b>248 224 \$</b>	<b>277 381 \$</b>	<b>469 450 \$</b>	<b>93 572 \$</b>	<b>1 637 646 \$</b>	<b>1 561 593 \$</b>	<b>1 521 394 \$</b>	

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2016 pour la définition de ces termes.

(6) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le risque de crédit brut total a augmenté de 76 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient principalement à l'incidence du change, à une hausse au chapitre de la mise en pension de titres et à un accroissement des dépôts auprès des banques centrales.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a grimpé de 3 milliards de dollars, ou 1 %, résultat attribuable principalement à la croissance des volumes dans les portefeuilles canadiens de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers, atténuée par une diminution du risque lié aux cartes de crédit non utilisées qui reflète les activités de titrisation.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 73 milliards de dollars, ou 7 %, surtout en raison de l'incidence du change, de la hausse au chapitre de la mise en pension de titres causée par une intensification des activités des clients et un

accroissement des dépôts auprès des banques centrales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une réduction du risque lié au secteur Autres services découlant de la diminution des garanties et des titres d'emprunt disponibles à la vente. Le taux d'utilisation des prêts de gros est resté stable en regard de celui du trimestre précédent qui se chiffrait à 39 %. Notre risque à l'égard des titres disponibles à la vente (portefeuille bancaire) visait à 96 % des titres de qualité investissement et à 4 % des titres de qualité inférieure.

Au 30 avril 2017, notre risque à l'égard des prêts et acceptations du secteur pétrolier et gazier se chiffrait à 16,8 milliards de dollars (16,6 milliards au 31 janvier 2017) et se composait de prêts en cours de 6,0 milliards de dollars (6,2 milliards au 31 janvier 2017) et d'engagements inutilisés de 10,8 milliards de dollars (10,4 milliards au 31 janvier 2017). Le portefeuille pétrolier et gazier représente 2,1 % (2,1 % au 31 janvier 2017) de notre portefeuille total de prêts et d'acceptations. Sur les 16,8 milliards de dollars liés au secteur pétrolier et gazier, 41 % représentaient des crédits de qualité investissement, tandis que 59 % correspondaient à des crédits de contreparties de qualité inférieure (respectivement 42 % et 58 % au 31 janvier 2017).

Le profil géographique de notre risque de crédit brut est resté relativement inchangé par rapport au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'établissait respectivement à 48 %, 30 %, 16 % et 6 % (respectivement 50 %, 29 %, 15 % et 6 % au 31 janvier 2017). La croissance aux États-Unis vient surtout de la hausse au chapitre de la mise en pension de titres et celle en Europe, de l'accroissement des dépôts auprès des banques centrales.

### Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client <sup>(1), (2)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au									31 janvier 2017	31 octobre 2016
	30 avril 2017										
	Type d'actif				Type de client						
Prêts en cours	Valeurs mobilières (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	Total		
Royaume-Uni	8 288 \$	14 285 \$	1 412 \$	1 349 \$	7 624 \$	9 992 \$	7 718 \$	25 334 \$	22 197 \$	17 956 \$	
Allemagne	852	10 906	–	257	9 441	1 403	1 171	12 015	11 577	11 273	
France	732	6 582	10	404	1 402	6 002	324	7 728	6 897	8 398	
<b>Total Royaume-Uni, Allemagne, France</b>	<b>9 872 \$</b>	<b>31 773 \$</b>	<b>1 422 \$</b>	<b>2 010 \$</b>	<b>18 467 \$</b>	<b>17 397 \$</b>	<b>9 213 \$</b>	<b>45 077 \$</b>	<b>40 671 \$</b>	<b>37 627 \$</b>	
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	
Irlande	527	38	79	47	131	8	552	691	901	880	
Italie	31	28	–	12	41	14	16	71	148	120	
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	20	16	
Espagne	286	106	–	4	79	–	317	396	339	446	
<b>Total – pays périphériques (4)</b>	<b>844 \$</b>	<b>172 \$</b>	<b>79 \$</b>	<b>63 \$</b>	<b>251 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>885 \$</b>	<b>1 158 \$</b>	<b>1 408 \$</b>	<b>1 462 \$</b>	
Luxembourg	1 100 \$	9 394 \$	1 \$	39 \$	783 \$	8 837 \$	914 \$	10 534 \$	6 847 \$	6 054 \$	
Pays-Bas	782	1 720	13	575	1 836	23	1 231	3 090	3 638	3 904	
Norvège	269	4 637	5	7	4 466	145	307	4 918	3 737	3 945	
Suède	118	4 197	1	27	3 214	967	162	4 343	4 159	4 168	
Suisse	365	2 257	120	23	675	1 993	97	2 765	1 709	2 271	
Autres	1 466	1 547	76	143	690	943	1 599	3 232	2 888	2 982	
<b>Total – autres pays d'Europe</b>	<b>4 100 \$</b>	<b>23 752 \$</b>	<b>216 \$</b>	<b>814 \$</b>	<b>11 664 \$</b>	<b>12 908 \$</b>	<b>4 310 \$</b>	<b>28 882 \$</b>	<b>22 978 \$</b>	<b>23 324 \$</b>	
<b>Risque net lié à l'Europe (5), (6)</b>	<b>14 816 \$</b>	<b>55 697 \$</b>	<b>1 717 \$</b>	<b>2 887 \$</b>	<b>30 382 \$</b>	<b>30 327 \$</b>	<b>14 408 \$</b>	<b>75 117 \$</b>	<b>65 057 \$</b>	<b>62 413 \$</b>	

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les expositions sont calculées selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 86,2 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (75,1 milliards au 31 janvier 2017) et 12,7 milliards de dollars à l'égard des dérivés (12,5 milliards au 31 janvier 2017).

(3) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,2 milliards de dollars (12,7 milliards au 31 janvier 2017), des dépôts de 27,1 milliards (17,8 milliards au 31 janvier 2017) et des titres disponibles à la vente de 15,4 milliards (15 milliards au 31 janvier 2017).

(4) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques d'Europe était de néant pour la Grèce (néant au 31 janvier 2017), de 18,9 milliards de dollars pour l'Irlande (22,2 milliards au 31 janvier 2017), de 0,2 milliard pour l'Italie (0,3 milliard au 31 janvier 2017), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 31 janvier 2017) et de 0,9 milliard pour l'Espagne (1 milliard au 31 janvier 2017).

(5) Exclut un risque de 2,2 milliards de dollars (2,2 milliards au 31 janvier 2017) lié aux organismes supranationaux.

(6) Reflète une tranche de 1,5 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,8 milliard au 31 janvier 2017).

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le risque de crédit net lié à l'Europe a progressé de 10,1 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du risque accru se rattachant au Luxembourg et au Royaume-Uni, surtout en raison de l'accroissement des dépôts auprès des banques centrales qui rend compte de nos activités de gestion des liquidités et du financement. Le risque net lié aux pays périphériques d'Europe, dont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible et le risque de crédit total a diminué de 0,3 milliard de dollars au cours du trimestre pour s'arrêter à 1,2 milliard.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée à l'égard de ce portefeuille pour le trimestre s'est chiffrée à 15 millions de dollars comparativement à 14 millions au dernier trimestre. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts correspond à 1,0 %, en hausse par rapport à 0,8 % au trimestre précédent.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2017					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Marge de crédit sur valeur nette (2)	
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 708 \$	59 %	5 466 \$	41 %	13 174 \$	2 026 \$
Québec	15 087	51	14 602	49	29 689	4 063
Ontario	45 204	44	58 629	56	103 833	16 673
Alberta	22 098	60	14 956	40	37 054	7 019
Saskatchewan et Manitoba	9 307	56	7 414	44	16 721	2 663
Colombie-Britannique et territoires	18 099	40	26 984	60	45 083	8 770
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>117 503 \$</b>	<b>48 %</b>	<b>128 051 \$</b>	<b>52 %</b>	<b>245 554 \$</b>	<b>41 214 \$</b>
États-Unis	2	–	11 145	100	11 147	1 557
Autres pays	12	–	3 213	100	3 225	2 277
<b>Total – autres pays</b>	<b>14 \$</b>	<b>–</b>	<b>14 358 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>14 372 \$</b>	<b>3 834 \$</b>
<b>Total</b>	<b>117 517 \$</b>	<b>45 %</b>	<b>142 409 \$</b>	<b>55 %</b>	<b>259 926 \$</b>	<b>45 048 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2017					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Marge de crédit sur valeur nette (2)	
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 558 \$	58 %	5 549 \$	42 %	13 107 \$	2 026 \$
Québec	14 356	49	14 930	51	29 286	4 020
Ontario	42 100	41	60 727	59	102 827	16 233
Alberta	21 458	58	15 654	42	37 112	6 991
Saskatchewan et Manitoba	8 848	53	7 868	47	16 716	2 652
Colombie-Britannique et territoires	17 189	38	27 711	62	44 900	8 587
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>111 509 \$</b>	<b>46 %</b>	<b>132 439 \$</b>	<b>54 %</b>	<b>243 948 \$</b>	<b>40 509 \$</b>
États-Unis	1	–	10 241	100	10 242	1 486
Autres pays	12	–	3 067	100	3 079	2 233
<b>Total – autres pays</b>	<b>13 \$</b>	<b>–</b>	<b>13 308 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>13 321 \$</b>	<b>3 719 \$</b>
<b>Total</b>	<b>111 522 \$</b>	<b>43 %</b>	<b>145 747 \$</b>	<b>57 %</b>	<b>257 269 \$</b>	<b>44 228 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 47 millions de dollars (55 millions au 31 janvier 2017).
- (2) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 246 milliards de dollars (244 milliards au 31 janvier 2017) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 221 milliards de dollars (219 milliards au 31 janvier 2017) et des prêts hypothécaires commerciaux de 6 milliards de dollars (6 milliards au 31 janvier 2017), dont une tranche de 3 milliards de dollars (3 milliards au 31 janvier 2017) est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 19 milliards de dollars (19 milliards au 31 janvier 2017) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 30 avril 2017, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 41 milliards de dollars (40 milliards au 31 janvier 2017). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 31 janvier 2017) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de seulement 7 % (7 % au 31 janvier 2017) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquitte uniquement les paiements d'intérêt prévus.

### Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Au					
	30 avril 2017			31 janvier 2017		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	74 %	43 %	72 %	73 %	43 %	72 %
De 25 à 30 ans	25	57	27	26	57	27
De 30 à 35 ans	1	–	1	1	–	1
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

### Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2017		le 31 janvier 2017		le 30 avril 2017	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	73 %	74 %	74 %	74 %	73 %	74 %
Québec	71	73	71	73	71	73
Ontario	69	67	70	67	70	67
Alberta	73	72	73	72	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	74	73	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	69	65	67	64	68	65
États-Unis	70	n.s.	70	n.s.	71	60
Autres pays	63	n.s.	63	n.s.	63	61
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour le trimestre (4), (5)	70 %	68 %	70 %	68 %	70 %	68 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	54 %	50 %	54 %	51 %	54 %	50 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, dont les ventes de propriétés comparables et les tendances des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, dont des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers.

## Rendement au chapitre de la qualité du crédit

## Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 31 janvier 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	262 \$	249 \$	279 \$	511 \$	563 \$
Gestion de patrimoine	15	13	7	28	12
Marchés des Capitaux	24	32	123	56	243
Services de soutien généraux et autres (1)	1	–	51	1	52
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>302 \$</b>	<b>294 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>596 \$</b>	<b>870 \$</b>
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	9 \$	6 \$	8 \$	15 \$	19 \$
Prêts aux particuliers	100	109	117	209	233
Prêts sur cartes de crédit	109	108	113	217	216
Prêts aux petites entreprises	8	7	9	15	17
Prêts de détail	226	230	247	456	485
Prêts de gros	28	11	45	39	162
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	254	241	292	495	647
États-Unis (2), (3)					
Prêts de détail	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Prêts de gros	42	42	112	84	150
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	43	42	112	85	150
Autres pays (2), (3)					
Prêts de détail	8 \$	2 \$	(1)\$	10 \$	19 \$
Prêts de gros	(3)	9	7	6	4
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	5	11	6	16	23
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>50</b>	<b>–</b>	<b>50</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>302 \$</b>	<b>294 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>596 \$</b>	<b>870 \$</b>
<b>Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>					
Ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,23 %	0,22 %	0,36 %	0,22 %	0,33 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux	0,23 %	0,22 %	0,32 %	0,22 %	0,31 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,27 %	0,25 %	0,30 %	0,26 %	0,30 %
Services bancaires canadiens	0,27 %	0,26 %	0,30 %	0,26 %	0,29 %
Services bancaires dans les Antilles	0,31 %	(0,06)%	0,32 %	0,12 %	0,61 %
Gestion de patrimoine	0,12 %	0,10 %	0,06 %	0,11 %	0,05 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts	0,11 %	0,10 %	0,04 %	0,10 %	0,03 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts dépréciés acquis	0,01 %	– %	0,02 %	0,01 %	0,02 %
Marchés des Capitaux	0,12 %	0,15 %	0,56 %	0,13 %	0,54 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Comprend les prêts dépréciés acquis.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 158 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à un an plus tôt et le ratio correspondant s'est établi à 23 points de base, s'étant amélioré de 13 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 17 millions de dollars, ou 6 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 27 points de base, s'étant amélioré de 3 points de base, en raison principalement de la diminution des dotations liées à nos portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers, ainsi que de la baisse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des dotations dans notre portefeuille canadien de prêts commerciaux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a fléchi de 99 millions de dollars, ou 80 %, en raison surtout de la diminution des dotations dans le secteur pétrolier et gazier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine s'est accrue de 8 millions de dollars, du fait essentiellement de la hausse des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a reculé de 50 millions de dollars, la période correspondante de l'exercice précédent tenant compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 8 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent et le ratio correspondant s'est établi à 23 points de base, en hausse de 1 point de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 13 millions de dollars, ou 5 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 27 points de base, en hausse de 2 points de base, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada, de l'augmentation des radiations liées à notre portefeuille canadien de prêts sur cartes de crédit ainsi que de la hausse des dotations dans nos portefeuilles de prêts des Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des dotations dans nos portefeuilles de prêts aux particuliers du Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 2 millions de dollars, ou 15 %, en raison de la hausse des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 8 millions de dollars, ou 25 %, le trimestre précédent faisant étant d'une dotation dans un compte dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe. Cette baisse a été atténuée par une diminution des recouvrements dans le secteur pétrolier et gazier au trimestre considéré.

### **Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 274 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent et le ratio correspondant s'est établi à 22 points de base, en hausse de 11 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 52 millions de dollars, ou 9 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 26 points de base, en hausse de 4 points de base, en raison principalement de la diminution des dotations dans nos portefeuilles de prêts canadiens, ainsi que de l'augmentation des recouvrements et de la baisse des dotations dans les portefeuilles de prêts antillais.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 187 millions de dollars, ou 77 %, essentiellement du fait des recouvrements nets dans le secteur pétrolier et gazier, atténués par une dotation comptabilisée à l'égard d'un compte dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 16 millions de dollars, en raison de l'accroissement des dotations liées au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a fléchi de 51 millions de dollars, la période de l'exercice précédent faisant étant d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016
<b>Services bancaires aux particuliers et aux entreprises</b>	<b>1 543 \$</b>	<b>1 537 \$</b>	<b>1 731 \$</b>
Gestion de patrimoine (1)	706	610	736
Marchés des Capitaux	984	1 396	1 234
Services aux investisseurs et de trésorerie	–	–	2
Services de soutien généraux et autres	16	16	–
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>3 249 \$</b>	<b>3 559 \$</b>	<b>3 703 \$</b>
<b>Canada (2)</b>			
Prêts de détail	611 \$	639 \$	651 \$
Prêts de gros	405	427	591
<b>Montant brut des prêts douteux</b>	<b>1 016</b>	<b>1 066</b>	<b>1 242</b>
<b>États-Unis (1), (2)</b>			
Prêts de détail	76 \$	50 \$	42 \$
Prêts de gros	1 243	1 653	1 568
<b>Montant brut des prêts douteux</b>	<b>1 319</b>	<b>1 703</b>	<b>1 610</b>
<b>Autres pays (2)</b>			
Prêts de détail	373 \$	355 \$	330 \$
Prêts de gros	541	435	521
<b>Montant brut des prêts douteux</b>	<b>914</b>	<b>790</b>	<b>851</b>
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>3 249 \$</b>	<b>3 559 \$</b>	<b>3 703 \$</b>
<b>Prêts douteux, solde d'ouverture</b>	<b>3 559 \$</b>	<b>3 903 \$</b>	<b>3 120 \$</b>
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (3)	601	649	1 378
Remboursements nets (3)	(220)	(434)	(148)
Montants radiés	(354)	(336)	(345)
Autres (3), (4)	(337)	(223)	(302)
<b>Prêts douteux, solde à la fin de la période</b>	<b>3 249 \$</b>	<b>3 559 \$</b>	<b>3 703 \$</b>
<b>Ratio du montant brut des prêts douteux (5)</b>			
<b>Ratio total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>0,59 %</b>	<b>0,66 %</b>	<b>0,71 %</b>
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,39 %	0,39 %	0,45 %
Services bancaires canadiens	0,25 %	0,26 %	0,28 %
Services bancaires dans les Antilles	6,87 %	6,70 %	8,14 %
Gestion de patrimoine	1,36 %	1,20 %	1,54 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts	0,72 %	0,52 %	0,43 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts dépréciés acquis	0,64 %	0,68 %	1,11 %
Marchés des Capitaux	1,18 %	1,66 %	1,38 %

(1) Y compris 331 millions de dollars (348 millions au 31 janvier 2017; 531 millions au 30 avril 2016) relativement à des prêts dépréciés acquis. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(4) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus et des variations du taux de change et autres variations.

(5) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

**Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016**

Le montant brut total des prêts douteux s'est replié de 454 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à il y a un an, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux total s'est amélioré de 12 points de base pour se fixer à 59 points de base, ce qui rend essentiellement compte de la diminution des prêts douteux dans notre portefeuille du secteur Marchés des Capitaux. En outre, le montant brut total des prêts douteux incluait des prêts dépréciés acquis de 331 millions de dollars en lien avec City National, ce qui a contribué à hauteur de 6 points de base au ratio du montant brut des prêts douteux. Pour en savoir davantage sur les prêts dépréciés acquis, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 188 millions de dollars, ou 11 %, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux s'est amélioré de 6 points de base pour atteindre 39 points de base, en raison surtout de la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts commerciaux du Canada et des Antilles, faisant état de l'accroissement des remboursements, ainsi que de la diminution des prêts douteux dans notre portefeuille canadien de prêts aux particuliers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse des prêts douteux dans les portefeuilles antillais de prêts aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 250 millions de dollars par suite essentiellement de la baisse des prêts douteux dans le secteur pétrolier et gazier, atténuée par un prêt douteux dans un compte dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 30 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout d'une réduction des prêts dépréciés acquis en lien avec City National, annulée partiellement par une hausse des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le montant brut total des prêts douteux a fléchi de 310 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, alors que le ratio correspondant, soit 59 points de base, s'est amélioré de 7 points.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 6 millions de dollars, et le ratio correspondant de 39 points de base est demeuré le même qu'au trimestre précédent, ce qui est attribuable essentiellement à la hausse des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts des Antilles et nos portefeuilles canadiens de prêts commerciaux, atténuée par la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 412 millions de dollars, ou 30 %, par suite surtout des prêts du portefeuille pétrolier et gazier qui sont redevenus productifs.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a grimpé de 96 millions de dollars, ou 16 %, en raison surtout de prêts douteux dans un compte du secteur Gestion de patrimoine – International et de la hausse des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des prêts dépréciés acquis liés à City National.

### Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2017	31 janvier 2017	30 avril 2016
<b>Provision pour prêts douteux</b>			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	494 \$	496 \$	544 \$
Gestion de patrimoine (1)	93	75	53
Marchés des Capitaux	241	243	251
Services aux investisseurs et de trésorerie	–	–	2
Services de soutien généraux et autres	1	1	–
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>829 \$</b>	<b>815 \$</b>	<b>850 \$</b>
<b>Canada (2)</b>			
Prêts de détail	145 \$	156 \$	156 \$
Prêts de gros	121	119	214
<b>Provision pour prêts douteux</b>	<b>266</b>	<b>275</b>	<b>370</b>
<b>États-Unis (1), (2)</b>			
Prêts de détail	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	209	195	149
<b>Provision pour prêts douteux</b>	<b>210</b>	<b>196</b>	<b>150</b>
<b>Autres pays (2)</b>			
Prêts de détail	180 \$	169 \$	165 \$
Prêts de gros	173	175	165
<b>Provision pour prêts douteux</b>	<b>353</b>	<b>344</b>	<b>330</b>
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>829 \$</b>	<b>815 \$</b>	<b>850 \$</b>
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 520	1 515	1 512
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 349 \$</b>	<b>2 330 \$</b>	<b>2 362 \$</b>

(1) Depuis le premier trimestre de 2016, comprend la provision pour pertes sur créances liée aux prêts dépréciés acquis issus de l'acquisition de City National.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 13 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt en raison surtout de la diminution de la provision pour pertes sur créances des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, en partie contrebalancée par une augmentation de la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 19 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, du fait de l'augmentation de la provision pour pertes sur créances pour le secteur Gestion de patrimoine qui a été neutralisée en partie par la diminution de la provision pour pertes sur créances des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

### Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif

touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2016. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en périodes de tensions. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2016.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, la Banque évalue deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis celle décrite dans notre rapport annuel 2016.

## Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

### VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2017				31 janvier 2017		30 avril 2016	
	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Capitaux propres	13 \$	13 \$	21 \$	9 \$	14 \$	13 \$	13 \$	18 \$
Change	4	4	6	3	4	5	5	5
Marchandises	3	4	5	3	3	3	2	3
Taux d'intérêt (1)	18	18	23	14	15	15	18	22
Risque de crédit spécifique (2)	4	4	5	4	5	4	7	5
Effet de diversification (3)	(15)	(18)	(22)	(12)	(19)	(17)	(15)	(16)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>27 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>19 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>37 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>47 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>52 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>86 \$</b>	<b>102 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2017				30 avril 2016	
	Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Capitaux propres	13 \$	13 \$	24 \$	8 \$	13 \$	20 \$
Change	4	4	6	3	5	5
Marchandises	3	3	5	2	2	3
Taux d'intérêt (1)	18	17	23	13	18	23
Risque de crédit spécifique (2)	4	4	5	4	7	5
Effet de diversification (3)	(15)	(17)	(23)	(12)	(15)	(17)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>27 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>39 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>47 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>76 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>86 \$</b>	<b>104 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 25 millions de dollars, en baisse de 12 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison du faible risque lié aux capitaux propres, surtout attribuable à des marchés de dérivés sur actions moins volatils, et de la baisse de la moyenne de la VAR liée au taux d'intérêt découlant de la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés au cours de la dernière partie de l'exercice 2016. L'incidence du change a également contribué à la diminution.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 50 millions de dollars, en baisse de 52 millions par rapport à il y a un an, surtout à cause de la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés mentionnée plus haut, de l'amélioration du risque de certains portefeuilles d'activités de négociation existants et de l'incidence du change.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 25 millions de dollars, pratiquement inchangée par rapport au trimestre précédent, du fait du maintien d'une faible exposition depuis le dernier trimestre. Une hausse modérée de la VAR liée au taux d'intérêt découle de l'augmentation des placements en titres à revenu fixe au trimestre considéré.

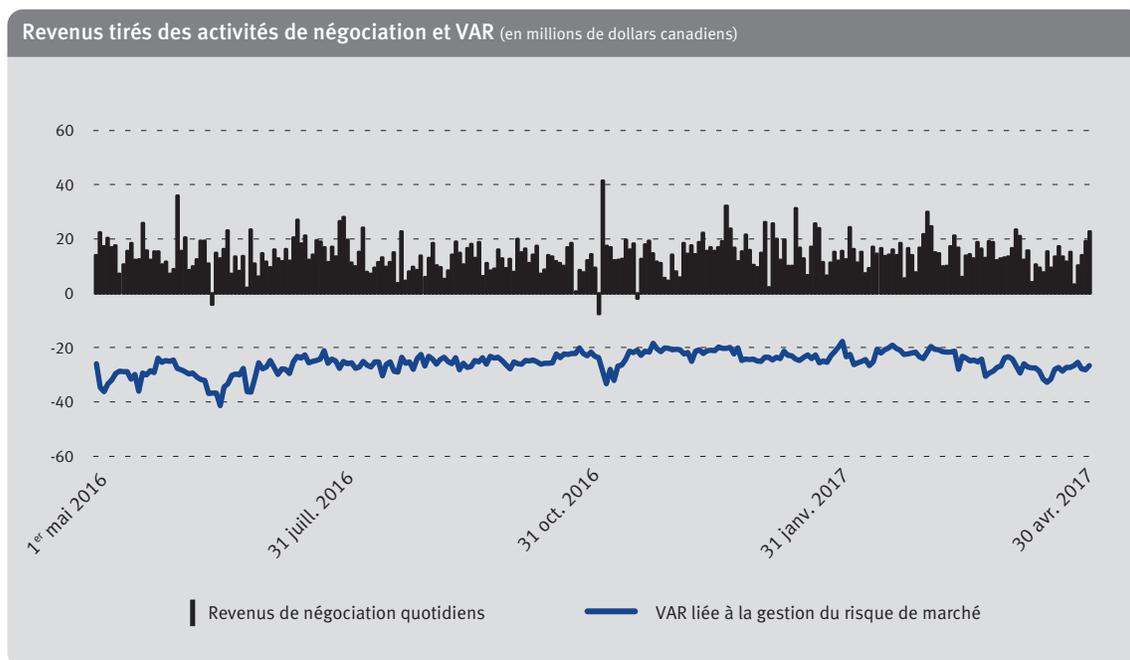
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 50 millions de dollars, en baisse de 5 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'activité de couverture des portefeuilles d'actions.

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 24 millions de dollars, en baisse de 15 millions par rapport à un an plus tôt, en raison surtout de la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés et de la diminution du risque lié aux actions mentionnées plus haut, ainsi que de l'incidence du change.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 53 millions de dollars, en baisse de 51 millions par rapport à il y a un an, reflétant surtout les facteurs susmentionnés dans le paragraphe sur la moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette, comparativement à une (1) séance de perte totalisant 2 millions de dollars au premier trimestre de 2017.



### Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2017, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 9,3 milliards de dollars, en hausse par rapport à 8,8 milliards à la clôture du trimestre précédent, et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 7,1 milliards de dollars à l'appui des passifs, en baisse par rapport à 6,6 milliards à la clôture du dernier trimestre.

## Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur le bilan structurel de la Banque d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux plancher sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des statistiques de mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2017						31 janvier 2017		30 avril 2016	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – Dollar canadien	Incidence – Dollar américain (2)	Total	Incidence – Dollar canadien	Incidence – Dollar américain (2)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 061)\$	(147)\$	(1 208)\$	319 \$	152 \$	471 \$	(1 304)\$	414 \$	(1 192)\$	421 \$
diminution des taux de 100 p.b.	797	(142)	655	(400)	(177)	(577)	860	(553)	571	(450)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 30 avril 2017, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 points de base aurait eu une incidence négative de 577 millions de dollars sur le revenu net d'intérêt de la Banque, en hausse par rapport à 553 millions au dernier trimestre. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 points de base à la fin de la période close le 30 avril 2017 aurait eu une incidence négative de 1 208 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en baisse par rapport à 1 304 millions au dernier trimestre. L'augmentation d'un trimestre à l'autre du risque lié au revenu net d'intérêt résulte surtout d'une hausse des actifs sensibles aux taux d'intérêt. La baisse du risque lié à la valeur économique des capitaux propres d'un trimestre à l'autre est principalement imputable à une réduction correspondante des actifs à taux fixe à terme. Au cours du deuxième trimestre de 2017, le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

## Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

### Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente s'établissaient à 72 milliards de dollars au 30 avril 2017, contre 68 milliards au 31 janvier 2017. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente principalement à des fins de placement, ainsi que pour gérer le risque de liquidité et couvrir le risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Au 30 avril 2017, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 12,1 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 26,2 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un point de base des écarts de taux. La valeur des titres disponibles à la vente pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 30 avril 2017 s'établissait à 49,1 milliards de dollars. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,5 milliard de dollars au 30 avril 2017, montant inchangé par rapport au trimestre précédent.

### Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 4,3 milliards de dollars au 30 avril 2017, en hausse par rapport à 3,5 milliards de dollars à la clôture du trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 3,3 milliards de dollars, en baisse par rapport à 3,6 milliards à la clôture du trimestre précédent.

### Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée qui s'établissaient à 1,5 milliard de dollars au 30 avril 2017, en baisse par rapport à 1,9 milliard de dollars au 31 janvier 2017, et des passifs dérivés de 1,7 milliard de dollars au 30 avril 2017, en hausse par rapport à 1,6 milliard à la clôture du trimestre précédent. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié à nos titres disponibles à la vente et au taux d'intérêt structurel. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements, représentait un montant de 6,1 millions de dollars au 30 avril 2017, contre 6,8 millions de dollars au 31 janvier 2017.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

#### **Autres dérivés non détenus à des fins de transaction**

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée, afin de gérer les risques liés aux activités autres que de négociation. Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les actifs dérivés s'établissaient à 2,8 milliards de dollars au 30 avril 2017 pour ces transactions, en hausse par rapport à 1,6 milliard de dollars au 31 janvier 2017, et les passifs dérivés se chiffraient à 1,6 milliard de dollars au 30 avril 2017, en baisse par rapport à 2,0 milliards de dollars à la clôture du trimestre précédent.

#### **Risque de change lié aux activités autres que de négociation**

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants sont liés à la livre sterling et à l'euro, et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2016.

**Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan**

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	30 518 \$	21 499 \$	9 019 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (4)	25 875	12 686	13 189	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	132 370	125 226	7 144	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	87 035	–	87 035	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	216 931	216 658	273	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	374 168	10 375	363 793	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	160 352	4 404	155 948	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 258)	–	(2 258)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	1 096	–	1 096	Taux d'intérêt
Dérivés	100 763	96 422	4 341	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	69 755	23 801	45 954	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	<b>6 314</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 202 919 \$</b>	<b>511 071 \$</b>	<b>685 534 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	785 583 \$	77 213 \$	708 370 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	1 096	–	1 096	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 331	37 331	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	127 955	127 955	–	Taux d'intérêt
Dérivés	99 031	95 682	3 349	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	59 938	19 813	40 125	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	9 646	–	9 646	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (16)</b>	<b>9 171</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 129 751 \$</b>	<b>357 994 \$</b>	<b>762 586 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>73 168 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 202 919 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

- (3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 7 497 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 522 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.
- (4) Des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques de 13 189 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 144 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.
- (6) Comprend des titres disponibles à la vente de 71 683 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 15 352 millions de dollars. Une tranche de 64 482 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 896 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 20 657 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.
- (7) Les actifs achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 273 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (8) Les prêts de détail comprennent un montant de 363 514 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 279 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (9) Les prêts de gros comprennent un montant de 154 466 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 482 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (11) Les autres actifs comprennent un montant de 43 516 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 438 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 314 millions de dollars.
- (13) Les dépôts comprennent un montant de 651 222 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 57 148 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.
- (14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (15) Les autres passifs comprennent un montant de 9 921 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 30 204 millions de dollars utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.
- (16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 9 171 millions de dollars.

Au 31 janvier 2017

(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	25 363 \$	17 047 \$	8 316 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (4)	22 380	13 404	8 976	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	142 192	135 516	6 676	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	82 635	–	82 635	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	197 285	197 024	261	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	370 161	9 179	360 982	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	154 088	3 569	150 519	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 239)	–	(2 239)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	1 021	–	1 021	Taux d'intérêt
Dérivés	97 419	93 932	3 487	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	66 333	20 676	45 657	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	<b>5 128</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 161 766 \$</b>	<b>490 347 \$</b>	<b>666 291 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	757 512 \$	74 566 \$	682 946 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	1 021	–	1 021	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 969	37 969	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	123 474	123 474	–	Taux d'intérêt
Dérivés	95 646	92 026	3 620	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	59 459	18 302	41 157	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 487	–	9 487	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (16)</b>	<b>5 047</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 089 615 \$</b>	<b>346 337 \$</b>	<b>738 231 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>72 151 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 161 766 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 8 289 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 27 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques de 8 976 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 603 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 67 717 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 14 918 millions de dollars. Une tranche de 61 647 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 887 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 19 101 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les actifs achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 261 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 360 711 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 271 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(9) Les prêts de détail comprennent un montant de 149 061 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 458 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 43 267 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 390 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 5 128 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 630 290 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 52 656 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les autres passifs comprennent un montant de 9 397 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 31 760 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 5 047 millions de dollars.

## Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est conçu de manière à nous assurer que nous disposons de suffisamment de liquidités pour satisfaire à nos engagements actuels et éventuels dans des conditions commerciales normales et dans des périodes de tensions. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2016.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre goût du risque.

### Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidité est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par ces banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Fed, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) peuvent être respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Ils représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. Les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la considérons pas pour le calcul de notre réserve de liquidité.

## Réserve de liquidités

	Au 30 avril 2017				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	39 388 \$	– \$	39 388 \$	2 175 \$	37 213 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 495	–	2 495	261	2 234
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	319 742	26 437	346 179	202 457	143 722
Autres titres	145 968	42 672	188 640	68 225	120 415
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	583	–	583	–	583
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	13 993	–	13 993	–	13 993
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5), (6)	90 989	–	90 989	–	90 989
Autres actifs liquides (7)	22 369	–	22 369	22 369	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>635 527 \$</b>	<b>69 109 \$</b>	<b>704 636 \$</b>	<b>295 487 \$</b>	<b>409 149 \$</b>

	Au 31 janvier 2017				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	36 448 \$	– \$	36 448 \$	1 743 \$	34 705 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 376	–	2 376	231	2 145
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	316 673	26 524	343 197	196 645	146 552
Autres titres	140 682	37 750	178 432	64 709	113 723
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	578	–	578	–	578
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	13 203	–	13 203	–	13 203
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5), (6)	89 487	–	89 487	–	89 487
Autres actifs liquides (7)	19 480	–	19 480	19 480	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>618 927 \$</b>	<b>64 274 \$</b>	<b>683 201 \$</b>	<b>282 808 \$</b>	<b>400 393 \$</b>

	Au	
	30 avril 2017	31 janvier 2017
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada (6)	206 435 \$	206 104 \$
Succursales à l'étranger	63 929	61 514
Filiales	138 785	132 775
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>409 149 \$</b>	<b>400 393 \$</b>

- (1) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque et des garanties reçues par l'entremise de conventions de revente.
- (2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (3) Inclut les titres à enchères.
- (4) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (Federal Reserve Bank). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (5) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (6) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (7) Représente les garanties dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés des capitaux; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier la composition de l'actif liquide utilisé dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidité est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le total des actifs liquides s'est accru de 21 milliards de dollars, en raison essentiellement d'une hausse du solde de titres reçus en garantie dans le cadre de conventions de revente et de transactions de financement contre sûretés.

## Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la trésorerie, des valeurs mobilières et des autres actifs, et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent être monétisés, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des titres négociables. Au 30 avril 2017, nos actifs disponibles à titre de garantie non grevés comptaient pour 34 % du total de nos actifs (34 % au 31 janvier 2017).

## Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	30 avril 2017					31 janvier 2017				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	2 175 \$	28 343 \$	– \$	30 518 \$	– \$	1 743 \$	23 620 \$	– \$	25 363 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	261	25 614	–	25 875	–	231	22 149	–	22 380
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	53 063	–	78 383	924	132 370	53 245	–	87 431	1 516	142 192
Titres disponibles à la vente	3 309	–	79 954	3 772	87 035	3 207	–	76 656	2 772	82 635
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	223 039	–	94 416	15 850	333 305	213 421	–	81 826	14 521	309 768
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	35 585	–	34 746	–	70 331	34 238	–	35 155	–	69 393
Prêts hypothécaires	41 094	–	14 312	134 236	189 642	41 120	–	12 991	133 820	187 931
Prêts autres qu'hypothécaires (5)	10 315	–	65 569	38 311	114 195	8 979	–	64 595	39 263	112 837
Prêts de gros (5)	3 705	–	25 984	130 663	160 352	3 563	–	26 268	124 257	154 088
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 258)	(2 258)	–	–	–	(2 239)	(2 239)
Actifs nets des fonds distincts	–	–	–	1 096	1 096	–	–	–	1 021	1 021
Autres – Dérivés	–	–	–	100 763	100 763	–	–	–	97 419	97 419
– Autres (6)	22 369	–	–	53 700	76 069	19 480	–	–	51 981	71 461
<b>Total de l'actif</b>	<b>392 479 \$</b>	<b>2 436 \$</b>	<b>447 321 \$</b>	<b>477 057 \$</b>	<b>1 319 293 \$</b>	<b>377 253 \$</b>	<b>1 974 \$</b>	<b>430 691 \$</b>	<b>464 331 \$</b>	<b>1 274 249 \$</b>

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté imposées par les banques centrales.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.

(5) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(6) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

### Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2017, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 520 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (505 milliards, ou 55 %, au 31 janvier 2017). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation des actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

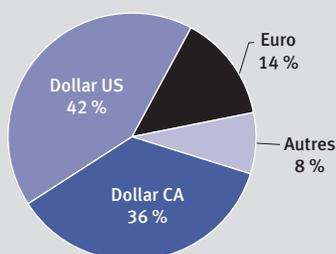
#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars américains</li> <li>Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 15 milliards de dollars américains (1)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars américains</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

(1) Sous réserve de la limite prévue par le programme mondial d'obligations sécurisées, qui est établie à 32 milliards d'euros. En raison de l'édiction de la Regulation AB II de la SEC aux États-Unis en date du 23 novembre 2016, nous ne sommes plus en mesure d'émettre de nouvelles séries d'obligations sécurisées inscrites à la SEC dans le cadre du programme actuel.

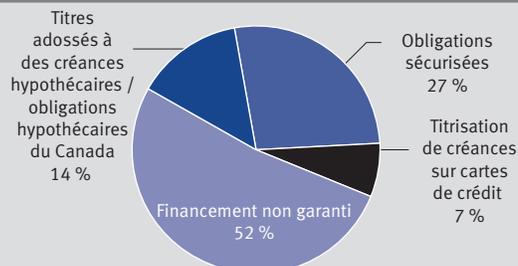
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme<sup>(1)</sup> par monnaie d'émission (150 milliards de dollars au 30 avril 2017)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme<sup>(1)</sup> par produit (150 milliards de dollars au 30 avril 2017)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Le tableau ci-après illustre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance et il représente une divulgation accrue de renseignements :

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – Total partiel	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	7 349 \$	173 \$	48 \$	14 \$	7 584 \$	– \$	– \$	7 584 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	1 100	6 876	13 145	10 726	31 847	639	–	32 486
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	1 211	2 319	3 904	3 015	10 449	–	–	10 449
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	44	2 307	4 458	6 218	13 027	26 356	40 488	79 871
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	115	240	338	1 246	1 939	2 112	7 124	11 175
Titrisation de prêts hypothécaires	–	651	783	1 881	3 315	4 545	12 546	20 406
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	1 843	4 095	4 529	10 467	11 121	29 386	50 974
Passif subordonné	–	123	–	–	123	–	9 509	9 632
Autres <sup>(7)</sup>	2 344	1 432	1 432	914	6 122	12	5 079	11 213
<b>Total</b>	<b>12 163 \$</b>	<b>15 964 \$</b>	<b>28 203 \$</b>	<b>28 543 \$</b>	<b>84 873 \$</b>	<b>44 785 \$</b>	<b>104 132 \$</b>	<b>233 790 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	2 793 \$	6 081 \$	8 782 \$	9 425 \$	27 081 \$	15 666 \$	41 931 \$	84 678 \$
– Financement non garanti	9 370	9 883	19 421	19 118	57 792	29 119	62 201	149 112

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – Total partiel	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	4 299 \$	49 \$	33 \$	30 \$	4 411 \$	– \$	– \$	4 411 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 894	5 272	6 987	12 155	30 308	1 144	52	31 504
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	1 149	2 142	3 764	2 894	9 949	–	–	9 949
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	2 941	4 514	2 238	6 941	16 634	21 398	41 728	79 760
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	45	163	358	579	1 145	2 451	7 108	10 704
Titrisation de prêts hypothécaires	–	514	651	1 354	2 519	5 330	12 370	20 219
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	608	1 757	6 473	8 838	7 798	30 545	47 181
Passif subordonné	–	–	115	–	115	–	9 384	9 499
Autres <sup>(7)</sup>	1 861	1 278	120	2 170	5 429	9	4 885	10 323
<b>Total</b>	<b>16 189 \$</b>	<b>14 540 \$</b>	<b>16 023 \$</b>	<b>32 596 \$</b>	<b>79 348 \$</b>	<b>38 130 \$</b>	<b>106 072 \$</b>	<b>223 550 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	2 471 \$	4 468 \$	6 172 \$	10 721 \$	23 832 \$	13 128 \$	42 915 \$	79 875 \$
– Financement non garanti	13 718	10 072	9 851	21 875	55 516	25 002	63 157	143 675

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 2 850 millions de dollars (2 526 millions au 31 janvier 2017), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 483 millions de dollars (3 103 millions au 31 janvier 2017) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 4 880 millions de dollars (4 694 millions au 31 janvier 2017).

### Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau ci-après présente nos principales notations<sup>(1)</sup> :

#### Notations

	Au 24 mai 2017		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's <sup>(2)</sup>	P-1	A1	<b>négative</b>
Standard & Poor's <sup>(3)</sup>	A-1+	AA-	<b>négative</b>
Fitch Ratings <sup>(4)</sup>	F1+	AA-	<b>négative</b>
Dominion Bond Rating Services <sup>(5)</sup>	R-1 (élevée)	AA	<b>négative</b>

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 10 mai 2017, Moody's a abaissé d'un cran la notation de notre dette de premier rang à long terme, tout comme celle de nos homologues canadiens (grandes banques), et ce, en raison des modifications qu'elle a apportées au profil macroéconomique du Canada. Par ailleurs, Moody's a confirmé notre perspective négative.

(3) Le 6 juin 2016, S&P a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.

(4) Le 25 janvier 2016, Fitch Ratings a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.

(5) Le 20 mai 2015, DBRS a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.

*Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations*

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

**Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations**

	Au					
	30 avril 2017			31 janvier 2017		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
(en millions de dollars canadiens)						
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	307 \$	119 \$	306 \$	602 \$	139 \$	382 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	276	65	–	268	72	–

(1) Comprennent les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Après la révision à la baisse par Moody's le 10 mai 2017, nous avons connu une augmentation peu significative des actifs donnés en garantie attribuable surtout à de nouvelles fluctuations des marchés.

**Ratio de liquidité à court terme**

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 % à l'heure actuelle.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

**Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme** <sup>(1)</sup>

	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2017		le 31 janvier 2017	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>				
Total des actifs liquides de haute qualité		197 162		204 885
<b>Sorties de trésorerie</b>				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> <sup>(3)</sup>	231 401	18 162	231 747	18 183
<i>Dépôts moins stables</i>	71 116	2 133	71 308	2 139
<i>Dépôts moins stables</i>	160 285	16 028	160 439	16 044
Financement de gros non garanti, dont :	240 059	102 723	241 522	105 606
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> <sup>(4)</sup>	106 249	25 601	105 417	25 382
<i>Dépôts non opérationnels</i>	118 011	61 323	119 045	63 165
<i>Dettes non garanties</i>	15 799	15 799	17 060	17 060
Financement de gros garanti		24 104		24 023
Exigences supplémentaires, dont :	228 674	68 832	228 314	67 752
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	60 723	37 195	61 055	35 594
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	6 144	6 144	6 124	6 124
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	161 807	25 492	161 134	26 034
Autres obligations de financement contractuelles <sup>(5)</sup>	31 689	31 689	35 186	35 186
Autres obligations de financement conditionnelles <sup>(6)</sup>	445 906	6 904	446 246	6 784
<b>Total des sorties de trésorerie</b>		<b>252 414</b>		<b>257 535</b>
<b>Entrées de trésorerie</b>				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	137 709	36 084	125 027	34 130
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10 421	6 957	10 850	7 357
Autres entrées de trésorerie	49 133	49 133	49 063	49 063
<b>Total des entrées de trésorerie</b>		<b>92 174</b>		<b>90 550</b>
		<b>Total de la valeur ajustée</b>		<b>Total de la valeur ajustée</b>
Total des actifs liquides de haute qualité		197 162		204 885
Total des sorties de trésorerie nettes		160 239		166 984
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		<b>123 %</b>		<b>123 %</b>

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2017 correspond à une moyenne de 61 positions quotidiennes (62 positions quotidiennes pour le trimestre clos le 31 janvier 2017).
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnel, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnel comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidités à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète la tolérance de la direction au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 80 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché à laquelle la Banque pourrait, selon la direction, avoir accès advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 avril 2017 est la même que celle du trimestre précédent, soit 123 %, ce qui représente un excédent d'environ 37 milliards de dollars.

## Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	54 372 \$	13 \$	23 \$	200 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	1 785 \$	56 393 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 293	–	25	12	20	62	56	5 969	29 933	132 370
Titres disponibles à la vente	1 864	2 799	1 771	1 953	4 121	8 480	25 081	39 366	1 600	87 035
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	91 678	54 200	25 567	14 477	15 648	7 999	36	–	7 326	216 931
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 261	18 250	21 575	21 379	24 727	107 157	197 165	40 701	86 047	532 262
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 350	5 120	23	–	–	–	6	–	–	14 499
Dérivés	5 832	7 920	4 839	5 050	3 528	10 240	21 919	41 435	–	100 763
Autres actifs financiers	28 544	830	454	226	67	99	146	180	1 732	32 278
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>303 194 \$</b>	<b>89 132 \$</b>	<b>54 277 \$</b>	<b>43 297 \$</b>	<b>48 111 \$</b>	<b>134 037 \$</b>	<b>244 409 \$</b>	<b>127 651 \$</b>	<b>128 423 \$</b>	<b>1 172 531 \$</b>
Autres actifs non financiers	1 663	1 071	136	968	75	1 198	3 550	2 148	19 579	30 388
<b>Total de l'actif</b>	<b>304 857 \$</b>	<b>90 203 \$</b>	<b>54 413 \$</b>	<b>44 265 \$</b>	<b>48 186 \$</b>	<b>135 235 \$</b>	<b>247 959 \$</b>	<b>129 799 \$</b>	<b>148 002 \$</b>	<b>1 202 919 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	37 401 \$	24 355 \$	31 866 \$	25 251 \$	28 232 \$	44 808 \$	51 692 \$	14 712 \$	427 516 \$	685 833 \$
Emprunts garantis	1 229	6 302	5 178	3 862	3 902	9 315	21 333	7 078	–	58 199
Obligations sécurisées	–	–	3 407	1 923	1 119	9 012	23 322	2 768	–	41 551
Autres										
Acceptations	9 350	5 120	23	–	–	–	6	–	–	14 499
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 331	–	–	–	–	–	–	–	–	37 331
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	73 424	45 487	1 201	–	245	9	13	–	7 576	127 955
Dérivés	7 105	8 327	4 408	5 073	3 478	10 771	21 720	38 132	17	99 031
Autres passifs financiers	24 033	1 176	446	199	243	148	1 097	3 738	422	31 502
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	115	9 531	–	9 646
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>189 873 \$</b>	<b>90 767 \$</b>	<b>46 529 \$</b>	<b>36 308 \$</b>	<b>37 219 \$</b>	<b>74 063 \$</b>	<b>119 298 \$</b>	<b>75 959 \$</b>	<b>435 531 \$</b>	<b>1 105 547 \$</b>
Autres passifs non financiers	773	655	140	2 043	258	2 492	816	8 711	8 316	24 204
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	73 168	73 168
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>190 646 \$</b>	<b>91 422 \$</b>	<b>46 669 \$</b>	<b>38 351 \$</b>	<b>37 477 \$</b>	<b>76 555 \$</b>	<b>120 114 \$</b>	<b>84 670 \$</b>	<b>517 015 \$</b>	<b>1 202 919 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	723 \$	2 413 \$	1 142 \$	3 720 \$	1 828 \$	1 597 \$	6 244 \$	974 \$	65 \$	18 706 \$
Engagements en vertu de baux	63	126	188	184	179	709	1 574	2 957	–	5 980
Engagements de crédit	2 664	5 339	11 046	8 965	11 425	32 307	140 087	16 582	6 944	235 359
Autres engagements liés au crédit	379	884	1 094	1 178	1 459	795	733	285	101 178	107 985
Autres engagements	694	–	237	–	–	–	–	–	428	1 359
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>4 523 \$</b>	<b>8 762 \$</b>	<b>13 707 \$</b>	<b>14 047 \$</b>	<b>14 891 \$</b>	<b>35 408 \$</b>	<b>148 638 \$</b>	<b>20 798 \$</b>	<b>108 615 \$</b>	<b>369 389 \$</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	45 483 \$	404 \$	– \$	– \$	115 \$	– \$	– \$	– \$	1 741 \$	47 743 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	106 441	15	–	23	12	45	88	5 553	30 015	142 192
Titres disponibles à la vente	1 639	3 131	1 832	1 629	2 300	10 180	22 847	37 487	1 590	82 635
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	88 899	45 366	25 269	13 135	12 612	5 448	294	–	6 262	197 285
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	16 279	12 903	20 838	20 821	22 249	108 973	195 878	39 276	84 793	522 010
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 896	4 041	19	2	–	–	1	–	–	13 959
Dérivés	6 455	7 599	4 328	3 888	4 132	10 049	22 150	38 818	–	97 419
Autres actifs financiers	26 504	779	463	177	161	73	113	180	1 460	29 910
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>301 596 \$</b>	<b>74 238 \$</b>	<b>52 749 \$</b>	<b>39 675 \$</b>	<b>41 581 \$</b>	<b>134 768 \$</b>	<b>241 371 \$</b>	<b>121 314 \$</b>	<b>125 861 \$</b>	<b>1 133 153 \$</b>
Autres actifs non financiers	1 035	1 396	376	329	171	1 213	3 003	2 026	19 064	28 613
<b>Total de l'actif</b>	<b>302 631 \$</b>	<b>75 634 \$</b>	<b>53 125 \$</b>	<b>40 004 \$</b>	<b>41 752 \$</b>	<b>135 981 \$</b>	<b>244 374 \$</b>	<b>123 340 \$</b>	<b>144 925 \$</b>	<b>1 161 766 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	42 441 \$	26 723 \$	20 237 \$	28 398 \$	24 104 \$	41 395 \$	48 236 \$	18 351 \$	414 358 \$	664 243 \$
Emprunts garantis	1 155	3 715	7 165	3 937	3 218	7 962	17 737	8 729	–	53 618
Obligations sécurisées	–	–	–	3 246	1 836	7 194	24 787	2 588	–	39 651
Autres										
Acceptations	9 896	4 041	19	2	–	–	1	–	–	13 959
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 969	–	–	–	–	–	–	–	–	37 969
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu des conventions de rachat et aux titres prêtés (3)	65 327	41 496	6 665	750	412	16	12	–	8 796	123 474
Dérivés	6 804	8 141	4 684	3 279	4 346	11 164	21 120	36 100	8	95 646
Autres passifs financiers	22 112	945	389	201	260	146	375	4 284	407	29 119
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	111	9 376	–	9 487
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>185 704 \$</b>	<b>85 061 \$</b>	<b>39 159 \$</b>	<b>39 813 \$</b>	<b>34 176 \$</b>	<b>67 877 \$</b>	<b>112 379 \$</b>	<b>79 428 \$</b>	<b>423 569 \$</b>	<b>1 067 166 \$</b>
Autres passifs non financiers	750	584	172	164	1 875	2 400	819	8 163	7 522	22 449
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	72 151	72 151
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>186 454 \$</b>	<b>85 645 \$</b>	<b>39 331 \$</b>	<b>39 977 \$</b>	<b>36 051 \$</b>	<b>70 277 \$</b>	<b>113 198 \$</b>	<b>87 591 \$</b>	<b>503 242 \$</b>	<b>1 161 766 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	286 \$	1 484 \$	2 948 \$	1 159 \$	3 582 \$	1 911 \$	6 108 \$	318 \$	48 \$	17 844 \$
Engagements en vertu de baux	59	121	183	181	177	680	1 574	2 536	–	5 511
Engagements de crédit	968	2 826	6 397	9 389	9 141	35 671	133 912	16 320	4 162	218 786
Autres engagements liés au crédit	713	796	1 226	1 147	1 448	662	705	290	93 804	100 791
Autres engagements	685	–	–	–	–	–	–	–	438	1 123
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>2 711 \$</b>	<b>5 227 \$</b>	<b>10 754 \$</b>	<b>11 876 \$</b>	<b>14 348 \$</b>	<b>38 924 \$</b>	<b>142 299 \$</b>	<b>19 464 \$</b>	<b>98 452 \$</b>	<b>344 055 \$</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement présentée précédemment.
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2016. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion des fonds propres, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2017.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment déjà aux ratios cibles « tout compris » de Bâle III (exigences du CBCB prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 – ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres) en ce qui concerne le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays, le BSIF a autorisé, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sur une période de cinq ans se terminant le 31 décembre 2018. En 2017, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit appliqués aux fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres s'établissent à respectivement 72 %, 77 % et 81 % et ils atteindront 100 % pour chaque catégorie de fonds propres d'ici 2019.

Nous sommes tenus d'inclure un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 %, car nous avons été désignés comme « banque d'importance systémique intérieure » par le BSIF en 2013 (à l'instar de cinq autres banques canadiennes), conformément aux données du tableau ci-dessous. En outre, depuis le premier trimestre de 2017, le BSIF applique les exigences du CBCB relatives à la réserve de fonds propres anticyclique, dont le calcul correspond à la moyenne pondérée des réserves existant dans les territoires où les banques ont un risque de crédit. Au 30 avril 2017, l'effet de la réserve anticyclique sur nos exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires était négligeable.

Pour ce qui touche le calcul du capital nécessaire pour couvrir le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, le BSIF nous a autorisés, le 10 mai 2016, à utiliser l'approche des mesures complexes pour le calculer à condition d'appliquer un plancher basé sur l'approche standardisée. Nous avons commencé à tenir compte du capital lié au risque opérationnel calculé selon l'approche des mesures complexes au troisième trimestre de 2016. Ainsi, à l'heure actuelle, nous effectuons des calculs en parallèle selon l'approche standardisée et l'approche des mesures complexes pour déterminer le capital lié au risque opérationnel. Selon l'approche standardisée, le capital lié au risque opérationnel est calculé selon un pourcentage établi par le BSIF sur la moyenne du revenu brut sur trois ans pour certaines activités standardisées du secteur qui ont été prédéterminées. En vertu de l'approche des mesures complexes, le capital lié au risque opérationnel est calculé selon notre système interne de mesure du risque opérationnel, qui tient compte des données sur les pertes internes et externes, d'une analyse des scénarios et des facteurs environnement opérationnel et contrôle interne. RBC Bank (Georgia), RBC Caribbean et City National continueront d'employer l'approche standardisée. RBC Assurances (compte tenu des recouvrements au titre des assurances) est exclue des calculs du capital lié au risque opérationnel. Nous ne tenons pas compte de la réduction des risques au moyen de l'assurance ni des autres mécanismes de transfert de risques dans notre approche des mesures complexes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III :

Ratios de fonds propres et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 30 avril 2017	Ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de fonds propres <sup>(1)</sup>	Ratio minimal, y compris la réserve de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure <sup>(2)</sup>	Ratio minimal, y compris la réserve de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure <sup>(2)</sup>		
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	10,6 %	✓
Fonds propres de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	12,0 %	✓
Total des fonds propres	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	14,1 %	✓
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,3 %	✓

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

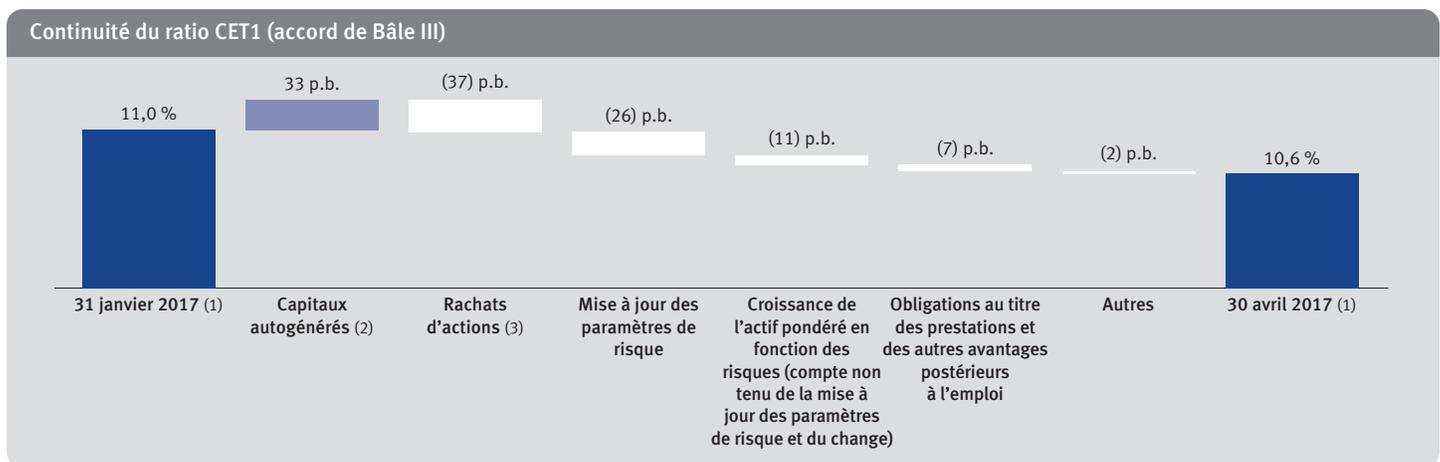
(2) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne les fonds propres pondérés en fonction des risques et il a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les tableaux qui suivent présentent des détails sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Au			
	30 avril 2017	31 janvier 2017	31 octobre 2016	30 avril 2016
<b>Fonds propres</b> (1)				
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	49 598 \$	48 880 \$	48 181 \$	44 717 \$
Fonds propres de première catégorie	56 686	55 959	55 270	51 807
Total des fonds propres	66 235	65 377	64 950	61 312
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres</b> (1), (2)				
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	469 718	442 508	447 436	434 797
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	470 528	443 304	448 662	436 063
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	471 176	443 940	449 712	437 148
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend : (1)				
Risque de crédit	385 065 \$	362 051 \$	369 751 \$	352 819 \$
Risque de marché	28 429	25 095	23 964	30 311
Risque opérationnel	57 682	56 794	55 997	54 018
<b>Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres</b>	<b>471 176 \$</b>	<b>443 940 \$</b>	<b>449 712 \$</b>	<b>437 148 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier</b> (1), (3)				
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (« ratio CET1 »)	10,6 %	11,0 %	10,8 %	10,3 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,0 %	12,6 %	12,3 %	11,9 %
Ratio du total des fonds propres	14,1 %	14,7 %	14,4 %	14,0 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %	4,4 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 311,7 \$	1 260,0 \$	1 265,1 \$	1 228,3 \$

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide de la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.
- (2) En 2016, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation liée au crédit appliqués aux fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres étaient respectivement de 64 %, 71 % et 77 %. Pour l'exercice 2017, ces facteurs scalaires sont de 72 %, 77 % et 81 % respectivement.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio CET1, notre ratio de fonds propres de première catégorie, notre ratio du total des fonds propres et notre ratio de levier transitoires étaient de 11,1 %, 12,1 %, 14,1 % et 4,4 %, respectivement, au 30 avril 2017. La base transitoire prévoit le calcul des fonds propres en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles au cours de l'exercice courant.

## Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Les capitaux autogénérés comprennent un montant de 1,5 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.
- (3) Reflète l'incidence du rachat d'actions ordinaires au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, moins le rachat de 10,2 millions d'actions ordinaires comptabilisé au premier trimestre de 2017.

Notre ratio CET1 s'est chiffré à 10,6 %, en baisse de 40 points de base par rapport au trimestre précédent, qui s'explique principalement par les rachats d'actions, une mise à jour de nos paramètres de risque concernant les prêts aux entreprises, la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques (compte non tenu de l'incidence de la mise à jour de nos paramètres de risque et du change) et les conséquences défavorables d'une diminution des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs qui ont atténués par les capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio CET1 a augmenté de 27 milliards de dollars à cause surtout de l'incidence du change, d'une mise à jour des paramètres de risque lié aux prêts aux entreprises et de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, surtout en ce qui a trait aux activités liées à la souscription. Nos paramètres de risque sont régulièrement validés et mis à jour.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie s'est établi à 12,0 %, en baisse de 60 points de base, en raison surtout des facteurs en lien avec le ratio CET1 indiqués ci-dessus.

Notre ratio du total des fonds propres de 14,1 % représente une baisse de 60 points de base qui découle surtout des facteurs en lien avec le ratio CET1 indiqués ci-dessus.

Notre ratio de levier de 4,3 % est en baisse de 10 points de base par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les rachats d'actions, l'incidence du change, l'exposition accrue du ratio de levier (exclusion faite de l'incidence du change) surtout dans les mises en pension de titres et les conséquences défavorables d'une diminution des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs qui ont atténués par les capitaux autogénérés

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Notre ratio CET1 est en baisse de 20 points de base par rapport au 31 octobre 2016, ce qui s'explique principalement par les rachats d'actions, une mise à jour de nos paramètres de risque concernant les prêts aux entreprises et la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques (compte non tenu de l'incidence de la mise à jour de nos paramètres de risque et du change). Ces facteurs ont été atténués par les capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio CET1 a augmenté de 22 milliards de dollars à cause surtout d'une mise à jour de nos paramètres de risque concernant les prêts aux entreprises. L'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques résultant principalement des nouveaux cadres réglementaires, la croissance de notre portefeuille lié au risque de marché et de nos activités de souscription et l'incidence du change sont autant de facteurs qui ont également contribué à cette augmentation.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie a affiché une baisse de 30 points de base, en raison surtout des facteurs en lien avec le ratio CET1 indiqués ci-dessus.

Notre ratio du total des fonds propres représente une baisse de 30 points de base par rapport à l'exercice précédent qui découle surtout des facteurs en lien avec le ratio CET1 indiqués ci-dessus.

Notre ratio de levier est en baisse de 10 points, ce qui s'explique principalement par les rachats d'actions et l'augmentation de l'exposition du ratio de levier (exclusion faite de l'incidence du change) surtout dans les mises en pension de titres, facteurs qui ont été atténués par les capitaux autogénérés.

### Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres :

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2017		Pour le semestre clos le 30 avril 2017	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Fonds propres de première catégorie</b>				
Activités liées aux actions ordinaires				
Dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	739	50 \$	2 218	146 \$
Rachetées à des fins d'annulation (2), (3)	(18 988)	(231)	(30 321)	(368)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Selon la valeur comptable.

(3) Pour le trimestre clos le 30 avril 2017, les chiffres excluent 10,2 millions d'actions ordinaires qui ont été comptabilisées au premier trimestre de 2017 et qui reflètent le nombre d'actions ordinaires attendu que nous étions tenus de racheter en vertu d'un programme de rachat d'actions particulier au 31 janvier 2017.

Le 9 mars 2017, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto a approuvé le lancement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires à compter du 14 mars 2017, et ce, jusqu'au 10 mars 2018, ou plus tôt si le rachat de la totalité des actions autorisé selon l'offre publique est terminé avant cette date. Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York, d'autres bourses désignées et d'autres systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat. Les rachats peuvent également être effectués par d'autres moyens autorisés par la Bourse de Toronto et les lois sur les valeurs mobilières applicables, y compris les programmes de rachat d'actions particuliers aux termes d'ordres d'exemption émis par les autorités en valeurs mobilières applicables. Le prix des actions rachetées en vertu d'une exemption sera généralement inférieur au cours en vigueur sur les marchés au moment du rachat.

Dans le cadre de notre annonce, il était également question de deux programmes de rachat d'actions particuliers en vue de racheter tout au plus 10 millions d'actions ordinaires et 5 millions d'actions ordinaires, respectivement. Ces programmes ont été menés à terme le 31 mars 2017 et le 27 avril 2017, respectivement, et la totalité des 15 millions d'actions ordinaires a été rachetée. Le prix des actions a été inférieur au cours en vigueur sur les marchés au moment du rachat, et le nombre racheté est pris en compte dans le plafond de 30 millions d'actions autorisé aux termes de l'offre publique de rachat. Notre offre publique de rachat précédente qui a débuté le 1<sup>er</sup> juin 2016 a pris fin le 7 mars 2017 et, au total, 20 millions d'actions ordinaires ont été rachetées.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2017, environ 29,2 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au total, pour un coût total de 2 486 millions de dollars, dont 10,2 millions d'actions avaient été comptabilisées au premier trimestre de 2017. Le coût des 19 millions d'actions restantes rachetées au cours du trimestre a totalisé 1 637 millions de dollars, soit une valeur comptable de 231 millions de dollars et une prime de 1 406 millions de dollars versée lors du rachat.

Pour le semestre clos le 30 avril 2017, environ 30,3 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au total. Le coût des actions rachetées a totalisé 2 588 millions de dollars, soit une valeur comptable de 368 millions de dollars et une prime de 2 220 millions de dollars versée lors du rachat.

Le 28 avril 2017, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité des 10 000 millions de yens de nos débetures subordonnées à 2,86 % en circulation échéant le 26 juin 2037 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'au 26 juin 2017, inclusivement. Le rachat sera financé à même les fonds de la Banque.

### Principales données concernant les actions <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2017		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation <sup>(1)</sup>	1 457 291	17 717 \$	0,87 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W <sup>(2)</sup>	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ <sup>(3)</sup>	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK <sup>(3)</sup>	2 421	61	0,15
À dividende non cumulatif, série AL <sup>(3)</sup>	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ <sup>(3), (4)</sup>	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB <sup>(3), (4)</sup>	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD <sup>(3), (4)</sup>	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF <sup>(3), (4)</sup>	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH <sup>(4)</sup>	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI <sup>(4)</sup>	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ <sup>(4)</sup>	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK <sup>(3), (4)</sup>	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM <sup>(3), (4)</sup>	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série C-1 <sup>(5)</sup>	82	107	13,75 \$ US
À dividende non cumulatif, série C-2 <sup>(5)</sup>	20	31	16,88 \$ US
Actions propres détenues – privilégiées	(24)	(1)	
Actions propres détenues – ordinaires	(227)	(10)	
Options sur actions			
En cours	10 612		
Exercibles	5 595		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 271	
Actions privilégiées		77	

(1) Pour plus de détail au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 des états financiers résumés.

(2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV.

(5) Représente 3 282 000 et 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-1 et de série C-2, respectivement. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-1 et de série C-2, respectivement.

Au 19 mai 2017, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options sur actions et d'attribution d'actions en cours s'établissait à 1 457 341 110 et à 10 554 918, respectivement, et le nombre d'actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 15 706 et à (444 295), respectivement.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les actions privilégiées de série BJ, les actions privilégiées de série BK, les actions privilégiées de série BM, les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, les débetures subordonnées échéant le 4 juin 2025, les débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 2 773 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 65,55 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 30 avril 2017.

### Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de fonds propres réglementaires de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, ce qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources en fonction d'autres facteurs.

L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2017	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 30 avril 2016
Risque de crédit	21 000 \$	21 050 \$	20 500 \$	20 600 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 100	3 150	3 000	3 050
Risque opérationnel	5 300	5 100	5 000	4 900
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 250	3 150	3 100	3 100
Risque d'assurance	650	600	600	650
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	15 800	15 700	15 750	16 100
Attribution de fonds propres réglementaires	10 800	11 050	8 800	10 000
Capital attribué	59 900 \$	59 800 \$	56 750 \$	58 400 \$
Capital non attribué	4 900	4 850	6 350	4 000
<b>Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>64 800 \$</b>	<b>64 650 \$</b>	<b>63 100 \$</b>	<b>62 400 \$</b>

### Deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017

Le capital attribué est demeuré sensiblement le même étant donné que l'accentuation du risque opérationnel et du risque commercial, attribuable à la croissance des revenus au trimestre considéré, a été neutralisée en grande partie par une diminution de l'attribution de fonds propres réglementaires.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

### Information financière supplémentaire

#### Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'établissait à 76 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 30 avril 2017, contre 257 millions, ou moins de 0,1 %, un an auparavant. La baisse de 181 millions de dollars s'explique principalement par la vente de certains titres.

#### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 511 millions de dollars au 30 avril 2017.

#### Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans la Norme internationale d'information financière (IFRS) 13 *Évaluation de la juste valeur*. Pour plus de détails sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2017				
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	132 370 \$	32 %	68 %	– %	100 %
Titres disponibles à la vente	71 578	1	95	4	100
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	136 452	–	100	–	100
Prêts	4 521	–	89	11	100
Dérivés (1)	180 650	2	98	–	100
<b>Passifs financiers</b>					
Dépôts	105 592 \$	– %	100 %	– %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 331	48	52	–	100
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	120 243	–	100	–	100
Dérivés (1)	179 044	1	98	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Sommaire des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

### Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 *Contrats d'assurance*, qui établit une norme unique et complète fournissant des indications quant à la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance. En ce qui nous concerne, cette nouvelle norme sera appliquée le 1<sup>er</sup> novembre 2021. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur nos états financiers consolidés.

## Faits nouveaux en matière de réglementation

### Obligations d'information prévues par le troisième pilier du CBCB

Le 29 mars 2017, le CBCB a publié la norme d'obligation d'information du troisième pilier intitulée *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – dispositif consolidé et renforcé*. Les améliorations comprennent l'ajout d'un tableau de bord des principaux paramètres et un projet d'exigences de communication de l'information concernant les actifs hypothétiques pondérés en fonction des risques et calculés selon l'approche standardisée du cadre de Bâle. La norme comprend aussi un meilleur niveau de détail pour la divulgation d'ajustements d'évaluation prudents. Les améliorations rajoutent aussi des éléments au cadre du troisième pilier afin de refléter les réformes continues du cadre réglementaire, telles que le régime de capacité totale d'absorption des pertes applicable aux banques d'importance systémique mondiale, le cadre de gestion du risque opérationnel proposé et la norme définitive sur le risque de marché. La norme regroupe aussi toutes les exigences d'information existantes selon le troisième pilier du cadre de Bâle, y compris les modèles de déclaration du ratio de levier et du ratio de liquidités. Ensemble, ces exigences d'information et les *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier (version révisée)* publiées en janvier 2015 forment l'unique cadre du troisième pilier.

En avril 2017, le BSIF a publié une ligne directrice indiquant que toutes les banques d'importance systémique intérieure devaient se préparer à mettre en application les *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier (version révisée)* pour la période de présentation de l'information financière se terminant le 31 octobre 2018. La ligne directrice du BSIF portant sur la mise en place de la norme *Exigences de communication financière au titre du troisième pilier – dispositif consolidé et renforcé* n'a pas encore été publiée. Nous nous attendons à ce qu'elle soit publiée en 2017.

### Ligne directrice du CBCB sur le traitement des provisions comptables aux fins des fonds propres réglementaires

Le 29 mars 2017, le CBCB a publié une norme comportant le détail du traitement intermédiaire des provisions comptables en vertu du cadre de Bâle III relatif aux fonds propres réglementaires. La norme porte sur l'incidence des nouvelles exigences de comptabilisation des pertes sur créances attendues en vertu d'IFRS 9 *Instruments financiers* (IFRS 9), qui remplaceront les modèles fondés sur les pertes subies utilisés actuellement à des fins comptables. En ce qui nous concerne, IFRS 9 entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2017. Pour plus de détails sur l'adoption d'IFRS 9, y compris les indications réglementaires pertinentes, se reporter à la rubrique Méthodes et estimations comptables critiques du rapport annuel 2016.

La norme maintient le même traitement des provisions comptables aux fins des fonds propres réglementaires selon l'approche standardisée et l'approche des notations internes jusqu'à ce qu'une solution à long terme soit trouvée. Elle prévoit aussi des arrangements transitoires qui permettent une application progressive jusqu'à cinq ans de la nouvelle norme comptable sur les pertes sur créances attendues relativement aux fonds propres réglementaires, dans l'éventualité où les territoires individuels décideraient d'alléger les dispositions en matière de fonds propres. La ligne directrice définitive du BSIF sur l'incidence d'IFRS 9 sur les fonds propres réglementaires devrait être publiée avant la fin de 2017.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2017, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2017.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

### Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*) dans lequel il présente 32 recommandations visant une présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations supplémentaires à fournir sont présentées dans notre rapport annuel 2016, dans notre rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2017 ainsi que dans notre document d'information financière complémentaire (IFC).

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	62	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56-62, 235-237	-
	3	Risques principaux et risques émergents		54-56	-
	4	Nouveaux ratios réglementaires	55-56	101-105	-
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56-62	-
	6	Culture à l'égard du risque		56-58	-
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		111	-
	8	Simulation de crise		59, 75	-
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	55-56	101-105	-
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		-	21-24
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		-	25
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		100-105	-
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		-	28
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		62-66	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes		-	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		-	28
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		59, 64	42
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	47-48	83-85, 88-90	-
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	49, 52	85, 88	-
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	54-55	90-91	-
	21	Sources de financement et stratégie de financement	49-51	85-86	-
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	45-46	80-81	-
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	40-44	74-79	-
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		75	-
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		74-77	-
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	33-40	62-74, 175-178,	31-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	78-80	124-128	40
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		64-66, 114-115, 146-147	-
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		-	33,37
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		67	46
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		65	41
	31	Autres types de risque		92-100	-
	32	Événements publics comportant des risques		95-98, 219-220	-

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

### Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	30 avril 2017	31 octobre 2016
<b>Actif</b>		
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques</b>	30 518 \$	14 929 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	25 875	27 851
<b>Valeurs mobilières</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	132 370	151 292
Titres disponibles à la vente (note 4)	87 035	84 801
	219 405	236 093
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	216 931	186 302
<b>Prêts (note 5)</b>		
Prêts de détail	374 168	369 470
Prêts de gros	160 352	154 369
	534 520	523 839
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 258)	(2 235)
	532 262	521 604
<b>Actif net des fonds distincts</b>	1 096	981
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	14 499	12 843
Dérivés	100 763	118 944
Locaux et matériel, montant net	2 754	2 836
Goodwill	11 352	11 156
Autres immobilisations incorporelles	4 640	4 648
Autres actifs	42 824	42 071
	176 832	192 498
<b>Total de l'actif</b>	1 202 919 \$	1 180 258 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts (note 7)</b>		
Particuliers	259 319 \$	250 550 \$
Entreprises et gouvernements	498 231	488 007
Banques	28 033	19 032
	785 583	757 589
<b>Passif net au titre des fonds distincts</b>	1 096	981
<b>Autres</b>		
Acceptations	14 499	12 843
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 331	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	127 955	103 441
Dérivés	99 031	116 550
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 262	9 164
Autres passifs	45 348	47 947
	333 426	340 314
<b>Débiteures subordonnées</b>	9 646	9 762
<b>Total du passif</b>	1 129 751	1 108 646
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées	6 712	6 713
Actions ordinaires (émises – 1 457 063 157 et 1 484 234 375) (note 10)	17 707	17 859
Bénéfices non distribués	42 538	41 519
Autres composantes des capitaux propres	5 613	4 926
	72 570	71 017
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	598	595
<b>Total des capitaux propres</b>	73 168	71 612
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	1 202 919 \$	1 180 258 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
<b>Revenu d'intérêt</b>				
Prêts	4 497 \$	4 374 \$	9 078 \$	8 808 \$
Valeurs mobilières	1 230	1 138	2 451	2 322
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	698	445	1 301	850
Dépôts et autres	66	44	120	77
	6 491	6 001	12 950	12 057
<b>Frais d'intérêt</b>				
Dépôts et autres	1 513	1 368	3 017	2 661
Autres passifs	715	547	1 280	1 077
Débitures subordonnées	65	61	131	98
	2 293	1 976	4 428	3 836
<b>Revenu net d'intérêt</b>	4 198	4 025	8 522	8 221
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 448	1 351	1 945	2 510
Revenus tirés des activités de négociation	181	181	444	271
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 158	1 031	2 286	2 085
Revenus tirés des fonds communs de placement	749	695	1 494	1 414
Commissions de courtage en valeurs mobilières	360	360	759	727
Frais bancaires	437	435	875	866
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	590	469	1 058	843
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	236	376	463	558
Revenus sur cartes	241	226	477	442
Commissions de crédit	358	307	714	570
Profits nets sur les titres disponibles à la vente (note 4)	54	15	81	67
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées (note 6)	41	41	292	88
Autres	259	14	446	223
	6 112	5 501	11 334	10 664
<b>Total des revenus</b>	10 310	9 526	19 856	18 885
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 5)	302	460	596	870
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	1 090	988	1 273	1 817
<b>Frais autres que d'intérêt</b>				
Ressources humaines (note 8)	3 241	3 014	6 504	6 090
Matériel	344	358	700	714
Frais d'occupation	404	382	803	775
Communications	241	224	462	427
Honoraires	265	247	520	487
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	251	229	503	463
Autres	483	433	952	891
	5 229	4 887	10 444	9 847
<b>Bénéfice avant impôt</b>	3 689	3 191	7 543	6 351
Impôt sur le bénéfice	880	618	1 707	1 331
<b>Bénéfice net</b>	2 809 \$	2 573 \$	5 836 \$	5 020 \$
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>				
Actionnaires	2 801 \$	2 560 \$	5 816 \$	4 986 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8	13	20	34
	2 809 \$	2 573 \$	5 836 \$	5 020 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 11)	1,86 \$	1,67 \$	3,84 \$	3,26 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 11)	1,85	1,66	3,82	3,25
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	0,87	0,81	1,70	1,60

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 809 \$</b>	<b>2 573 \$</b>	<b>5 836 \$</b>	<b>5 020 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>				
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>				
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	128	50	(1)	69
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(37)	(18)	(49)	(53)
	<b>91</b>	<b>32</b>	<b>(50)</b>	<b>16</b>
<b>Écarts de change</b>				
Profits (pertes) de change latents	2 595	(5 152)	1 133	(2 133)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(1 005)	2 016	(462)	844
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	(10)	–
	<b>1 590</b>	<b>(3 136)</b>	<b>661</b>	<b>(1 289)</b>
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(86)	230	10	141
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	31	(88)	68	(58)
	<b>(55)</b>	<b>142</b>	<b>78</b>	<b>83</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	(275)	(216)	322	(670)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(212)	(265)	(245)	(145)
	<b>(487)</b>	<b>(481)</b>	<b>77</b>	<b>(815)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>1 139</b>	<b>(3 443)</b>	<b>766</b>	<b>(2 005)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>3 948 \$</b>	<b>(870)\$</b>	<b>6 602 \$</b>	<b>3 015 \$</b>
<b>Total du bénéfice global attribuable aux :</b>				
Actionnaires	3 935 \$	(875)\$	6 580 \$	2 984 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	13	5	22	31
	<b>3 948 \$</b>	<b>(870)\$</b>	<b>6 602 \$</b>	<b>3 015 \$</b>

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	57 \$	15 \$	(11)\$	45 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(16)	(6)	(20)	(21)
Profits (pertes) de change latents	4	(6)	2	(2)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(342)	705	(159)	288
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(32)	83	4	51
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	11	(32)	24	(21)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(100)	(89)	106	(241)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(81)	(99)	(94)	(56)
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>(499)\$</b>	<b>571 \$</b>	<b>(148)\$</b>	<b>43 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
<b>en millions de dollars canadiens)</b>												
<b>Solde au 31 janvier 2016</b>	6 205 \$	17 774 \$	(1) \$	88 \$	38 856 \$	299 \$	6 269 \$	(175) \$	6 393 \$	69 315 \$	573 \$	69 888 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	750	109	-	-	(9)	-	-	-	-	850	-	850
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(242)	-	-	-	(22)	-	-	-	-	(264)	-	(264)
Actions propres – vente	-	-	64	1 425	-	-	-	-	-	1 489	-	1 489
Actions propres – achat	-	-	(63)	(1 600)	-	-	-	-	-	(1 663)	-	(1 663)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(26)	-	-	-	-	(26)	-	(26)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 206)	-	-	-	-	(1 206)	-	(1 206)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(74)	-	-	-	-	(74)	-	(74)
Autres	-	-	-	-	(8)	-	-	-	-	(8)	10	2
Bénéfice net	-	-	-	-	2 560	-	-	-	-	2 560	13	2 573
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(481)	32	(3 128)	142	(2 954)	(3 435)	(8)	(3 443)
<b>Solde au 30 avril 2016</b>	6 713 \$	17 883 \$	- \$	(87) \$	39 590 \$	331 \$	3 141 \$	(33) \$	3 439 \$	67 538 \$	588 \$	68 126 \$
<b>Solde au 31 janvier 2017</b>	6 713 \$	17 898 \$	- \$	(33) \$	42 996 \$	199 \$	3 759 \$	34 \$	3 992 \$	71 566 \$	585 \$	72 151 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	-	50	-	-	(1)	-	-	-	-	49	-	49
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(231)	-	-	(1 406)	-	-	-	-	(1 637)	-	(1 637)
Actions propres – vente	-	-	23	1 124	-	-	-	-	-	1 147	-	1 147
Actions propres – achat	-	-	(24)	(1 101)	-	-	-	-	-	(1 125)	-	(1 125)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(13)	-	-	-	-	(13)	-	(13)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 271)	-	-	-	-	(1 271)	-	(1 271)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(77)	-	-	-	-	(77)	-	(77)
Autres	-	-	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Bénéfice net	-	-	-	-	2 801	-	-	-	-	2 801	8	2 809
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(487)	91	1 585	(55)	1 621	1 134	5	1 139
<b>Solde au 30 avril 2017</b>	6 713 \$	17 717 \$	(1) \$	(10) \$	42 538 \$	290 \$	5 344 \$	(21) \$	5 613 \$	72 570 \$	598 \$	73 168 \$

	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres composantes des capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
(en millions de dollars canadiens)														
<b>Solde au 31 octobre 2015</b>	5 100 \$	14 573 \$	(2) \$	38 \$	37 811 \$	315 \$	4 427 \$	(116) \$	4 626 \$	62 146 \$	1 798 \$	63 944 \$		
Variation des capitaux propres														
Capital social émis	1 855	3 310	–	–	(16)	–	–	–	–	5 149	–	5 149		
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(242)	–	–	–	(22)	–	–	–	–	(264)	–	(264)		
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 200)	(1 200)		
Actions propres – vente	–	–	104	2 414	–	–	–	–	–	2 518	–	2 518		
Actions propres – achat	–	–	(102)	(2 539)	–	–	–	–	–	(2 641)	–	(2 641)		
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(32)	–	–	–	–	(32)	–	(32)		
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 381)	–	–	–	–	(2 381)	–	(2 381)		
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(134)	–	–	–	–	(134)	(46)	(180)		
Autres	–	–	–	–	193	–	–	–	–	193	5	198		
Bénéfice net	–	–	–	–	4 986	–	–	–	–	4 986	34	5 020		
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(815)	16	(1 286)	83	(1 187)	(2 002)	(3)	(2 005)		
<b>Solde au 30 avril 2016</b>	6 713 \$	17 883 \$	– \$	(87) \$	39 590 \$	331 \$	3 141 \$	(33) \$	3 439 \$	67 538 \$	588 \$	68 126 \$		
<b>Solde au 31 octobre 2016</b>	6 713 \$	17 939 \$	– \$	(80) \$	41 519 \$	340 \$	4 685 \$	(99) \$	4 926 \$	71 017 \$	595 \$	71 612 \$		
Variations des capitaux propres														
Capital social émis	–	146	–	–	(1)	–	–	–	–	145	–	145		
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(368)	–	–	(2 220)	–	–	–	–	(2 588)	–	(2 588)		
Actions propres – vente	–	–	44	2 315	–	–	–	–	–	2 359	–	2 359		
Actions propres – achat	–	–	(45)	(2 245)	–	–	–	–	–	(2 290)	–	(2 290)		
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(25)	–	–	–	–	(25)	–	(25)		
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 503)	–	–	–	–	(2 503)	–	(2 503)		
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(152)	–	–	–	–	(152)	(17)	(169)		
Autres	–	–	–	–	27	–	–	–	–	27	(2)	25		
Bénéfice net	–	–	–	–	5 816	–	–	–	–	5 816	20	5 836		
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	77	(50)	659	78	687	764	2	766		
<b>Solde au 30 avril 2017</b>	6 713 \$	17 717 \$	(1) \$	(10) \$	42 538 \$	290 \$	5 344 \$	(21) \$	5 613 \$	72 570 \$	598 \$	73 168 \$		

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	2 809 \$	2 573 \$	5 836 \$	5 020 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes sur créances	302	460	596	870
Amortissement	146	136	308	288
Impôt différé	(274)	(188)	30	(97)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	251	232	503	466
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(40)	(37)	(290)	(78)
Pertes (profits) à la vente de locaux et de matériel	-	2	(7)	3
Pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente	(77)	(32)	(123)	(107)
Pertes (profits) à la cession d'activités	2	6	2	14
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	14	14	31	38
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	477	325	98	520
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(5)	148	(191)	(73)
Impôt exigible	(419)	1 081	(1 534)	877
Actifs dérivés	(3 344)	17 262	18 181	(9 578)
Passifs dérivés	3 385	(15 544)	(17 519)	8 522
Titres détenus à des fins de transaction	9 821	9 531	18 894	6 167
Prêts, déduction faite de la titrisation	(10 271)	7 835	(10 686)	(6 121)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(19 646)	11 418	(30 629)	(9 892)
Dépôt, déduction faite de la titrisation	28 071	(27 303)	27 994	2 796
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	4 481	(2 736)	24 514	13 286
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(638)	(4 810)	(13 038)	(537)
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	177	(411)	182	205
Autres	(1 564)	9 859	(2 118)	3 347
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>13 658</b>	<b>9 821</b>	<b>21 034</b>	<b>15 936</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(3 495)	(5 320)	1 976	(4 487)
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	3 038	1 341	5 272	3 966
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	9 507	7 157	20 528	13 815
Acquisition de titres disponibles à la vente	(13 396)	(13 407)	(27 149)	(22 900)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	177	98	474	1 076
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(313)	(619)	(886)	(1 167)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(414)	(150)	(671)	(557)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	-	-	-	(2 964)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>(4 896)</b>	<b>(10 900)</b>	<b>(456)</b>	<b>(13 218)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	-	(1 200)
Émission de débentures subordonnées	-	-	-	3 606
Remboursement de débentures subordonnées	-	-	-	(1 500)
Émission d'actions ordinaires	38	109	134	195
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(2 486)	-	(2 588)	-
Émission d'actions privilégiées	-	750	-	1 475
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	-	(264)	-	(264)
Actions propres - vente	1 147	1 489	2 359	2 518
Actions propres - achat	(1 125)	(1 663)	(2 290)	(2 641)
Dividendes versés	(1 307)	(1 235)	(2 616)	(2 430)
Frais d'émission	(1)	(9)	(1)	(16)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(17)	(46)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(12)	(11)	(17)	(9)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>(3 746)</b>	<b>(834)</b>	<b>(5 036)</b>	<b>(312)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	139	(292)	47	(13)
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>5 155</b>	<b>(2 205)</b>	<b>15 589</b>	<b>2 393</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	25 363	17 050	14 929	12 452
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>30 518 \$</b>	<b>14 845 \$</b>	<b>30 518 \$</b>	<b>14 845 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>				
Intérêts versés	1 920 \$	1 639 \$	3 994 \$	3 457 \$
Intérêts reçus	6 099	5 746	12 142	11 456
Dividendes reçus	355	382	947	805
Impôt sur le résultat payé	1 045	412	3 047	624

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 1,8 milliard de dollars au 30 avril 2017 (1,7 milliard au 31 janvier 2017; 3,3 milliards au 31 octobre 2016; 2,0 milliards au 30 avril 2016; 2,2 milliards au 31 janvier 2016; 2,6 milliards au 31 octobre 2015).

**Note 1 Informations générales**

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2016 et les notes annexes présentés aux pages 130 à 232 de notre rapport annuel 2016. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 24 mai 2017, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements**

Les présents états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Les changements futurs de méthodes comptables et d'information à fournir qui ne sont pas encore en vigueur pour RBC sont aussi décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016 et mis à jour à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle de notre rapport de gestion.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers****Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers**

Les tableaux suivants donnent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2017						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	12 352 \$	– \$	13 523 \$	13 523 \$	25 875 \$	25 875 \$
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	121 904	10 466	–	–	–	132 370	132 370
Titres disponibles à la vente <sup>(1)</sup>	–	–	71 683	15 352	15 471	87 035	87 154
	121 904	10 466	71 683	15 352	15 471	219 405	219 524
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	136 452	–	80 479	80 244	216 931	216 696
Prêts							
Prêts de détail	117	–	–	372 810	373 362	372 927	373 479
Prêts de gros	3 097	1 307	–	154 931	155 214	159 335	159 618
	3 214	1 307	–	527 741	528 576	532 262	533 097
Autres							
Dérivés	100 763	–	–	–	–	100 763	100 763
Autres actifs <sup>(2)</sup>	–	1 110	–	45 664	45 664	46 774	46 774
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts							
Particuliers	147 \$	14 675 \$	–	244 497 \$	244 510 \$	259 319 \$	259 332 \$
Entreprises et gouvernements <sup>(3)</sup>	–	85 036	–	413 195	414 809	498 231	499 845
Banques <sup>(4)</sup>	–	5 734	–	22 299	22 312	28 033	28 046
	147	105 445	–	679 991	681 631	785 583	787 223
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 331	–	–	–	–	37 331	37 331
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	120 243	–	7 712	7 712	127 955	127 955
Dérivés	99 031	–	–	–	–	99 031	99 031
Autres passifs <sup>(5)</sup>	116	14	–	45 867	45 845	45 997	45 975
Débitures subordonnées	–	123	–	9 523	9 810	9 646	9 933

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

Au 31 octobre 2016

	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
				Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	15 967 \$	– \$	11 884 \$	11 884 \$	27 851 \$	27 851 \$
<b>Valeurs mobilières</b>							
Titres détenus à des fins de transaction	141 265	10 027	–	–	–	151 292	151 292
Titres disponibles à la vente <sup>(1)</sup>	–	–	69 922	14 879	15 207	84 801	85 129
	141 265	10 027	69 922	14 879	15 207	236 093	236 421
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>							
	–	121 692	–	64 610	64 498	186 302	186 190
<b>Prêts</b>							
Prêts de détail	71	–	–	368 145	369 012	368 216	369 083
Prêts de gros	1 437	904	–	151 047	150 720	153 388	153 061
	1 508	904	–	519 192	519 732	521 604	522 144
<b>Autres</b>							
Dérivés	118 944	–	–	–	–	118 944	118 944
Autres actifs <sup>(2)</sup>	–	894	–	43 981	43 979	44 875	44 873
<b>Passifs financiers</b>							
<b>Dépôts</b>							
Particuliers	113 \$	15 142 \$	–	235 295 \$	235 490 \$	250 550 \$	250 745 \$
Entreprises et gouvernements <sup>(3)</sup>	–	82 871	–	405 136	406 881	488 007	489 752
Banques <sup>(4)</sup>	–	730	–	18 302	18 312	19 032	19 042
	113	98 743	–	658 733	660 683	757 589	759 539
<b>Autres</b>							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 369	–	–	–	–	50 369	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	88 863	–	14 578	14 583	103 441	103 446
Dérivés	116 550	–	–	–	–	116 550	116 550
Autres passifs <sup>(5)</sup>	282	10	–	43 865	43 838	44 157	44 130
Débitures subordonnées	–	131	–	9 631	9 700	9 762	9 831

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont comptabilisés au coût amorti.

(2) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(4) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant d'institutions de dépôts réglementées.

(5) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

## Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Au													
	30 avril 2017					31 octobre 2016								
	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur		
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3						
<b>Actifs financiers</b>														
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	12 352 \$	–	12 352 \$		\$	12 352 \$	– \$	15 967 \$	– \$	15 967 \$		\$	15 967 \$
<b>Valeurs mobilières</b>														
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>														
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)														
Gouvernement fédéral	14 221	9 202	–	23 423		23 423		13 072	10 214	–	23 286		23 286	
Provinces et municipalités	–	11 363	–	11 363		11 363		–	11 928	–	11 928		11 928	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 078	35 223	1	36 302		36 302		3 358	37 002	1	40 361		40 361	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	1 058	7 252	–	8 310		8 310		1 390	5 530	–	6 920		6 920	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	1 483	–	1 483		1 483		–	1 457	–	1 457		1 457	
Titres adossés à des actifs														
Titres non garantis par des créances	–	573	6	579		579		–	557	4	561		561	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22	20 896	59	20 977		20 977		25	20 630	62	20 717		20 717	
Titres de participation	26 470	3 023	440	29 933		29 933		43 155	2 531	376	46 062		46 062	
	42 849	89 015	506	132 370		132 370		61 000	89 849	443	151 292		151 292	
<b>Titres disponibles à la vente (4)</b>														
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)														
Gouvernement fédéral	489	476	–	965		965		44	378	–	422		422	
Provinces et municipalités	–	2 465	–	2 465		2 465		–	2 364	–	2 364		2 364	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	8	26 623	699	27 330		27 330		1	24 668	747	25 416		25 416	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	10 604	–	10 604		10 604		3 416	10 484	–	13 900		13 900	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	576	–	576		576		–	395	–	395		395	
Titres adossés à des actifs														
TGC (3)	–	2 926	–	2 926		2 926		–	1 630	–	1 630		1 630	
Titres non garantis par des créances	–	2 852	217	3 069		3 069		–	1 886	217	2 103		2 103	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	21 221	927	22 148		22 148		–	21 110	956	22 066		22 066	
Titres de participation	354	337	721	1 412		1 412		376	331	756	1 463		1 463	
Titres en substitut de prêt	58	25	–	83		83		49	25	–	74		74	
	909	68 105	2 564	71 578		71 578		3 886	63 271	2 676	69 833		69 833	
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	136 452	–	136 452		136 452		–	121 692	–	121 692		121 692	
<b>Prêts</b>	–	4 017	504	4 521		4 521		–	2 083	329	2 412		2 412	
<b>Autres</b>														
<b>Dérivés</b>														
Contrats de taux d'intérêt	3	126 974	482	127 459		127 459		3	153 216	555	153 774		153 774	
Contrats de change	–	47 007	88	47 095		47 095		–	56 752	26	56 778		56 778	
Dérivés de crédit	–	83	–	83		83		–	191	–	191		191	
Autres contrats	3 083	3 788	114	6 985		6 985		2 855	3 613	307	6 775		6 775	
Ajustements de l'évaluation	–	(968)	(4)	(972)		(972)		–	(1 429)	(3)	(1 432)		(1 432)	
Total des dérivés, montant brut	3 086	176 884	680	180 650		180 650		2 858	212 343	885	216 086		216 086	
Ajustements de compensation						(79 887)					(97 142)		(97 142)	
Total des dérivés						100 763					118 944		118 944	
Autres actifs	916	194	–	1 110		1 110		762	132	–	894		894	
	47 760 \$	487 019 \$	4 254 \$	539 033 \$		(79 887) \$		68 506 \$	505 337 \$	4 333 \$	578 176 \$		(97 142) \$	481 034 \$
<b>Passifs financiers</b>														
<b>Dépôts</b>														
Particuliers	– \$	14 479 \$	343 \$	14 822 \$		14 822 \$		– \$	14 830 \$	425 \$	15 255 \$		15 255 \$	
Entreprises et gouvernements	–	85 034	2	85 036		85 036		–	82 869	2	82 871		82 871	
Banques	–	5 734	–	5 734		5 734		–	730	–	730		730	
<b>Autres</b>														
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	17 989	19 342	–	37 331		37 331		32 672	17 696	1	50 369		50 369	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	120 243	–	120 243		120 243		–	88 863	–	88 863		88 863	
<b>Dérivés</b>														
Contrats de taux d'intérêt	–	120 050	907	120 957		120 957		–	145 055	1 003	146 058		146 058	
Contrats de change	–	49 553	34	49 587		49 587		–	57 438	41	57 479		57 479	
Dérivés de crédit	–	183	–	183		183		–	263	–	263		263	
Autres contrats	2 557	5 364	378	8 299		8 299		3 135	5 543	429	9 107		9 107	
Ajustements de l'évaluation	–	8	10	18		18		–	(133)	7	(126)		(126)	
Total des dérivés, montant brut	2 557	175 158	1 329	179 044		179 044		3 135	208 166	1 480	212 781		212 781	
Ajustements de compensation						(80 013)					(96 231)		(96 231)	
Total des dérivés						99 031					116 550		116 550	
Autres passifs	88	16	26	130		130		124	80	88	292		292	
Débitures subordonnées	–	123	–	123		123		–	131	–	131		131	
	20 634 \$	420 129 \$	1 700 \$	442 463 \$		(80 013) \$		35 931 \$	413 365 \$	1 996 \$	451 292 \$		(96 231) \$	355 061 \$

(1) Au 30 avril 2017, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 17 967 millions et à 10 millions de dollars (14 987 millions et 10 millions au 31 octobre 2016), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffrait respectivement à 13 098 millions et à 501 millions de dollars (13 212 millions et 346 millions au 31 octobre 2016).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne tient pas compte d'un montant de 105 millions de dollars (89 millions au 31 octobre 2016) de titres disponibles à la vente comptabilisés au coût.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Au cours du semestre clos le 30 avril 2017, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques d'évaluation, les sensibilités aux données non observables ou les relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2017, certains changements aux fourchettes et aux moyennes pondérées des données non observables ont eu lieu, mais n'ont pas eu d'incidence significative sur les profits (pertes) latents comptabilisés en résultat et relatifs aux instruments financiers de niveau 3. Pour des informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur utilisant des données non observables importantes, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2016.

**Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3**

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes de la juste valeur pour les instruments classés au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2017								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres non garantis par des créances	4	–	–	6	(4)	–	–	6	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	71	(1)	1	1	(11)	–	(2)	59	–
Titres de participation	361	(24)	17	100	(17)	3	–	440	(19)
	437	(25)	18	107	(32)	3	(2)	506	(19)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	719	(2)	26	–	(44)	–	–	699	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	202	–	9	–	6	–	–	217	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	894	(1)	38	13	(3)	–	(14)	927	s.o.
Titres de participation	716	10	25	14	(44)	–	–	721	s.o.
	2 531	7	98	27	(85)	–	(14)	2 564	s.o.
<b>Prêts</b>	442	8	7	50	(3)	–	–	504	8
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(407)	(18)	–	–	–	–	–	(425)	(18)
Contrats de change	16	39	3	–	1	(4)	(1)	54	35
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(240)	16	(11)	(15)	(12)	(26)	24	(264)	22
Ajustements de l'évaluation	(11)	–	–	–	(3)	–	–	(14)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2 768 \$	27 \$	115 \$	169 \$	(134)\$	(27)\$	7 \$	2 925 \$	28 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(364)\$	(9)\$	(7)\$	(64)\$	20 \$	(54)\$	135 \$	(343)\$	(4)\$
Entreprises et gouvernements	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(86)	(1)	(2)	–	63	–	–	(26)	–
	(452)\$	(10)\$	(9)\$	(64)\$	83 \$	(54)\$	135 \$	(371)\$	(4)\$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2016

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	11	–	(1)	8	(14)	–	–	4	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	24	(1)	(1)	–	(22)	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	1	–	–	–	–	–	(1)	–	–
Titres non garantis par des créances	20	(2)	(2)	–	(7)	–	–	9	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	297	(1)	(3)	69	(172)	19	(64)	145	–
Titres de participation	378	(35)	(38)	89	(33)	7	(1)	367	(35)
	736	(39)	(45)	166	(248)	26	(71)	525	(36)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	831	–	(61)	–	(57)	–	–	713	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	215	–	(9)	–	(15)	–	–	191	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 942	–	(190)	622	(705)	8	(13)	1 664	s.o.
Titres de participation	997	(2)	(79)	7	(30)	–	–	893	s.o.
	3 985	(2)	(339)	629	(807)	8	(13)	3 461	s.o.
<b>Prêts</b>	451	9	(53)	–	(9)	–	(4)	394	12
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(471)	15	–	3	1	30	–	(422)	14
Contrats de change	55	(20)	(4)	(19)	(2)	–	(4)	6	(20)
Dérivés de crédit	(2)	2	–	–	–	–	–	–	(1)
Autres contrats	(334)	(19)	36	3	59	(50)	22	(283)	70
Ajustements de l'évaluation	(46)	–	2	–	4	–	–	(40)	–
Autres actifs	2	–	–	–	–	–	–	2	–
	4 376 \$	(54)\$	(403)\$	782 \$	(1 002)\$	14 \$	(70)\$	3 643 \$	39 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(401)\$	(31)\$	16 \$	(57)\$	11 \$	(183)\$	143 \$	(502)\$	(40)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)	1
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(162)	(11)	17	–	12	–	–	(144)	(7)
	(563)\$	(42)\$	33 \$	(57)\$	21 \$	(183)\$	143 \$	(648)\$	(46)\$

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2017								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres non garantis par des créances	4	–	–	6	(4)	–	–	6	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	62	(2)	1	20	(30)	20	(12)	59	(1)
Titres de participation	376	(42)	6	138	(52)	15	(1)	440	(37)
	443	(44)	7	164	(86)	35	(13)	506	(38)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	747	(5)	16	–	(59)	–	–	699	s.o.
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	217	–	15	–	(15)	–	–	217	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	956	(1)	9	16	(33)	–	(20)	927	s.o.
Titres de participation	756	22	13	23	(93)	–	–	721	s.o.
	2 676	16	53	39	(200)	–	(20)	2 564	s.o.
<b>Prêts</b>	329	7	3	169	(4)	–	–	504	8
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(448)	(9)	–	26	–	3	3	(425)	(5)
Contrats de change	(15)	70	3	–	–	(2)	(2)	54	47
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(122)	12	(7)	(33)	(4)	(48)	(62)	(264)	2
Ajustements de l'évaluation	(10)	–	–	–	(4)	–	–	(14)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2 853 \$	52 \$	59 \$	365 \$	(298)\$	(12)\$	(94)\$	2 925 \$	14 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(425)\$	(22)\$	– \$	(125)\$	49 \$	(122)\$	302 \$	(343)\$	(6)\$
Entreprises et gouvernements	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1)	–	–	–	1	–	–	–	–
Autres passifs	(88)	(2)	1	–	63	–	–	(26)	–
	(516)\$	(24)\$	1 \$	(125)\$	113 \$	(122)\$	302 \$	(371)\$	(6)\$

Pour le semestre clos le 30 avril 2016									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	16	–	–	8	(20)	–	–	4	–
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	15	(1)	–	8	(22)	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs									
TGC									
	5	–	–	–	(5)	1	(1)	–	–
Titres non garantis par des créances									
	23	(4)	–	18	(28)	–	–	9	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	191	(2)	4	101	(235)	159	(73)	145	–
Titres de participation									
	123	(40)	(18)	335	(42)	10	(1)	367	(42)
	378	(47)	(14)	470	(352)	170	(80)	525	(42)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	797	–	(22)	93	(155)	–	–	713	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances									
	197	–	(3)	7	(10)	–	–	191	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	1 757	–	(76)	1 394	(1 417)	21	(15)	1 664	s.o.
Titres de participation									
	987	29	(63)	49	(109)	–	–	893	s.o.
	3 738	29	(164)	1 543	(1 691)	21	(15)	3 461	s.o.
<b>Prêts</b>	472	17	(22)	–	(69)	–	(4)	394	22
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(446)	(13)	–	23	(14)	30	(2)	(422)	(15)
Contrats de change									
	58	(19)	(4)	(19)	(2)	1	(9)	6	(19)
Dérivés de crédit									
	(1)	1	–	–	–	–	–	–	(1)
Autres contrats									
	(313)	(109)	14	(37)	181	(65)	46	(283)	45
Ajustements de l'évaluation									
	(47)	–	1	–	6	–	–	(40)	–
Autres actifs									
	–	–	–	2	–	–	–	2	–
	3 839 \$	(141)\$	(189)\$	1 982 \$	(1 941)\$	157 \$	(64)\$	3 643 \$	(10)\$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers									
	(389)\$	6 \$	5 \$	(139)\$	22 \$	(291)\$	284 \$	(502)\$	(4)\$
Entreprises et gouvernements									
	(8)	–	–	–	6	–	–	(2)	1
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs									
	(47)	(35)	7	(92)	23	–	–	(144)	(30)
	(444)\$	(29)\$	12 \$	(231)\$	51 \$	(291)\$	284 \$	(648)\$	(33)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des pertes latentes sur les titres disponibles à la vente de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2017 (profits ou pertes de néant pour le trimestre clos le 30 avril 2016) et des gains de 20 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2017 (pertes de 41 millions pour le semestre clos le 30 avril 2016) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2017 comprenait des actifs dérivés de 680 millions de dollars (957 millions au 30 avril 2016) et des passifs dérivés de 1 329 millions (1 696 millions au 30 avril 2016).

s.o. sans objet

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, les transferts hors du niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 47 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 405 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, les transferts hors du niveau 2 vers le niveau 1 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 339 millions de dollars comptabilisées dans la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 11 millions de dollars.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2017, les transferts d'obligations structurées liées à des titres de participation étaient attribuables à des changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur leur juste valeur.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, les transferts importants du niveau 3 vers le niveau 2 ont porté sur 135 millions de dollars d'obligations structurées liées à des titres de participation incluses dans les dépôts des particuliers.

**Variations positive et négative de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles**

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume les effets, sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3, de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés au niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	30 avril 2017			31 octobre 2016		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
<b>Valeurs mobilières</b>						
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs	6	–	–	4	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	59	1	–	62	1	(1)
Titres de participation	440	–	(1)	376	–	–
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	699	11	(25)	747	14	(31)
Titres adossés à des actifs	217	15	(21)	217	13	(19)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	927	7	(7)	956	8	(8)
Titres de participation	721	73	(14)	756	74	(13)
<b>Prêts</b>	504	8	(10)	329	9	(10)
<b>Dérivés</b>	680	17	(16)	885	17	(16)
	4 254 \$	132 \$	(94)\$	4 333 \$	136 \$	(98)\$
<b>Dépôts</b>	(345)\$	7 \$	(7)\$	(427)\$	13 \$	(13)\$
<b>Dérivés</b>	(1 329)	31	(47)	(1 480)	33	(53)
<b>Autres</b>						
Titres vendus à découvert et autres passifs	(26)	–	–	(89)	–	–
	(1 700)\$	38 \$	(54)\$	(1 996)\$	46 \$	(66)\$

## Note 4 Valeurs mobilières

## Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2017				31 octobre 2016			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	959 \$	7 \$	(1)\$	965 \$	418 \$	4 \$	– \$	422 \$
Provinces et municipalités	2 454	15	(4)	2 465	2 344	22	(2)	2 364
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	27 471	72	(213)	27 330	25 489	57	(130)	25 416
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 580	34	(10)	10 604	13 875	35	(10)	13 900
Titres adossés à des créances hypothécaires	572	5	(1)	576	392	5	(2)	395
Titres adossés à des actifs								
TGC	2 922	5	(1)	2 926	1 628	2	–	1 630
Titres non garantis par des créances	3 103	8	(42)	3 069	2 158	5	(60)	2 103
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22 084	104	(40)	22 148	22 015	89	(38)	22 066
Titres de participation	1 267	256	(6)	1 517	1 291	273	(12)	1 552
Titres en substitut de prêt	70	13	–	83	70	4	–	74
	<b>71 482 \$</b>	<b>519 \$</b>	<b>(318)\$</b>	<b>71 683 \$</b>	<b>69 680 \$</b>	<b>496 \$</b>	<b>(254)\$</b>	<b>69 922 \$</b>

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 15 352 millions de dollars au 30 avril 2017 (14 879 millions au 31 octobre 2016), qui sont comptabilisés au coût amorti.
- (2) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 500 millions de dollars, à 1 million de dollars, à néant et à 501 millions de dollars, respectivement, au 30 avril 2017 (346 millions, 1 million, 1 million et 346 millions au 31 octobre 2016).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences et adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 30 avril 2017, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 318 millions de dollars (254 millions au 31 octobre 2016). Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation des titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 30 avril 2017.

## Profits nets et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Profits réalisés	75 \$	30 \$	123 \$	103 \$
Pertes réalisées	(7)	(1)	(11)	(2)
Pertes de valeur	(14)	(14)	(31)	(34)
	<b>54 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>81 \$</b>	<b>67 \$</b>

- (1) Les éléments qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ne sont pas inscrits au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente, mais plutôt au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires du compte consolidé intermédiaire résumé de résultat pour le trimestre clos le 30 avril 2017 : profits réalisés de 9 millions de dollars (3 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2016) et pertes de valeur de néant (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2016); pour le semestre clos le 30 avril 2017 : profits réalisés de 11 millions de dollars (6 millions pour le semestre clos le 30 avril 2016) et pertes de valeur de néant (4 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2016). Aucune perte réalisée n'a été comptabilisée pour les trimestres et les semestres clos les 30 avril 2017 et 2016.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2017, des profits nets de 54 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (15 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2016). Les résultats du trimestre considéré reflètent des profits nets réalisés de 68 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 14 millions de dollars principalement liées à des titres de participation.

Pour le semestre clos le 30 avril 2017, des profits nets de 81 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (67 millions pour le semestre clos le 30 avril 2016). Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 112 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 31 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains.

## Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 30 avril 2017.

## Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

### Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2017						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	258 \$	20 \$	(11)\$	1 \$	(6)\$	11 \$	273 \$
Prêts aux particuliers	526	97	(136)	27	(2)	6	518
Prêts sur cartes de crédit	387	110	(141)	30	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	65	8	(11)	2	(1)	–	63
	1 236	235	(299)	60	(9)	17	1 240
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	1 001	66	(55)	7	(19)	15	1 015
Prêts aux banques	–	–	–	–	–	–	–
	1 001	66	(55)	7	(19)	15	1 015
Prêts dépréciés acquis	2	1	–	–	–	–	3
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 239	302	(354)	67	(28)	32	2 258
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 330 \$</b>	<b>302 \$</b>	<b>(354)\$</b>	<b>67 \$</b>	<b>(28)\$</b>	<b>32 \$</b>	<b>2 349 \$</b>
Évalués individuellement	377 \$	28 \$	(33)\$	2 \$	(15)\$	18 \$	377 \$
Évalués collectivement	1 953	274	(321)	65	(13)	14	1 972
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 330 \$</b>	<b>302 \$</b>	<b>(354)\$</b>	<b>67 \$</b>	<b>(28)\$</b>	<b>32 \$</b>	<b>2 349 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	266 \$	9 \$	(11)\$	3 \$	(6)\$	(19)\$	242 \$
Prêts aux particuliers	548	112	(144)	28	(3)	(7)	534
Prêts sur cartes de crédit	386	116	(146)	31	–	(1)	386
Prêts aux petites entreprises	64	9	(8)	2	–	–	67
	1 264	246	(309)	64	(9)	(27)	1 229
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	901	212	(36)	13	(11)	(43)	1 036
Prêts aux banques	2	–	–	–	–	–	2
	903	212	(36)	13	(11)	(43)	1 038
Prêts dépréciés acquis	2	2	–	–	–	–	4
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 169	460	(345)	77	(20)	(70)	2 271
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 260 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>(345)\$</b>	<b>77 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>(70)\$</b>	<b>2 362 \$</b>
Évalués individuellement	340 \$	136 \$	(14)\$	9 \$	(7)\$	(34)\$	430 \$
Évalués collectivement	1 920	324	(331)	68	(13)	(36)	1 932
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 260 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>(345)\$</b>	<b>77 \$</b>	<b>(20)\$</b>	<b>(70)\$</b>	<b>2 362 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2017						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	273 \$	26 \$	(24)\$	3 \$	(11)\$	6 \$	273 \$
Prêts aux particuliers	529	206	(274)	56	(5)	6	518
Prêts sur cartes de crédit	386	220	(282)	62	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	65	15	(20)	5	(2)	–	63
	1 253	467	(600)	126	(18)	12	1 240
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	979	128	(90)	39	(40)	(1)	1 015
Prêts aux banques	–	–	–	–	–	–	–
	979	128	(90)	39	(40)	(1)	1 015
Prêts dépréciés acquis	3	1	–	–	–	(1)	3
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 235	596	(690)	165	(58)	10	2 258
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 326 \$</b>	<b>596 \$</b>	<b>(690)\$</b>	<b>165 \$</b>	<b>(58)\$</b>	<b>10 \$</b>	<b>2 349 \$</b>
Évalués individuellement	365 \$	54 \$	(43)\$	28 \$	(32)\$	5 \$	377 \$
Évalués collectivement	1 961	542	(647)	137	(26)	5	1 972
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 326 \$</b>	<b>596 \$</b>	<b>(690)\$</b>	<b>165 \$</b>	<b>(58)\$</b>	<b>10 \$</b>	<b>2 349 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2016						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	37 \$	(21)\$	3 \$	(12)\$	(7)\$	242 \$
Prêts aux particuliers	530	230	(274)	54	(6)	–	534
Prêts sur cartes de crédit	386	220	(278)	59	–	(1)	386
Prêts aux petites entreprises	64	17	(18)	5	(1)	–	67
	1 222	504	(591)	121	(19)	(8)	1 229
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	805	362	(101)	19	(21)	(28)	1 036
Prêts aux banques	2	–	–	–	–	–	2
	807	362	(101)	19	(21)	(28)	1 038
Prêts dépréciés acquis	–	4	–	–	–	–	4
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 029	870	(692)	140	(40)	(36)	2 271
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 120 \$</b>	<b>870 \$</b>	<b>(692)\$</b>	<b>140 \$</b>	<b>(40)\$</b>	<b>(36)\$</b>	<b>2 362 \$</b>
Évalués individuellement	252 \$	258 \$	(57)\$	13 \$	(16)\$	(20)\$	430 \$
Évalués collectivement	1 868	612	(635)	127	(24)	(16)	1 932
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 120 \$</b>	<b>870 \$</b>	<b>(692)\$</b>	<b>140 \$</b>	<b>(40)\$</b>	<b>(36)\$</b>	<b>2 362 \$</b>

(1) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte à titre de provisions, au poste Autres passifs.

### Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2017				31 octobre 2016			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 918 \$	1 177 \$	344 \$	4 439 \$	3 450 \$	1 296 \$	337 \$	5 083 \$
Prêts de gros	1 508	307	1	1 816	848	372	–	1 220
	4 426 \$	1 484 \$	345 \$	6 255 \$	4 298 \$	1 668 \$	337 \$	6 303 \$

### Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	30 avril 2017	31 octobre 2016
Prêts de détail (2)	16 \$	16 \$
Prêts de gros (2)		
Prêts aux entreprises	1 598	2 130
Prêts aux banques	–	2
Prêts dépréciés acquis	331	418
<b>Total</b>	<b>1 945 \$</b>	<b>2 566 \$</b>

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux pour le trimestre clos le 30 avril 2017 s'est établi à 2 223 millions de dollars (2 487 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2016).

(2) Exclusion faite des prêts dépréciés acquis (PDA).

### Prêts dépréciés acquis

Les PDA découlant de l'acquisition de City National se composent de prêts de détail, de prêts de gros et de prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Le tableau suivant présente le détail de nos PDA.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	30 avril 2017	31 octobre 2016
<b>City National</b>		
Solde de capital dû (1)	319 \$	409 \$
Ajustements de la juste valeur relatifs à la qualité du crédit	(8)	(12)
Prime (escompte) liée au taux d'intérêt et autres primes (escomptes)	20	21
Valeur comptable	331	418
Provision évaluée individuellement	(3)	(3)
<b>Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe</b>	<b>328 \$</b>	<b>415 \$</b>

(1) Représente le montant contractuel dû, déduction faite des radiations, depuis l'acquisition du prêt.

**Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)***Prêts assurés par la FDIC*

Les prêts assurés par la FDIC sont des prêts qui, à la date de clôture, font l'objet d'accords de partage de pertes avec la FDIC, aux termes desquels la FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes subies sur le portefeuille de prêts sous-jacent. Au 30 avril 2017, le solde des prêts assurés par la FDIC était inclus sous la rubrique Prêts, dans le bilan consolidé, et s'établissait à 6 millions de dollars (374 millions au 31 octobre 2016). La diminution du solde des prêts assurés par la FDIC pour la période tient principalement à l'échéance de certains accords de partage de pertes et aux remboursements sur l'encours des prêts. Au 30 avril 2017, les soldes respectifs des actifs compensatoires et des passifs au titre des dispositions de récupération étaient de néant (2 millions au 31 octobre 2016) et de 27 millions de dollars (26 millions au 31 octobre 2016).

**Note 6 Coentreprises**

Le 21 décembre 2016, Moneris Solutions Corporation (Moneris) a conclu la vente de ses activités américaines à Vantiv, Inc. pour 576 millions de dollars (430 millions de dollars américains). Nous détenons une participation de 50 % dans Moneris que nous comptabilisons en tant que participation dans une coentreprise. Notre quote-part du profit comptabilisé par Moneris correspondait à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et elle était présentée au poste Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

**Note 7 Dépôts**

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts.

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2017				31 octobre 2016			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	132 889 \$	49 122 \$	77 308 \$	259 319 \$	128 206 \$	46 096 \$	76 248 \$	250 550 \$
Entreprises et gouvernements	227 505	8 885	261 841	498 231	221 506	10 740	255 761	488 007
Banques	9 112	3	18 918	28 033	8 533	49	10 450	19 032
	<b>369 506 \$</b>	<b>58 010 \$</b>	<b>358 067 \$</b>	<b>785 583 \$</b>	<b>358 245 \$</b>	<b>56 885 \$</b>	<b>342 459 \$</b>	<b>757 589 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	84 461 \$	5 033 \$	– \$	89 494 \$	78 692 \$	4 686 \$	– \$	83 378 \$
États-Unis	32 877	58	–	32 935	34 172	93	–	34 265
Europe (5)	451	–	–	451	1 009	–	–	1 009
Autres pays	6 576	28	–	6 604	5 753	4	–	5 757
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	206 769	15 235	282 702	504 706	200 911	14 979	272 999	488 889
États-Unis	977	32 671	45 254	78 902	999	32 388	41 427	74 814
Europe (5)	33 678	1 423	19 676	54 777	32 864	1 108	17 966	51 938
Autres pays	3 717	3 562	10 435	17 714	3 845	3 627	10 067	17 539
	<b>369 506 \$</b>	<b>58 010 \$</b>	<b>358 067 \$</b>	<b>785 583 \$</b>	<b>358 245 \$</b>	<b>56 885 \$</b>	<b>342 459 \$</b>	<b>757 589 \$</b>

(1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.

(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.

(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2017, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 277 milliards, 17 milliards, 38 milliards et 31 milliards de dollars (264 milliards, 16 milliards, 37 milliards et 29 milliards au 31 octobre 2016).

(5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	30 avril 2017	31 octobre 2016
Moins de 1 an :		
moins de 3 mois	69 287 \$	72 346 \$
de 3 à 6 mois	40 451	40 487
de 6 à 12 mois	64 289	51 608
De 1 à 2 ans	63 135	50 676
De 2 à 3 ans	37 451	39 499
De 3 à 4 ans	36 545	31 482
De 4 à 5 ans	22 351	29 854
Plus de 5 ans	24 558	26 507
	<b>358 067 \$</b>	<b>342 459 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>326 000 \$</b>	<b>309 000 \$</b>

**Note 8 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

**Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Coûts des services rendus au cours de la période	95 \$	78 \$	10 \$	9 \$
Coûts des services passés	–	–	–	–
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	10	–	17	18
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	2	4
Frais administratifs	4	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	109 \$	81 \$	29 \$	31 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	37	35	–	–
	146 \$	116 \$	29 \$	31 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
Coûts des services rendus au cours de la période	190 \$	156 \$	20 \$	18 \$
Coûts des services passés	(2)	–	–	–
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	21	(1)	34	36
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(2)	8
Frais administratifs	7	6	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	216 \$	161 \$	52 \$	62 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	84	87	–	–
	300 \$	248 \$	52 \$	62 \$

**Réévaluations des régimes d'avantages du personnel <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
(Gains) pertes actuarielles :				
Modifications des hypothèses financières	798 \$	383 \$	115 \$	24 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(4)	(5)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(534)	(96)	–	(1)
	264 \$	287 \$	111 \$	18 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
(Gains) pertes actuarielles :				
Modifications des hypothèses financières	33 \$	741 \$	23 \$	85 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(6)	(6)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(478)	92	–	(1)
	(445)\$	833 \$	17 \$	78 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

**Note 9 Impôt sur le résultat***Avis de cotisation et contrôles fiscaux*

Au cours du premier trimestre, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a établi à l'égard de la Banque Royale du Canada une nouvelle cotisation augmentant d'environ 209 millions de dollars l'impôt sur le résultat, y compris les intérêts, en refusant la déductibilité fiscale relative à certains dividendes reçus de sociétés canadiennes en 2011, au motif qu'ils s'inscrivaient dans un « mécanisme de transfert de dividendes ». Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur. Des modifications avaient été introduites dans le budget fédéral canadien de 2015 afin d'interdire la déduction des dividendes relatifs à des mécanismes similaires, avec application prospective à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017.

**Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement****Actions ordinaires émises** <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2017		le 30 avril 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	739	50 \$	1 588	109 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	–	–
Rachetées aux fins d'annulation <sup>(3)</sup>	(18 988)	(231)	–	–
	(18 249)	(181)\$	1 588	109 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2017		le 30 avril 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	2 218	146 \$	3 177	195 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	41 619	3 115
Rachetées aux fins d'annulation <sup>(3)</sup>	(30 321)	(368)	–	–
	(28 103)	(222)\$	44 796	3 310 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des semestres clos les 30 avril 2017 et 2016, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2017, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 19 millions d'actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 1 637 millions de dollars (coût moyen de 86,20 \$ l'action) et la valeur comptable, 231 millions de dollars (valeur comptable de 12,14 \$ l'action). Nous avons aussi racheté, aux fins d'annulation, 10,2 millions d'actions ordinaires de manière à réduire le nombre d'actions ordinaires en circulation au premier trimestre de 2017 pour refléter le nombre d'actions ordinaires que nous étions tenus de racheter dans le cadre d'un programme de rachat d'actions particulier au 31 janvier 2017. Au cours du semestre clos le 30 avril 2017, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 30,3 millions d'actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 2 588 millions de dollars (coût moyen de 85,34 \$ l'action) et la valeur comptable, 368 millions de dollars (valeur comptable de 12,14 \$ l'action). Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016, nous n'avons racheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation.

**Note 11 Bénéfice par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016	le 30 avril 2017	le 30 avril 2016
<b>Bénéfice de base par action</b>				
Bénéfice net	2 809 \$	2 573 \$	5 836 \$	5 020 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(77)	(74)	(152)	(134)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(8)	(13)	(20)	(34)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 724	2 486	5 664	4 852
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 468 015	1 487 346	1 476 273	1 486 871
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,86 \$	1,67 \$	3,84 \$	3,26 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 724 \$	2 486 \$	5 664 \$	4 852 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	3	3	7	7
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 727	2 489	5 671	4 859
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 468 015	1 487 346	1 476 273	1 486 871
Options sur actions <sup>(1)</sup>	3 495	3 133	3 878	3 264
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	743	732	740	725
Actions échangeables <sup>(2)</sup>	3 309	4 398	3 441	4 385
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 475 562	1 495 609	1 484 332	1 495 245
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,85 \$	1,66 \$	3,82 \$	3,25 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2017, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (2 730 358 options au prix d'exercice moyen de 75,13 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2016). Pour le semestre clos le 30 avril 2017, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (2 409 791 options au prix d'exercice moyen de 75,23 \$ pour le semestre clos le 30 avril 2016).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

**Note 12 Actions en justice et questions de réglementation**

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos actions en justice et questions de réglementation importantes comprennent toutes les affaires présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2016, mises à jour ci-dessous :

*Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR*

Le 20 décembre 2016, le tribunal du district des États-Unis du district sud de New York a rejeté une partie substantielle des recours collectifs consolidés concernant le LIBOR pour des motifs d'incompétence du tribunal et de l'absence de droit d'exercer une action.

*Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas)*

Le 12 janvier 2017, le tribunal français a acquitté toutes les parties, y compris RBC Bahamas. Le bureau du procureur français a interjeté appel de ce jugement.

*Litige relatif aux districts scolaires du Wisconsin*

En décembre 2016, ce litige a été réglé pour un montant négligeable.

*Enquêtes sur des pratiques de vente*

Nous avons fait l'objet d'enquêtes sur nos pratiques de vente et les ententes de rémunération connexes. En mars 2017, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada a en outre annoncé qu'elle amorcera un examen des pratiques de vente des institutions financières canadiennes sous réglementation fédérale. Nous croyons comprendre que le Bureau du surintendant des institutions financières participera à la conduite de cet examen.

**Note 13 Résultats par secteur d'exploitation**

Les tableaux qui suivent présentent les données relatives aux résultats d'exploitation de nos secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2017						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 597 \$	546 \$	– \$	173 \$	922 \$	(40)\$	4 198 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 153	1 881	1 448	435	1 195	–	6 112
Total des revenus	3 750	2 427	1 448	608	2 117	(40)	10 310
Dotation à la provision pour pertes sur créances	262	15	–	–	24	1	302
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 090	–	–	–	1 090
Frais autres que d'intérêt	1 661	1 838	140	355	1 173	62	5 229
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 827	574	218	253	920	(103)	3 689
Charge (économie) d'impôt	467	143	52	60	252	(94)	880
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 360 \$</b>	<b>431 \$</b>	<b>166 \$</b>	<b>193 \$</b>	<b>668 \$</b>	<b>(9)\$</b>	<b>2 809 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	88 \$	105 \$	5 \$	13 \$	5 \$	181 \$	397 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–

**Note 13 Résultats par secteur d'exploitation** (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2016

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 527 \$	466 \$	– \$	190 \$	993 \$	(151)\$	4 025 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 107	1 714	1 351	350	997	(18)	5 501
Total des revenus	3 634	2 180	1 351	540	1 990	(169)	9 526
Dotations à la provision pour pertes sur créances	279	7	–	–	123	51	460
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	988	–	–	–	988
Frais autres que d'intérêt	1 614	1 670	157	352	1 080	14	4 887
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 741	503	206	188	787	(234)	3 191
Charge (économie) d'impôt	444	117	29	49	204	(225)	618
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 297 \$</b>	<b>386 \$</b>	<b>177 \$</b>	<b>139 \$</b>	<b>583 \$</b>	<b>(9)\$</b>	<b>2 573 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	82 \$	101 \$	5 \$	13 \$	4 \$	160 \$	365 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–

Pour le semestre clos le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	5 246 \$	1 087 \$	– \$	410 \$	1 869 \$	(90)\$	8 522 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 534	3 771	1 945	829	2 319	(64)	11 334
Total des revenus	7 780	4 858	1 945	1 239	4 188	(154)	19 856
Dotations à la provision pour pertes sur créances	511	28	–	–	56	1	596
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 273	–	–	–	1 273
Frais autres que d'intérêt	3 384	3 693	280	705	2 298	84	10 444
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 885	1 137	392	534	1 834	(239)	7 543
Charge (économie) d'impôt	933	276	92	127	504	(225)	1 707
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 952 \$</b>	<b>861 \$</b>	<b>300 \$</b>	<b>407 \$</b>	<b>1 330 \$</b>	<b>(14)\$</b>	<b>5 836 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	186 \$	219 \$	9 \$	26 \$	10 \$	361 \$	811 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–

Pour le semestre clos le 30 avril 2016

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	5 099 \$	935 \$	– \$	416 \$	2 055 \$	(284)\$	8 221 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 218	3 332	2 510	674	1 915	15	10 664
Total des revenus	7 317	4 267	2 510	1 090	3 970	(269)	18 885
Dotations à la provision pour pertes sur créances	563	12	–	–	243	52	870
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 817	–	–	–	1 817
Frais autres que d'intérêt	3 290	3 348	317	713	2 155	24	9 847
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 464	907	376	377	1 572	(345)	6 351
Charge (économie) d'impôt	877	218	68	95	419	(346)	1 331
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 587 \$</b>	<b>689 \$</b>	<b>308 \$</b>	<b>282 \$</b>	<b>1 153 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>5 020 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	164 \$	207 \$	9 \$	26 \$	11 \$	334 \$	751 \$
Provisions pour restructuration	–	8	–	–	–	–	8

(1) Au premier trimestre de 2016, nous avons modifié la structure organisationnelle de nos établissements de gestion de patrimoine, ce qui a donné naissance à un nouveau secteur d'exploitation, soit Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui représente les anciens établissements de Gestion de patrimoine aux États-Unis et de City National. Ce nouveau secteur d'exploitation s'ajoute à nos autres établissements de gestion de patrimoine pour former un seul secteur à présenter, car tous ces établissements ont des produits, cadres réglementaires, procédés, clients et réseaux de distribution comparables et ils présentent des caractéristiques économiques semblables (la marge avant impôt, par exemple).

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(4) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Les tableaux qui suivent présentent le total de l'actif et le total du passif de nos secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2017						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	420 495 \$	90 356 \$	14 288 \$	142 911 \$	502 656 \$	32 213 \$	1 202 919 \$
Total du passif	420 574 \$	90 430 \$	14 315 \$	142 790 \$	502 620 \$	(40 978)\$	1 129 751 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	411 251 \$	91 901 \$	14 245 \$	139 701 \$	492 899 \$	30 261 \$	1 180 258 \$
Total du passif	411 320 \$	91 908 \$	14 281 \$	139 608 \$	493 044 \$	(41 515)\$	1 108 646 \$

#### Note 14 Gestion des fonds propres

##### Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis pour les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier pour les institutions de dépôt au Canada. Au deuxième trimestre de 2017, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios de fonds propres et les ratios de levier)	Au	
	30 avril 2017	31 octobre 2016
<b>Fonds propres</b> (1)		
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	49 598 \$	48 181 \$
Fonds propres de première catégorie	56 686	55 270
Total des fonds propres	66 235	64 950
<b>Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres</b> (1), (2)		
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	469 718	447 436
Ratio de fonds propres de première catégorie	470 528	448 662
Ratio du total des fonds propres	471 176	449 712
<b>Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres</b> (1)		
Risque de crédit	385 065	369 751
Risque de marché	28 429	23 964
Risque opérationnel	57 682	55 997
	471 176 \$	449 712 \$
<b>Ratios de fonds propres et ratios de levier</b> (1), (3)		
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (« ratio CET1 »)	10,6 %	10,8 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,0 %	12,3 %
Ratio du total des fonds propres	14,1 %	14,4 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 311,7 \$	1 265,1 \$

- (1) Les fonds propres, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.
- (2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul des actifs pondérés en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de fonds propres. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, les actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, du ratio de fonds propres de première catégorie et du ratio du total des fonds propres seront assujettis chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio CET1, notre ratio de fonds propres de première catégorie, notre ratio du total des fonds propres et notre ratio de levier transitoires étaient de 11,1 %, 12,1 %, 14,1 % et 4,4 %, respectivement, au 30 avril 2017. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles au cours de l'exercice courant.

#### Note 15 Événement postérieur à la date du bilan

Le 12 mai 2017, nous avons réalisé la vente, précédemment annoncée, de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Group Limited. La transaction n'aura pas d'incidence importante sur nos états financiers.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :  
Computershare Trust Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX, à l'exception des séries C-1 et C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de séries C-1 et C-2 sont inscrites à la NYSE.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
100 University Avenue,  
8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis)  
ou 514-982-7555 (appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(au Canada et aux États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :

Services aux actionnaires  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7806

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
North Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2W7  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de visiter le site Web suivant : rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Dates de paiement des dividendes pour 2017

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture de l'ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK et BM	24 janvier 21 avril 24 juillet 24 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-1 (en dollars US)	1 <sup>er</sup> février 3 mai 2 août 1 <sup>er</sup> novembre	3 février 5 mai 4 août 3 novembre	13 février 15 mai 14 août 13 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (en dollars US)	25 janvier 26 avril 26 juillet 25 octobre	27 janvier 28 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 8 mai 7 août 7 novembre

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE et de la Nasdaq sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

### Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 14 mars 2017 au 10 mars 2018. Nous déterminerons le montant et le calendrier des rachats pour cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2017

Premier trimestre	24 février
Deuxième trimestre	25 mai
Troisième trimestre	23 août
Quatrième trimestre	29 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport, y compris celles qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada, sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.